

Numéro spécial

Raisonance

Le cahier de réflexion des maires francophones

Octobre 2024



Penser
les défis
de la
reconstruction
urbaine

La ville résiliente

ផ្ទះលក់
House For Sale
016 800 516
080 59 7777

truemoney

ទៀត គីមជ្ជី
099 636 345
093 366 345

RÉUNIR
LES DESTINS,
RESPECTER
LES DIVERSITÉS

AIMEF



**Conférence et publication
coordonnées par :**

**CHRISTIANE BLANCOT
GABRIEL FAUVEAUD
FABIENNE LUCO
NATHAROUN NGO
LIONEL PRIGENT**

La ville résiliente

**Penser
les défis
de la
reconstruction
urbaine**

**Actes de la conférence
du 3 décembre 2019
à Phnom Penh**

**39^e congrès de l'AIMF 2-4
Décembre 2019
Phnom Penh**

Association Internationale des Maires Francophones



5 D'une ville fantôme à une ville intelligente

PAR S.E. KHUONG SRENG,
Gouverneur de Phnom Penh

6 Reconstruire après les catastrophes : quelles leçons pouvons-nous tirer ?

PAR PIERRE BAILLET, *secrétaire permanent honoraire de l'AIMF*

8 La ville résiliente : penser les défis de la reconstruction urbaine

PAR GABRIEL FAUVEAUD
Professeur adjoint, université de Montréal

Retour sur les enjeux de la reconstruction à Phnom Penh

14 Leadership, processus de reconstruction et de développement de la Ville de Phnom Penh

H. E. PA SOCHEAT VONG

18 1979 – La ville réinventée

FABIENNE LUCO

24 Quelques remarques sur la période de reconstruction de Phnom Penh

CHRISTIANE BLANCOT

Urgence de la reconstruction

30 Etre jeune à Phnom Penh en 1979

NAK MONEANG MEN CHANDEVY

34 Piloter la reconstruction au lendemain des Khmers rouges

S.E. THONG KHON

37 Agir dans l'urgence, remettre la ville en marche

S.E. MOK MARETH

40 Port-au-Prince, ville résiliente ?

JEAN MARIE THÉODAT



Port au Prince, le Palais national après le tremblement de terre.



Dynamiques politiques et économiques de la reconstruction

46 Agir pour Reconstruire : Le développement de Phnom Penh de 2003 à 2013

S.E. KEP CHUKTEMA

50 Après 1993, gérer l'habitat pour le retour des réfugiés et les populations pauvres

S.E. MAN CHOEUN

53 La régie des eaux de Phnom Penh, renaissance, réforme & développement durable

S.E. EK SONN CHAN

56 Regard sur la reconstruction de la ville de Kigali

NADINE UMUTONI GATSINZI

IV. Innovation et résilience : le futur du développement urbain

62 Les enjeux actuels du développement de Phnom Penh

SENG VANNAK

66 Les économies urbaines dynamiques : un vecteur de progrès social dans les villes cambodgiennes

NATHAROUN NGO

70 L'entrepreneuriat social au service de la résilience urbaine

HASSAN HAJAM

74 Architecture : guider le développement social et économique de Phnom Penh vers plus de résilience

CHANSAN HUN

77 Nous devons apprendre à devenir résilients

LIONNEL PRIGENT

82 Biographies

83 Bibliographie



D'une ville fantôme à une ville intelligente

PAR S. E. KHUONG SRENG,
Gouverneur de Phnom Penh

Phnom Penh est une ville riche d'une culture ancienne et d'une population très diverse, d'origines et de religions multiples. Elle est connue comme une ville accueillante et ouverte. Ses monuments et son patrimoine architectural, dans le site exceptionnel des quatre bras du Mékong en font aujourd'hui une des métropoles les plus attractives de l'Asie du Sud Est.

Pourtant, Phnom Penh sort de l'enfer. Dans les années 70, durant les années de guerre, elle a été massivement bombardée, puis elle a été en proie à une terrible guerre civile qui a donné lieu à un génocide estimé à 2 millions de morts. Durant le régime khmer rouge, d'Avril 1975 à Janvier 1979, Phnom Penh est devenue une ville fantôme, vidée de sa population déportée et décimée.

Après la libération de 1979, Phnom Penh s'est progressivement repeuplée, elle a été réhabilitée et s'est développée. Aujourd'hui, grâce au leadership avec bienveillance de Samdech Techo Hun Sen, Premier Ministre du Royaume du Cambodge, la ville connaît un nouvel essor de son développement. Sa politique « gagnant-gagnant » a permis d'en finir avec la guerre civile endémique, de conclure la réconciliation nationale et de ramener une paix durable, de consolider un système de gouvernement stable, conditions sine qua non pour mettre en œuvre le développement que le Cambodge connaît maintenant.

Le bien-être dont nous jouissons aujourd'hui a également été obtenu grâce à la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de déconcentration conjuguée avec une politique d'encouragement des investissements directs étrangers.

Mais de nouveaux défis sont devant nous. Nous sommes entrés dans l'ère de l'industrie de quatrième génération, avec l'apparition de l'intelligence artificielle, de l'économie numérique et des villes intelligentes. Nous devons adapter la gestion quotidienne de nos villes à ces nouvelles technologies qui changent nos vies et nos manières de travailler. Nous sommes aussi entrés dans une période marquée par le changement climatique avec ses conséquences sur le cours de nos fleuves, les rythmes de notre agriculture et sur les déplacements massifs de population vers nos villes. L'adaptation de nos politiques publiques à ces enjeux majeurs oriente désormais nos actions quotidiennes.

C'est pour cela qu'il est plus que jamais nécessaire de partager nos expériences pour pouvoir avancer tous ensemble.

Le jardin du Wat
Phnom, 2012.

Reconstruire après les catastrophes : quelles leçons pouvons-nous tirer ?

PAR PIERRE BAILLET,
secrétaire permanent honoraire de l'AIMF

En 2019, Phnom Penh a célébré le 40^e anniversaire de la fin du régime khmer rouge qui avait provoqué la mort de plus de deux millions de cambodgiens. Cet anniversaire, qui coïncidait avec le 40^e anniversaire de l'Association internationale des maires francophones, a donné l'occasion d'entendre les voix des témoins d'alors, de ceux qui ont mené des reconstructions à Phnom Penh, Kigali ou Port au Prince, ainsi que les analyses des historiens, des sociologues et des urbanistes, autour d'une question essentielle: Comment gérer, piloter, construire la résilience des territoires après les catastrophes? Alors que nous vivons plus que jamais dans un mode de l'incertain où les situations de crise peuvent affecter tous les territoires, il semblait indispensable de revenir sur les capacités à les surmonter et à imaginer un avenir.

Dans son allocution introductive, Pierre Baillet, Secrétaire permanent de l'AIMF, rappelle à la fois l'importance de la préoccupation et l'urgence d'en retenir les enseignements.

Messieurs les Ministres,
Monsieur le Gouverneur,
Mesdames et Messieurs les Représentants du
corps diplomatique,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis de Phnom Penh,

Notre rencontre est une rencontre qui aura plusieurs angles d'intervention dans la reconstruction de la ville et, notamment, sur la mémoire dans ce qu'elle a de positif dans la construction d'une société humaine.

La mémoire comme force au service de la résilience et du développement durable.

Ce n'est pas la première fois que nous nous réunissons pour travailler, ensemble, sur ce sujet.

Comme l'a fortement souhaité notre Présidente, Madame Anne Hidalgo, retenue à Paris par des Obsèques Nationales, nous avons eu la belle rencontre en Louisiane, à Lafayette et à la Nouvelle Orléans, sur ce thème associant mémoire et développement durable. Comme elle l'a voulu personnellement, avec l'appui du Bureau, nous avons poursuivi cette réflexion en juin dernier, à Kigali, pour mieux nous retrouver ici, à Phnom Penh.

Nous avons mis en œuvre des partenariats qui vont dans ce sens à Ouidah au Bénin, à Kananga en RDC, à Yopougon en Côte d'Ivoire et dans bien d'autres villes d'Afrique.

La mémoire et la résilience vont de pair, tout comme la résilience et le développement durable. Et ce triptyque mémoire, résilience, développement durable, prend tout son sens, ici, à Phnom Penh.

Parce que les catastrophes ont été et sont de grande ampleur: Catastrophes humaines, politiques, naturelles. Dans ce contexte, ensemble, vous avez pris le parti d'une stratégie de réduction de ces risques d'hier et d'aujourd'hui, en mettant en œuvre une démarche qui associe le national et le local, la réflexion et l'action.

Et au cœur du dispositif, nous avons la lutte contre la pauvreté, ce que nous faisons ensemble avec le soutien de l'Union européenne. Que l'UE en soit remerciée.



L'histoire d'un peuple et de sa ville capitale se comprend en référence à son passé. Mais son passé s'éclaire à la lumière de son actualité.

Quarante ans après les violences, les menaces, la séparation, la torture, la malnutrition, la suppression de la religion, la mortalité élevée, les familles ont été meurtries.

Face à ces récits traumatiques, les citoyens d'une ville capitale ont donné un sens à la reconstruction d'un espace de vie. La force de la pulsion de vie. L'importance de la résilience issue de la famille élargie rassemblée.

L'incontournable construction d'une mémoire, cette trace transmissible et structurante de la société locale.

Avec l'université, avec l'art, avec le discours des médias, avec la photographie. Et à cet égard, il y a la belle exposition organisée par la ville, le long de la promenade sur le quai du Mékong. Il y a le centre Bophana, initié par Rithy Panh, qui rassemble toute la documentation audiovisuelle sur le Cambodge.

Il y a aussi le musée du génocide de Tuol Sleng. Un hymne à la mémoire et à la paix, servi par des archives numérisées. Car la modernité est à présent une aide précieuse pour diffuser et faire connaître ces moments qui font la cohésion d'un peuple, qui font la réconciliation et le vivre ensemble en harmonie. Car c'est dans ce lycée que près de 20000 prisonniers ont été interrogés, torturés, et assassinés dans ce qui était le camp S21 de Phnom Penh.

Et l'Unesco a inscrit ces archives dans son registre de mémoire du monde pour promouvoir la résilience, la paix, le dialogue interculturel, la réconciliation.

Nous avons pris la mesure de cette démarche, de sa force et de ses résultats, à Kigali, en juin dernier. Là aussi, il s'agit du long apprentissage du vivre ensemble en harmonie, entre les enfants des génocidaires et les enfants des victimes.

Un apprentissage qui a permis de porter haut cette société et la vôtre dans le développement durable.

Excellences,

La résilience est un dialogue constant et renouvelé. D'abord entre les habitants d'un territoire et nous venons d'en parler, mais aussi entre les citoyens et l'espace qui les entourent.

Or, là aussi, Phnom Penh porte une belle leçon d'expérience historique. Une expérience qui doit inspirer tous les continents.

Phnom Penh, comme d'autres civilisations, est un système hydraulique, ceinturé de digues, subdivisé en bassins versants et parcouru d'un réseau d'égouts pour évacuer les eaux usées et les eaux de pluie hors la ville.

La ville fait corps avec cet environnement. Elle est l'expression sophistiquée d'une culture. Et, quand le 17 avril 1975 la ville a été vidée de sa population, ce système sophistiqué de vannes n'a plus été en état de fonctionner. Tout était envasé.

Mais la ville a été en mesure de renaître. A la libération, en janvier 1979, avec le retour de la population, il a fallu reconstruire les savoirs détruits par les Khmers rouges pour se réapproprier le territoire. Les institutions politiques et la mobilisation des cultures professionnelles ont participé à la résilience du système qui, à lui seul, était l'expression de la résilience d'un territoire et de son peuple.

Très symboliquement, l'eau, qui chaque année est fêtée, restera une entrée et une composante de la résilience.

Autre symbole: alors que nous nous retrouvons, se tient la COP25, à Madrid, sur le climat. L'objectif est d'accomplir plusieurs tâches pour la réalisation des accords de Paris sur le changement climatique.

Je forme le vœu que les villes de notre réseau, notamment les villes du Sud-Est asiatique puissent, ensemble, représenter un modèle de développement, notamment par la gestion de son espace public, par ses services.

Excellences,

Nous sommes ici pour bien comprendre, pour que Phnom Penh nous inspire.

Et pour cela, pour votre accueil, pour votre attention au réseau des maires francophones, soyez-en remerciés.

De gauche à droite:

Kigali, le mémorial.

Phnom Penh, le musée du génocide Tuol Sleng.

Port-au-Prince, le Palais national après le tremblement de terre.



La ville résiliente : penser les défis de la reconstruction urbaine

Ce 39^e congrès de l'AIMF fut une importante occasion de revenir, 40 ans après, sur le processus de reconstruction de Phnom Penh après la chute du régime khmer rouge et sa tentative d'urbicide. Au-delà de la capitale cambodgienne proprement dite, d'importants témoignages de Kigali ou de Port-au-Prince sont venus enrichir les débats.

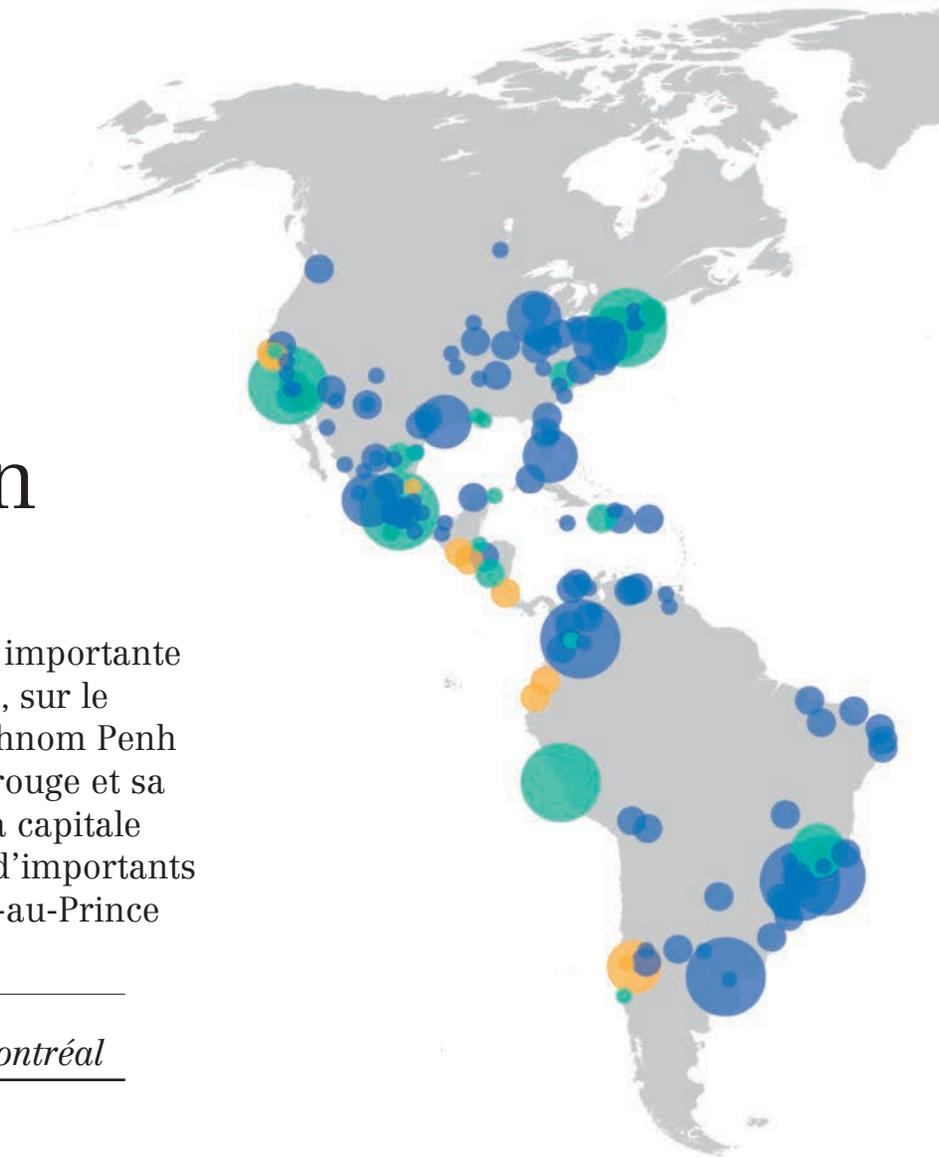
PAR GABRIEL FAUVEAUD

Professeur adjoint, université de Montréal

SE RECONSTRUIRE

Lorsque nous avons été invités à organiser une conférence portant sur le thème de la reconstruction, le terme de résilience nous est rapidement apparu comme étant le plus adéquat pour décrire la manière dont certaines villes, comme Phnom Penh, ont su trouver les moyens de se reconstruire après une destruction de grande ampleur. La notion de résilience urbaine désigne la capacité des villes et de ses habitants à se relever d'un événement traumatique, à faire face à un choc causé par une catastrophe, un événement exceptionnel et souvent violent, pouvant entraîner des destructions et des morts, des déplacements de populations, une déliquescence des structures politiques et sociales existantes, ainsi que des traumatismes importants et sur le long terme de la population et de la société.

40 ans après l'expulsion de l'ensemble de la population urbaine et la destruction d'une partie importante de Phnom Penh sous le régime des Khmers rouges, la reconstruction de la capitale cambodgienne est un exemple particulièrement édifiant de la capacité de résilience des villes et sociétés urbaines¹. Cependant, si Phnom Penh représente un cas exceptionnel par la violence de la politique anti-urbaine des Khmers rouges, les catastrophes et les enjeux de reconstruction

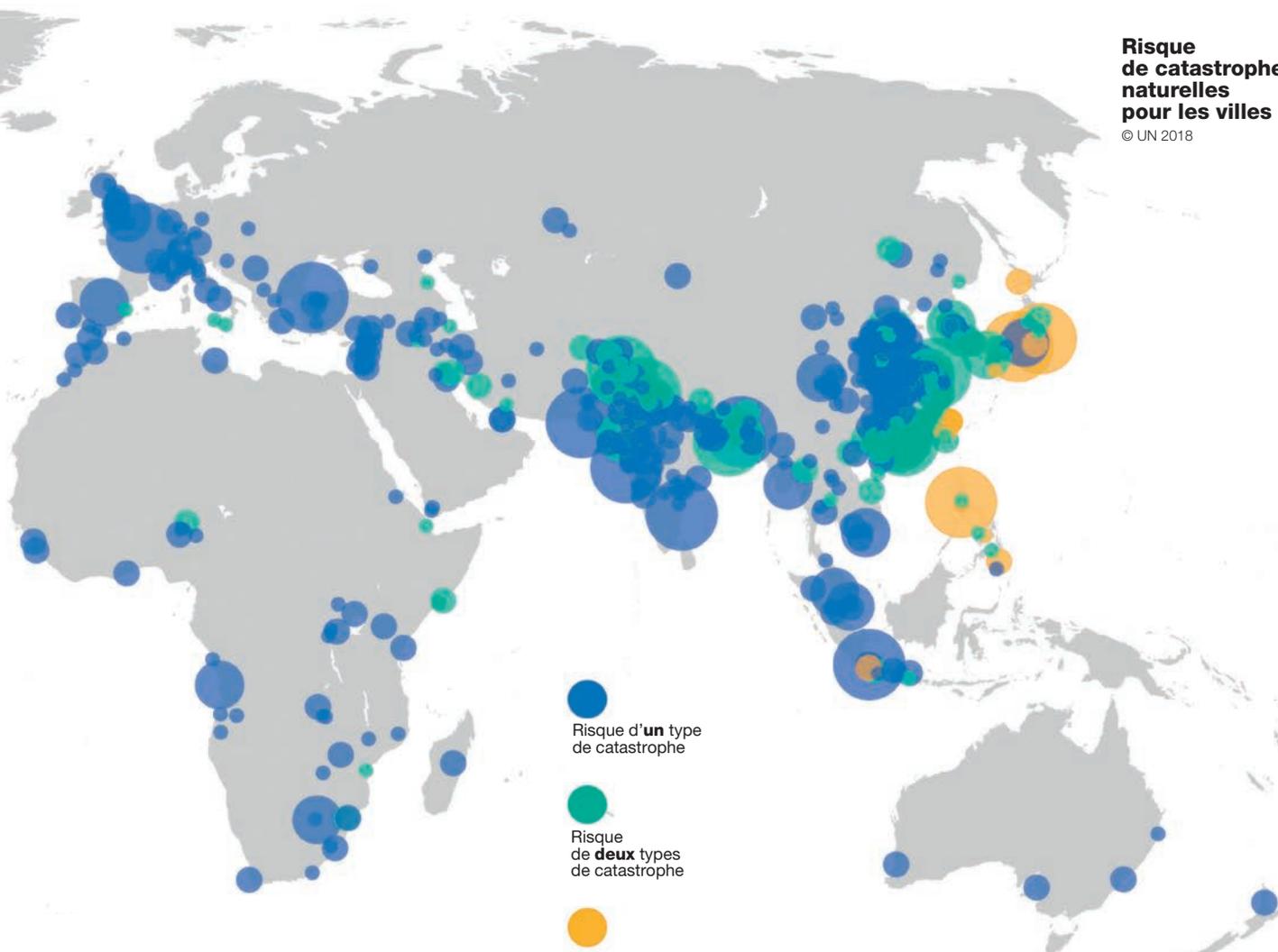


concernent un nombre toujours plus important de villes dans le monde, au point que la reconstruction urbaine devient peu à peu une norme.

En effet, l'augmentation du rythme et de la force des aléas naturels, tout comme le réchauffement climatique, entraînent une accélération des événements catastrophiques. Comme un récent rapport de l'ONU l'a montré, 1,4 milliard de personnes dans le monde vivant dans des villes de plus de 500 000 habitants sont aujourd'hui exposées à au moins un type de risque naturel. En Asie plus particulièrement, comme l'a montré une autre récente étude, la montée des eaux menace de nombreuses villes de la région, comme Jakarta, Bangkok, ou encore Hô Chi Minh-Ville. En plus de ces risques, l'accélération de la croissance urbaine (notamment sur les continents africains et asiatiques) augmente les impacts des aléas, et donc la vulnérabilité des territoires et des populations.

En d'autres termes, la ville est devenue un « territoire du risque », et la reconstruction urbaine une probabilité de plus en plus prégnante. Dans ce contexte, la gestion du risque d'une part, des vulnérabilités urbaines d'autre part, sont devenues des priorités absolues pour les villes et devraient être au cœur des politiques de développement urbain.

¹Voir, notamment : Carrier A., 2007. Les « lois de la possession » à Phnom Penh : conversion des droits d'usage résidentiel issus du contexte socialiste de réappropriation urbaine (1979-1989) en droits de propriété, thèse de doctorat, Architecture, Université Paris 8, 599 p. ; Pierdet C., 2008. Les temporalités de la relation ville-fleuve à Phnom Penh : la fixation d'une capitale fluviale par la construction d'un système hydraulique (1865-2005), thèse de doctorat, Géographie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 589 p. ; Fauveaud G., 2015. La production des espaces urbains à Phnom Penh. Pour une géographie sociale de l'immobilier, Paris, Publications de la Sorbonne, 368 p.



PENSER LA RECONSTRUCTION, C'EST PENSER LE RISQUE ET LES VULNÉRABILITÉS

Le risque d'une catastrophe ou d'un évènement traumatique est très difficile à appréhender, car tout risque reste théorique et incertain. Notre rapport au risque se construit donc en fonction de ce qui est arrivé dans le passé, de ce qui pourrait arriver dans le futur, et de la manière dont nous considérons cette incertitude au moment présent. Si les catastrophes de grande ampleur semblent bien souvent inévitables, il est aujourd'hui acquis que les conséquences de celles-ci ne sont jamais des fatalités « exogènes », mais plutôt le produit de nos structures économiques, techniques, politiques et sociales. Nous avons en effet aujourd'hui les capacités de nous protéger des catastrophes et des aléas climatiques, ou du moins d'en atténuer largement les effets. C'est bien pour cela que les politiques urbaines ne peuvent se passer d'une politique de gestion des risques.

Qu'est-ce qu'une politique de gestion des risques urbains ? En amont, la gestion du risque passe par l'identification des risques potentiels d'une part, et des vulnérabilités face à ces risques d'autre part. Par exemple, à quel point les infrastructures de drainage existantes peuvent-elles supporter des épisodes pluviométriques exceptionnels ? Quels sont les populations et espaces les plus exposés à des risques potentiels ? Les vulnérabilités urbaines sont complexes à appréhender, car elles sont généralement interdépendantes et se nourrissent les

unes des autres. Réduire les vulnérabilités, c'est non seulement amoindrir ou prévenir les effets des catastrophes, mais aussi protéger les populations les plus vulnérables.

Lorsque le risque se réalise, il faut avoir développé en amont les moyens techniques et institutionnels pour gérer les conséquences des catastrophes, comme les mouvements de populations, ou les destructions physiques. Prévoir le risque, c'est élaborer des scénarios et des plans d'action permettant une réponse organisée en cas d'urgence.

Enfin, une politique de gestion des risques doit anticiper la résilience. Car celle-ci n'est pas innée : elle se construit et s'accompagne par l'intermédiaire de politiques publiques, de programmes de développement sociaux et économiques, d'actions citoyennes et de pratiques participatives. Cela est d'autant plus nécessaire que nous ne sommes pas tous et toutes égaux face aux changements urbains brusques provoqués par des catastrophes. Les populations les plus modestes étant les plus vulnérables face aux catastrophes, ce sont elles qui doivent le plus faire « œuvre de résilience ».

Si une catastrophe est toujours soudaine, la gestion du risque s'appréhende selon des temporalités multiples, à la fois avant, pendant et après l'évènement traumatique. Vulnérabilité, risque et reconstruction désignent donc des processus complexes appelant des approches systémiques et globales, autant que des interventions plus localisées et ciblées.



© Gabriel Fauveau

Phnom Penh, habitat précaire sur un site inondable.

AGIR AVEC LE RISQUE

Comment agir avec le risque ? Trois éléments centraux doivent ici être mentionnés. Premièrement, la gestion du risque est politique. Elle demande la mise en œuvre de politiques publiques permettant de réduire les vulnérabilités, de développer des cadres réglementaires adaptés et de sensibiliser les acteurs urbains (privés, habitants, publics) à la gestion du risque, notamment car celui-ci se nourrit des perceptions et comportements individuels et collectifs face à l'incertitude.

Deuxièmement, la gestion du risque est sociale. Elle doit être appréhendée comme un enjeu collectif, et requiert une étroite collaboration entre tous les acteurs urbains. La participation citoyenne est essentielle, car elle facilite les prises de conscience et la mise en œuvre de solutions adaptées aux différentes formes de vulnérabilités que peuvent rencontrer les citadins. Les statuts économiques, l'éducation, le milieu de vie, ou encore les réseaux sociaux et familiaux vont largement déterminer l'effet des catastrophes sur les populations, ainsi que la capacité des individus à y faire face. Par ailleurs, la sécurité des uns peut accroître la vulnérabilité des autres. L'équité face aux vulnérabilités est un enjeu déterminant dans la construction de sociétés urbaines stables, pérennes et plus égalitaires. Ainsi, la mise en place de politiques publiques ciblant les populations les plus vulnérables apparaît indispensable.

Troisièmement, la gestion du risque est économique. Elle demande tout d'abord d'allouer du financement à l'identification des risques et des vulnérabilités, à leurs réductions et à leur gestion

Les politiques urbaines ne peuvent se passer d'une politique de gestion des risques.

si jamais le risque se réalise. Les investissements publics et politiques économiques doivent aussi servir à réduire les vulnérabilités, particulièrement auprès des populations les plus précaires. En conséquence, la gestion du risque requiert bien souvent un changement ou une adaptation de nos modèles économiques, qui ont encore du mal à intégrer le caractère « incertain » du risque. Ce changement de pratiques demande, par exemple, la mise en place de cadres légaux et réglementaires plus contraignants pour les acteurs privés, qui sont aussi des bénéficiaires des politiques publiques de réduction des risques. Enfin, la gestion du risque est économique, car les villes sont de plus en plus exposées aux récessions économiques, aux crises financières et à l'explosion de bulles spéculatives.

En d'autres termes, si la résilience doit être considérée comme une dynamique positive, elle n'est pas un choix, mais une nécessité face aux changements urbains soudains. C'est bien à cela que doivent servir une meilleure approche et une prise en considération du risque et des vulnérabilités face aux catastrophes : empêcher les destructions, pour ne pas avoir à reconstruire, et ne pas avoir à être résilient.

RÉCITS DE RÉSILIENCE

Au cours de cette conférence, de nombreux exposés nous ont permis de mieux saisir la trajectoire des villes en reconstruction. Des premières heures aux premières années de la reconstruction, les témoignages de S.E. Thong Khong et de S.E. Mok Mareth démontrent comment, à Phnom Penh, chaque petite initiative a compté dans la remise en route des institutions et de la gouvernance. Leurs récits illustrent comment de nom-

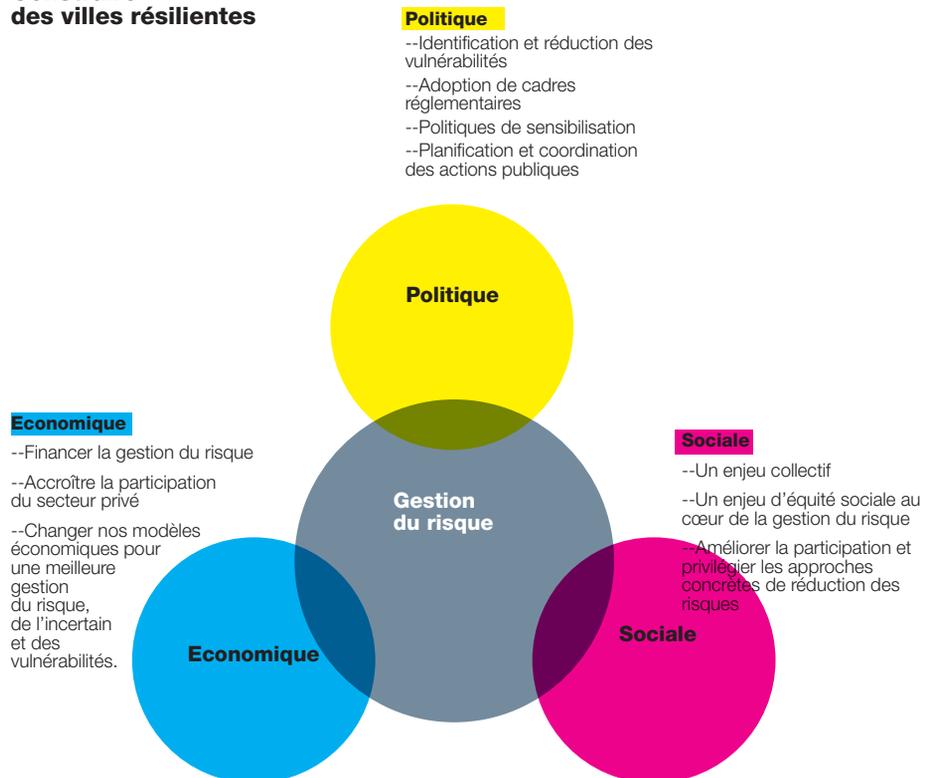
breux défis ont dû être gérés de front, comme l'insécurité, les maladies, la remise en place d'une administration publique, le manque d'écoles et d'enseignants, le redémarrage du commerce, ou encore la production de nourriture et l'approvisionnement de la capitale. À ce titre, l'histoire de la Régie des eaux de Phnom Penh reconstituée par S.E. Ek Sonn Chan illustre particulièrement bien les défis du redémarrage des infrastructures et l'évolution des modes de gestion de l'approvisionnement des ressources. Les interventions de Nak Moneang Men Chandevy et Fabienne Luco retracent, quant à elles, une histoire peu écrite de la reconstruction à Phnom Penh (comme ailleurs) : celle des habitants, qui ont dû s'adapter, développer des réseaux de solidarité et faire œuvre d'inventivité pour survivre et se réinventer. Dans ce contexte, l'informalité n'est pas une anomalie, mais la ressource première de la résilience. Ces récits font écho à celui de Jean Marie Théodat qui nous démontre, à partir de l'exemple de Port-au-Prince, comment l'absence d'une gouvernance publique efficace précarise un peu plus les habitants les plus fragiles.

À Phnom Penh, comme l'explique S.E. Mann Choeun, la gestion des quartiers considérés comme « informels » fut une préoccupation importante des instances publiques depuis le début des années 1990. Les évictions et relocalisations en périphérie de la capitale des habitants vivant dans des zones de logements précaires dans le centre-ville se sont faites en coordination avec les pouvoirs publics et des associations locales. Pour ces habitants, de nombreuses questions demeurent cependant : est-ce que l'accès à la propriété foncière représente réellement la condition première du développement socio-économique ? La précarité des ménages n'est-elle pas aggravée par le déracinement forcé et la relocalisation au sein de territoires éloignés du cœur des activités économiques ?

S.E. Kep Chuktema, S.E. Pa Socheat Vong et Seng Vannak de la Municipalité de Phnom Penh, ainsi que Christiane Blancot de l'APUR, ont fourni d'importants témoignages sur l'évolution des enjeux de la reconstruction urbaine depuis les trente dernières années. Si le développement et l'entretien des infrastructures ont été une priorité au cours des années 1990, les années 2000 ont permis de faire évoluer les interventions sur différents sujets comme les tenures foncières, la gouvernance (avec la mise en place d'une politique de décentralisation), le transport, ou encore la planification urbaine. Aujourd'hui, les grands projets urbains (ville-satellite par exemple) et la forte croissance urbaine témoignent de la vitalité de la capitale cambodgienne. Comme le rappellent de nombreux intervenants, comme Ngo

Natharoun, l'interaction entre un marché immobilier dynamique et l'adoption de modèles de développement internationalisés, comme la ville intelligente, représentent un moteur important des transformations urbaines actuelles. Comme en témoigne Hun Chansan à propos de l'architecture, il ne s'agit cependant pas de faire table-rase du passé, mais plutôt d'inscrire ces innovations dans le temps long de la construction des villes. Le témoignage de Nadine Umutoni Gatsinzi, Vice-Maire de Kigali, nous montre comment ces politiques de développement urbain doivent s'articuler aux politiques sociales de lutte contre la

Construire des villes résilientes



pauvreté et la corruption, qui ont fait de la capitale du Rwanda un exemple à suivre en Afrique et dans le monde. Le développement social, l'inclusion et la participation citoyenne sont des ingrédients essentiels de la résilience. Ils peuvent porter, comme nous l'explique bien Hassan Hajam, une évolution indispensable des modèles économiques existants.

Mis bout à bout, les nombreux témoignages entendus lors de cette conférence et retranscrits dans cet ouvrage tissent une véritable « histoire orale » de la reconstruction urbaine, dont Lionel Prigent nous propose par ailleurs une synthèse à la fin de cet ouvrage. Ces récits sont d'autant plus importants qu'ils viennent combler le manque de connaissances de ces épisodes aussi soudains que mouvementés de l'histoire des villes et des individus. Une fois écrite, cette histoire orale peut devenir mémoire et ainsi servir à orienter les politiques contemporaines de gestion des risques urbains et de réduction des vulnérabilités.

Retour sur les enjeux de la reconstruction à Phnom Penh





Après une brève chronologie des grandes étapes qui ont jalonné la reconstruction de Phnom Penh par S.E. Pa Socheat Vong, Christiane Blancot revient sur les actions clés de cette reconstruction et Fabienne Luco sur la résilience de la population et son rôle dans le renouveau de la ville.

Gare de Phnom Penh, 9 février 1980 : réouverture du chemin de fer. Le transport ferroviaire est important et les Cambodgiens doivent le réhabiliter.

Leadership, processus de reconstruction et de développement de la Ville de Phnom Penh

Ancien Gouverneur de Phnom Penh de 2013 à 2017, Pa Socheat Vong partage son expérience et les défis que la municipalité de Phnom Penh a rencontrés pendant son mandat. **PAR S. E. PA SOCHEAT VONG**

SE RECONSTRUIRE

Phnom Penh, qui a traversé les tragédies et les épreuves les plus amères et les plus indescriptibles lorsqu'elle a été transformée en ville fantôme entre 1975 et 1979, est aujourd'hui une ville prospère et peuplée de près de 3 millions d'habitants bénéficiant désormais d'un mode de vie décent.

Phnom Penh est l'une des vieilles villes de la Francophonie. Après la libération du 7 janvier 1979 du régime génocidaire des Khmers rouges, la ville commence sa renaissance et sa reconstruction. Depuis la signature de l'Accord de paix de Paris en 1991, une plus grande attention a été accordée à la restauration de la ville. La propriété foncière privée est rétablie en 1989, entraînant une forte croissance dans les secteurs de la construction et de l'immobilier au cours de la décennie suivante. À partir des années 2000, les *borey*, ou communautés fermées, parsèment peu à peu le paysage et les immeubles de grande hauteur commencent à germer. La transformation de la ville entraîne également de multiples défis concernant l'environnement. Les déchets solides et liquides augmentent en volume, mais les infrastructures de traitement restent très médiocres. Par ailleurs, du début des années 1980 à l'an 2000, la ville compte environ 2 000

Pour faire face à ces défis, des mesures ont été prises pour définir une vision à long terme de la ville.



© Cambodge Nouveau

établissements communautaires pauvres s'étendant au bord des lacs, des canaux, de la voie ferrée, sur les toits des bâtiments existants et dans certains espaces publics.

Pour faire face à ces défis, des mesures ont été prises pour définir une vision à long terme de la ville. Entre 2003 et 2015, dans le cadre d'un projet financé par le FSP (Fonds de Solidarité Prioritaire français), la Ville de Phnom Penh et des experts cambodgiens, en étroite collaboration avec des experts français, entreprennent une étude pour concevoir et développer le Plan directeur stratégique de Phnom Penh à l'horizon 2035.



Approuvé par le Conseil des ministres le 15 décembre 2015, le schéma directeur à l'horizon 2035 définit de grandes orientations du développement urbain de la capitale cambodgienne, comme la durabilité, son caractère multifonctionnel, la réalisation d'infrastructures et de nouvelles zones d'urbanisation, ainsi que le développement d'une ville inclusive pour tous, riches et pauvres.

De plus, grâce à une coopération avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), la ville développe un plan directeur des transports ainsi qu'un plan directeur pour gérer les inonda-

Chantier de construction du réseau de drainage, Phnom Penh, 2007.

tions. Un plan stratégique de gestion environnementale de la ville est également conclu grâce à une coopération avec l'organisation Green International Science.

Avec le plan directeur 2015-2035 à notre disposition, l'administration municipale de Phnom Penh a lancé, pendant mon mandat, un certain nombre de plans d'actions prioritaires pour relever plusieurs défis clés au cours de la période 2013-2017 en utilisant la combinaison de 3 priorités clés nommées « 3.2.1 » 3 pour 3 défis, 2 pour 2 services et 1 pour une politique de décentralisation/déconcentration.



Nouvelle infrastructure routière, Phnom Penh, 2018.



Doublement du pont entre Phnom Penh et la presqu'île de

RELEVER TROIS DÉFIS PRIORITAIRES :

1. L'ordre public relatif à la circulation, aux parkings, aux transports, aux marchands ambulants, à la construction et à la gestion de l'aménagement du territoire;
2. Les problèmes environnementaux liés à la gestion des déchets liquides et solides;
3. Les problèmes d'infrastructure, y compris les routes, le système de drainage et les réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, qui doivent être améliorés dans le cadre du plan de relocalisation des usines et autres établissements d'entreprise sur des sites le long des routes de la ceinture de la ville.

FOURNIR DEUX SERVICES PRINCIPAUX AUX HABITANTS DE LA VILLE :

1. Un service de sécurité: la sécurité et la stabilité politique doivent être assurées à tout moment. Cela a été mis en œuvre à diverses reprises lors de manifestations, parfois violentes, de la population.
2. Fournir des services publics, y compris des services de santé et d'éducation, aux citoyens avec transparence, responsabilité et efficacité.

POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION ET DE DÉCONCENTRATION :

1. Poursuite de la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de déconcentration, de manière plus large et approfondie, dans le cadre du développement démocratique infranational afin de rapprocher les services publics de la population. Cela se fait grâce à une coopération renforcée entre la ville et les organisations de la société civile, les partenaires du développement

et par la consultation publique, ainsi que par le renforcement du mécanisme du service à guichet unique à tous les niveaux administratifs et avec un degré élevé de confiance.

Avec les plans directeurs et des stratégies ciblées comme principaux outils à notre disposition, appuyés par la sagesse de la « ville nourricière de la ville » mise en place par Samdech Techo Hun Sen, Premier ministre du Royaume du Cambodge, Phnom Penh a réussi certaines réalisations majeures. Pour n'en nommer que quelques-unes: la construction des routes de ceinture de la ville, des autoponts et des routes du centre-ville pour éviter la congestion du trafic, un autopont piétonnier érigé pour minimiser les accidents de la route, des châteaux d'eau publics construits dans des zones excentrées pour répondre aux besoins du public, un système de transport public par bus, la rénovation des parcs publics, l'amélioration de l'éclairage

Graphique 1.14 : Augmentation du nombre de véhicules à Phnom Penh de 1990 à 2012.

Graphique 1.15 : Evolution du trafic de 2001 à 2012.

Figure 1.14: Increase in Vehicles in Phnom Penh Between 1990 and 2012

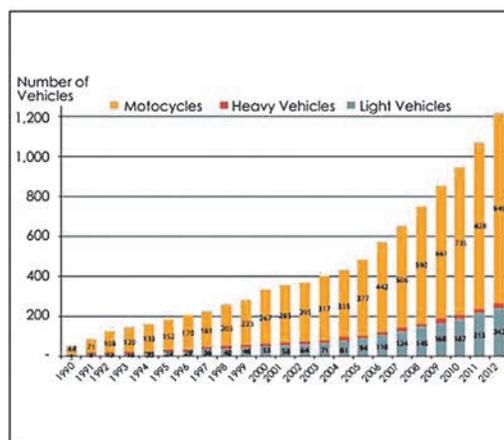
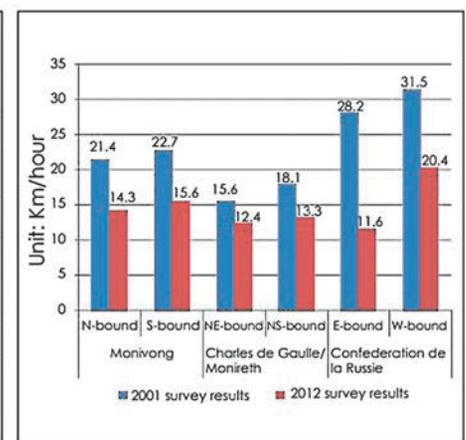


Figure 1.15: Change in Travel Speed Between 2001 and 2012



Source: JICA, 2014. The Project for Comprehensive Urban Transport Plan in Phnom Penh Capital City



Chroi Changvar.



L'île de Koh Pich en construction en 2018.

© Phamin Cheam

rage public et l'installation de caméras de sécurité, la pavement d'une voie piétonne le long de la rivière Tonlé Bassac, ainsi que l'amélioration du système de drainage (la capacité des 12 stations de pompage a été multipliée par trois).

Ces réalisations ont également été accompagnées par la forte croissance du nombre d'immeubles de grande hauteur, des *borey* et des villes satellites. Des conflits fonciers chroniques dans des communautés non organisées ont également été résolus. Sur ce front, la politique visant à relever le niveau de vie des communautés défavorisées a été appliquée avec vigueur. Un comité interministériel a été formé pour mener une étude et une évaluation afin de déterminer la compensation et les droits de propriété pour les résidents ou les communautés qui sont affectés par l'objectif du plan directeur. Entre 2001 et 2014, le nombre de communautés pauvres est passé de 1 369 à 252 grâce à une campagne de concession de terres octroyées à ceux qui résident dans les zones touchées et grâce à leur intégration dans les structures formelles de village et de sangkat.

Malgré ces progrès, la ville de Phnom Penh fait toujours face à de nombreux défis et face à une importante concurrence économique, qui dépasse ce que le plan directeur de la ville prévoyait. Le développement inégal entre les différentes zones de la ville et les modes d'utilisation du sol et de la géographie de la ville se traduisent par des pertes économiques. Celles-ci s'accompagnent d'un déséquilibre entre les besoins d'ouvrir plus d'espace foncier pour les activités de construction axées sur les services, et les infrastructures publiques. Ces dernières restent insuffisantes face à la croissance démographique et au boom de la construction, comme en témoigne l'aggravation des embouteillages année après année dans le centre-ville. Pendant ce temps, alors que la ville se transforme de plus en plus en une métropole pouvant accueillir jusqu'à 6 millions d'habitants, alors qu'elle ne compte

maintenant que 2 millions d'habitants, elle créera alors également un précédent pour d'autres grandes provinces, qui doivent être régies par la même loi.

Au cours des décennies suivantes, les villes et les municipalités de l'ANASE sont impatientes d'adopter le concept de réseau de villes intelligentes défendu par les dirigeants de l'organisation. À la lumière des défis que je viens de mentionner, je souhaiterais insister sur deux enjeux importants auxquels la ville devra faire face dans un futur proche.

Tout d'abord, avec son évolution et son développement, Phnom Penh a maintenant dépassé son statut de capitale et est en passe de devenir une métropole qui aura des fonctions plus spécifiques et nécessitera plus de ressources, de capacités et de responsabilités en matière juridique, technique, financière et de gestion.

Ensuite, avec la forte augmentation de la population, des moyens de transport et de la construction, le moment est venu pour les dirigeants de la ville de reconsidérer la révision du plan directeur de la ville de manière à répondre à la concurrence économique et afin d'assurer un développement plus durable. En tant que membre du réseau Smart City, la ville de Phnom Penh doit se préparer à pouvoir rattraper la tendance régionale.

Pour conclure, je souhaiterais dire que si les défis rencontrés par toutes nos villes respectives peuvent être similaires ou différents, j'espère que nous, en tant que partenaires de la Francophonie, continuerons de partager les bonnes leçons apprises avec la ville de Phnom Penh. J'espère aussi que nous travaillerons ensemble pour relever ces défis, pour garantir un développement urbain plus durable et une croissance économique dans un environnement sain, exempt de congestion routière, de débris et d'inondations, afin de prendre soin du bien-être des résidents pour continuer à garantir l'équilibre de leur niveau de vie.

1979 – La ville réinventée

Phnom Penh, après presque quatre ans d'abandon, ne sera plus jamais habitée comme avant. Ceux qui arrivent ont vécu autrement et vont la faire revivre différemment. On assiste à une réinvention de cette ville par ses nouveaux occupants. **PAR FABIENNE LUCO**

PARTICULARITÉ DE PHNOM PENH

Parmi les cas de villes détruites par la guerre ou les catastrophes naturelles, celui de Phnom Penh est particulier. Cette capitale, très peu touchée par la guerre¹, a été entièrement vidée de ses habitants en 1975 par les Khmers rouges comme toutes les villes du Cambodge. Phnom Penh est restée quasiment vide pendant près de 4 ans et a été réinvestie par des populations différentes de celles qui y avaient habité précédemment. En 1979, la ville abandonnée avait souffert mais les bâtiments « en dur » du centre étaient toujours debout et opérationnels. La catastrophe est avant tout humaine. Près d'un quart de la population du pays, principalement celle originaire des villes, a péri de faim, de maladie ou a été exterminée entre 1975 et 1979.

CONTEXTE DE LA CATASTROPHE – LA VILLE VIDÉE DE SES HABITANTS

Que s'est-il passé ? Revenons au 17 avril 1975. Les soldats Khmers rouges entrent dans Phnom Penh. La ville, qui compte à ce moment 2 millions d'habitants pour une population nationale de 7 millions, se rend sans combat. L'ordre est rapidement donné aux habitants de quitter immédiatement la ville et de se diriger vers la campagne. Pour les Khmers rouges d'obédience communiste, « la ville est mauvaise² ». Elle représente en effet toutes sortes de dépravations et de corruptions apportées par le capitalisme venu de l'extérieur et qu'il faut éradiquer. Les gens de la ville sont perçus comme des suspects à rééduquer ou comme ennemis à éliminer. En trois jours, Phnom Penh est entièrement vidée.

Pendant près de quatre ans, Phnom Penh devient une ville fantôme où s'installent l'administration Khmère rouge, quelques divisions militaires, ainsi que de petites usines en périphérie. Seuls certains bâtiments symboliques comme la cathédrale et la Banque Nationale sont détruits. Les Khmers rouges ne construisent pas de nouveaux bâtiments, mais en transforment certains pour de nouveaux usages comme la tristement célèbre prison politique S-21, aménagée dans une école. Dans une volonté de faire disparaître l'urbain et tous les signes des méfaits du capitalisme qu'il représente, beaucoup d'intérieurs de logements

sont saccagés. Les meubles et appareils électroménagers sont détruits ou bien recyclés. Dans un souci de réemploi, nombre de maisons en bois, en paillette et en tôle sont démolies. Certains matériaux sont réutilisés. Le métal est par exemple refondu dans des ateliers de fortune pour devenir des cuillères, tandis que le bois sert de combustible dans les cuisines collectives.

Comme pour mieux nier la ville marchande, une partie des espaces urbains, comme les jardins ou les parcs, sont transformés en rizières ou en potager afin de revaloriser les pratiques agrariennes que la ville aurait tendance à faire disparaître. Des cocotiers et des bananiers sont aussi plantés le long des rues. Vidée de ses habitants, Phnom Penh est debout, mais elle n'est plus qu'une ville morte, un squelette de brique et de béton sur lequel la végétation commence à pousser. Des auteurs évoquent un uricide³ pour décrire ce phénomène.

LE RETOUR À PHNOM PENH

Le 7 Janvier 1979 marque la fin du régime des Khmers rouges. Les troupes vietnamiennes et le Front National de Libération entrent dans Phnom Penh vide. Ils découvrent une ville dont les bâtiments semblent figés dans le temps. L'herbe a poussé sur les boulevards et trottoirs. La ville est décrite par les premiers observateurs étrangers, principalement des journalistes, comme étant « un fantôme de cité, comme dans un décor de cinéma. Les maisons ne sont plus que des façades mortes, des coquilles vides sans âme⁴. »

Très rapidement, c'est toute une population exsangue libérée des coopératives agricoles qui se presse aux portes de la ville fantôme. Chacun espère trouver en ville une structure qui prendra soin d'eux. Face à cet afflux de réfugiés, les nouvelles autorités mettent en place un cordon de sécurité autour de la ville et bloquent les accès. Les gens s'installent dans des campements de fortune en attendant de pouvoir entrer.

LA REFONDATION

Pour la poignée d'hommes qui prend la tête du pays, tout est à reconstruire. Pour cela, l'urgence, c'est tout d'abord de reconstituer un appareil d'État. Le bâti de Phnom Penh va servir de support physique à cette refondation. Des Ministères sont ainsi recréés dans les anciens bâtiments et une zone résidentielle est délimitée autour de chacun d'entre eux⁵. Il s'agit ensuite de trouver du personnel pour y travailler et recréer un embryon d'État. Les gens qui se pressent autour de Phnom Penh sont recensés. Ceux qui ont des qualifications particulières sont affectés à un Ministère⁶.

Les gens éduqués et les fonctionnaires ont été particulièrement ciblés pendant le régime des Khmers rouges. En effet, 70 à 80 % d'entre eux auraient disparu⁷. Ce qui reste des anciens fonctionnaires, médecins, juges et étudiants, ainsi que leurs familles, répondent à l'appel. Dans les premiers mois, ils composent la première vague d'habitants. Les anciens forment rapidement des jeunes à leurs nouvelles tâches. Tous les terrains et bâtiments dans tout le pays sont déclarés propriété de l'État. On propose aux fonctionnaires nouvellement



© Fabienne Luco

Les ruelles, puis les toits des immeubles ou même les escaliers sont investis petit à petit.

Les premiers arrivants s'installent les uns à côté des autres dans les pièces d'immeubles ou de maisons abandonnés. Ils construisent des murs dans les grandes pièces, puis sur les toits, les halls, les paliers...



© Fabienne Luco



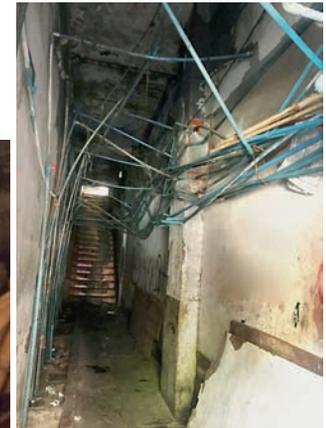
© Fabienne Luco



© John Bergess



© John Bergess



© Fabienne Luco

recrutés de s'installer dans un logement d'État qu'ils peuvent choisir dans une zone impartie autour de leur Ministère de rattachement. Les professeurs de l'Université des Beaux-Arts sont ainsi logés dans les compartiments tout autour de l'Université, non loin du Palais Royal. C'est encore aujourd'hui le quartier des galeries de peinture. Les gens qui travaillent au Ministère du Commerce habitent autour du vieux marché *Psar chas*. Les militaires sont installés dans le quartier de *Tuol Kork*. La prison S-21 est gardée en l'état pour témoigner des crimes commis et transformée en Musée du génocide. Le personnel du Musée est logé dans les maisons des rues adjacentes.

LA VILLE RÉINVESTIE

Après quelques mois, devant l'afflux des réfugiés qu'il devient difficile de contenir, les barrages aux portes de la ville s'ouvrent et laissent entrer plus de personnes. Les modalités d'attribution des logements sont plus lâches et les nouveaux arrivants s'installent plus librement là où il y a des logements libres en vertu du principe du « premier arrivé, premier servi ».

L'insécurité est grande dans les premiers temps et l'on craint les pillages. On recherche donc à

s'installer à côté d'autres familles par souci de protection. Les familles s'agglutinent les unes aux autres. Il ne fait pas bon s'installer à l'écart ni aux rez-de-chaussée⁸. Les grandes maisons sont ainsi partagées par plusieurs familles. Chaque famille s'installe dans une petite pièce ou bien partage une grande pièce.

Une partie des individus et familles qui ne peuvent bénéficier d'un emploi dans l'administration et donc disposer d'un bon logement, ainsi que ceux arrivant après que la grande majorité des logements existants ait été occupée, s'installent dans des bâtiments qui n'étaient pas autrefois des logements, ou bien dans les « interstices » de la ville. Les bâtiments administratifs inoccupés, les anciens jardins ou parcelles libres, les enceintes des monastères, les espaces vides entre les bâtiments, les ruelles, puis les toits des immeubles ou même les escaliers des immeubles sont petit à petit investis. Des familles construisent tout d'abord des huttes avec ce qu'ils trouvent à leur portée : bambous, palmes de cocotiers, planches en bois et tôles. Derrière les façades des immeubles modernes des grandes avenues, la ville se transforme ainsi en un gigantesque camp de réfugiés.

Dans les premiers temps, les gens racontent une vie encore difficile. Cependant, après ces années d'enfer, le simple fait de prendre ses repas en famille sous un même toit est déjà un luxe. Dans ce moment de survie et de débrouille, le logement est surtout appréhendé comme un simple abri pour soi et sa famille où reprendre des forces et vivre au jour le jour. On ne s'y attache pas. Les temps sont encore incertains et il est difficile de penser au long terme. L'insécurité foncière n'incite pas à investir le peu dont on dispose dans des réparations. Certaines familles bougent aussi d'un quartier à l'autre en fonction des réquisitions ainsi que des opportunités d'emploi et de logement. Nombre d'intérieurs d'appartements sont dépecés et réaménagés. Les boiseries des fenêtres et portes sont démontées. Le bois sert de combustible pour la cuisson des aliments. Le métal des gouttières et des canalisations d'eau est revendu au prix du poids du métal. 40 années plus tard, on observe que certaines familles sont restées dans les mêmes logements qu'ils occupaient dans les années 1980 sans y avoir apporté beaucoup d'entretien et de rénovations, favorisant encore leur dégradation. D'autres, enfin, continuent à habiter les campements informels des premiers temps qui se sont solidifiés au fil du temps. Le temps de l'amélioration du cadre domestique ne viendra qu'à partir de 1989, quand l'occupation formelle du logement (autorisation

MME OUCH EST NÉE EN 1947

Elle est originaire de Phnom Penh, elle y revient au début de 1979. Son père est médecin militaire et on lui propose de s'installer dans une maison dans le quartier de Tuol Kork où étaient établies des garnisons militaires. La maison est isolée. Mme Ouch ne se sent pas en sécurité. Elle cherche à partir. Elle veut habiter un lieu plus sûr entouré d'autres familles. Comme elle est éduquée, elle aide le chef de commune à rédiger ses documents. Celui-ci l'aide ensuite à récupérer une villa près du marché de Daem Kor. Elle se lance dans le marché du change de l'argent et de la vente d'or au marché de Tuol Tumpung. Quelques années plus tard, elle revend la maison et avec le prix de la vente elle achète plusieurs terrains et appartements. Elle installe son stand de vente d'or au marché central. Jusqu'à l'ouverture des premières banques, le marché central de Phnom Penh est le lieu où ont lieu les plus grosses transactions financières, achat-vente d'or et de devises étrangères. Son commerce est florissant. Elle est aujourd'hui propriétaire d'un grand immeuble situé sur les pourtours du marché central. Au rez-de-chaussée, elle continue de vendre des bijoux en or. Mme Ouch avait sept frères et

sœurs. Trois sont morts pendant les Khmers rouges. Les trois autres sont partis aux Etats-Unis. Elle est restée. Elle a fait fortune avec le commerce d'or et la revente de terrains. Désormais c'est elle qui aide financièrement des membres de sa famille qui résident aux Etats-Unis.

MONSIEUR YI EST NÉ EN 1937

Il est originaire de la province de Kandal. Il arrive à Phnom Penh au milieu de l'année 1979 avec sa famille. Un ami l'aide à s'installer dans un logement du bloc Tan-Pa. Autour de lui, il raconte que ceux qui avaient des compétences techniques et des relations sont engagés par la municipalité pour aider aux raccordements d'eau et d'électricité. Les autres étaient affectés à des tâches de simples ouvriers ou de porteurs. Son origine ethnique chinoise ne lui permet pas de travailler dans l'administration. Il survit au quotidien en trouvant et revendant des objets de toutes sortes dans les logements, les rues et les entrepôts. En 2019, il vit toujours dans le même logement encombré de pièces d'appareils d'électro-ménager, ventilateurs que son fils et maintenant son petit-fils réparent et revendent.

temporaire) ouvrira à des droits de propriété qui vont sécuriser le logement sur le long terme. Là où les occupants occupent de façon informelle des lieux (sans autorisation de résidence), les autorités vont récupérer les terrains et les bâtiments occupés au fil des ans. C'est le cas, entre autres, du Ministère de la justice⁹, d'une partie de l'hôpital Calmette, du Lycée français René Descartes, ainsi que de l'Ambassade de France où habitaient les chauffeurs du Ministère des transports. Dans d'autres endroits, ce qui était au départ des huttes en matériaux légers sont devenues des habitations pérennes, et les matériaux originaux ont peu à peu été remplacés par des structures plus durables, faites de briques ou de ciment par exemple. Aujourd'hui, on trouve ainsi de nombreuses zones d'habitat d'urgence qui se sont consolidées. Certaines perdurent jusqu'à aujourd'hui. C'est par exemple le cas dans l'enceinte du monastère de *Prayu Vuong*, où des ruelles serpentent entre de petites maisons accolées les unes aux autres. L'expansion de l'habitat a même ici coralisé¹⁰ d'anciens bâtiments du monastère, comme les cellules des moines et même la pagode *vihear*.

LES NOUVEAUX HABITANTS

Ainsi la vie repart-elle, mais la ville n'est plus la même. Les gens qui reviennent sont aussi différents de la population urbaine qui habitait Phnom Penh avant 1975. Non seulement les anciens urbains sont marqués par ces années éprouvantes mais peu d'entre eux ont des racines urbaines. Ce sont en effet surtout des gens de la campagne qui viennent s'installer dans la ville. Les urbains ont été particulièrement décimés par la politique des Khmers rouges qui les considéraient comme des ennemis de classe – de riches capitalistes. Nombre d'entre eux sont morts ou partis à l'étranger. Les nouveaux habitants ne connaissent pas les codes urbains. Comme à la campagne, chaque famille s'établit de façon indépendante sur son petit territoire familial. Ce mode d'occupation de l'espace de vie est répliqué dans un contexte urbain, que ce soit au sein de logements semi-détachés, de bâtiments collectifs, ou de maisons individuelles. À l'intérieur de l'appartement ou même d'une pièce, c'est ainsi le monde de la maison cambodgienne rurale qui est ici reproduit. Chaque famille installe un foyer sur trois pierres pour cuire le riz au feu de bois. Les nattes sont déroulées au sol pour dormir. Mais, à l'inverse de la campagne où l'espace autour des maisons est extensible et où il était possible de bouger facilement sur un autre terrain, la ville n'offre que des espaces restreints fixes. Ces nouveaux urbains doivent vivre avec des voisins proches à côté, mais aussi au-dessus et en dessous d'eux. Au fil des ans, cette promiscuité qui était au départ vécue comme une protection et un réconfort après une période très difficile devient source de conflits. Après le temps où il faut aller chercher l'eau dans les puits au pied des immeubles, chacun installe petit à petit ses propres tuyaux de raccordement au réseau d'eau nouvellement rétabli et trouve des solutions pour évacuer les eaux sales. Des réseaux



L'enclos de la Congrégation des sœurs de la Providence est transformé en orphelinat en 1979. Devenus adultes, les orphelins y construisent leur maison.



Aujourd'hui, on trouve ainsi de nombreuses zones d'habitat d'urgence qui se sont consolidées.



Des appartements sont aménagés dans l'église et autour.



denses de fils électriques et des tuyaux en PVC s'accrochent sur les façades des immeubles et dans les couloirs. Dans les immeubles collectifs, la gestion des passages des tuyaux d'eau et d'égouts et des câbles électriques doit être négociée parfois difficilement avec tous les voisins. Avec l'accroissement du nombre de familles et la densification des habitats, l'espace domestique est étendu sur les parties communes. Les jarres d'eau et les foyers de cuisson sont installés dans les couloirs, les escaliers et les trottoirs. Des pièces d'habitat fermées sont également construites dans les cages d'escalier. Encore

aujourd'hui, la notion d'espace commun et d'espace public peine à être intégrée par les habitants. Dans les quartiers anciens, chacun cherche à rogner sur les couloirs, les trottoirs et les rues. Des familles arrivées plus tardivement se trouvent obligées d'investir les toits terrasses des immeubles.

Les anciens immeubles sont aussi peu entretenus. La priorité est de subvenir aux besoins quotidiens et la notion de copropriété n'existe pas, que ce

soit dans les mentalités ou dans la loi. Habiter dans des logements en dur est aussi nouveau pour les gens de la campagne habitués aux maisons ou huttes en matières végétales périssables comme le bois, le bambou, les feuilles de palmier à sucre ou la paillette. Comme on en a l'habitude pour les maisons végétales, on laisse la maison ou l'immeuble disparaître à son rythme. Plus tard, si l'argent arrive, on détruira le logement vétuste pour en reconstruire un neuf, pour l'habiter ou le louer. Ou bien, s'il s'agit d'un appartement situé dans une zone centrale au prix de élevé, on le vendra tel quel pour partir s'installer en périphérie dans un bâtiment neuf. Les plus démunis restent dans les appartements anciens qui ne sont souvent pas rénovés. Mais ce sont surtout les parties communes des immeubles qui se dégradent le plus, faute d'une gestion collective.

LA VILLE REFORMULÉE

Les bâtiments de la ville subsistent mais les usages de la ville ne sont plus les mêmes. Il s'agit de parer au plus pressé et tous les bâtiments sont réinvestis. Leurs usages précédents sont souvent remplacés par d'autres.

C'est ainsi l'exemple du quartier de Kolab Muoy situé au Nord Est de Wat Phnom. L'habitat y est aujourd'hui dense. De petites constructions, héritées des anciens habitats précaires, s'imbriquent les unes aux autres. Au détour d'une ruelle, un bâtiment apparaît tout à fait anachronique – c'est une ancienne église catholique située dans un vaste terrain appartenant autrefois à la congrégation catholique de sœurs de la Providence.

En 1979, les soldats vietnamiens ont amené ici des enfants orphelins. Un dortoir de garçons est installé dans l'église. Quand l'orphelinat a été fermé en 2000, les enfants qui avaient grandi là sont restés. Ils ont privatisé l'espace autour de leur lit

MADAME VENG EST NÉE EN 1945

Avant 1975, elle était institutrice et célibataire. Elle habitait dans le Sud de Phnom Penh à Chhbar Ampov avec ses parents. Pendant la période khmère rouge, elle réside à la campagne dans un village de la province de Kandal. En mars 1979, elle rejoint sa famille déjà installée à Chhbar Ampov. Ils ont essayé de réoccuper leur ancienne maison mais la zone où elle se trouve n'est pas accessible, entourée de grillages. Les autorités locales les orientent vers un autre quartier où ils peuvent choisir un appartement. La famille s'installe au deuxième étage pour des raisons de sécurité. Comme institutrice, elle est recrutée par le ministère de l'Industrie. Sa tâche est de former des instituteurs qui apprendront aux enfants du personnel à lire et à écrire. Il lui est demandé de quitter Chhbar Ampov et de s'installer dans le périmètre du Ministère au centre de Phnom Penh. On lui propose de choisir un appartement dans un immeuble de la rue 130 où logent d'autres instituteurs. Par souci de sécurité, elle choisit le dernier étage de l'immeuble.

MADAME MUTH EST NÉE EN 1947

Avant 1975, elle cultivait la rizière dans un village de la province de Kampot. Paysanne pauvre, elle a été enrôlée comme petit cadre dans les rangs Khmers rouges ainsi que son mari. Début 1979, elle est veuve et décide de rejoindre Phnom Penh avec ses enfants pour se fondre dans la masse des réfugiés par crainte de représailles dans son village. Elle a déroulé sa natte dans le vaste espace ouvert du premier étage d'un immeuble sur les quais devant le fleuve Tonlé Sap. L'usage de ce bel immeuble avant 1975 est inconnu des habitants actuels. Certains disent qu'il s'agissait d'un hôtel de luxe comme semblait le suggérer la présence d'un piano sur une terrasse couverte au dernier étage. D'autres penchent plutôt pour un hôpital comme en témoignaient les bouteilles de sérum laissées au sol certainement par les Khmers rouges. D'autres disent qu'il s'agissait d'un immeuble de bureau comme la disposition ouverte du premier étage semble le suggérer. En 1979, petit à petit, des familles sont venues s'installer à côté de Mme Muth. Chacune a construit des cloisons/murs à l'intérieur de la grande

En 1989, avec la nouvelle loi foncière, elle devient propriétaire de l'appartement qu'elle occupe. Elle va y rester jusqu'en 2017. Au fil des années, elle a vu ses anciens voisins instituteurs partir. La rue 130 est proche du marché central. Elle est très convoitée par les commerçants. Les temps ont changé et les rez-de-chaussée propices au commerce sont les plus prisés et les plus chers. Au fil des ans, les instituteurs qui touchent un maigre salaire vendent leur appartement un bon prix et achètent un logement plus excentré. Avec ce qui reste de l'argent de la vente, certains achètent un ou deux terrains en plus qui se revendront bien plus cher quelques années plus tard. Elle a vendu son appartement il y a deux ans. Elle est revenue à Chhbar Ampov auprès de sa famille. Avec la vente de l'appartement de la rue 130, elle a pu acheter des petits appartements pour ses neveux et s'assurer une retraite plus confortable.

salle autour de sa natte. Très vite, Mme Muth a installé un foyer dans le couloir pour y faire la cuisine et une table sur le trottoir pour vendre des plats simples. Depuis 40 ans, Mme Muth occupe l'escalier de l'immeuble pour laver et découper les aliments et le couloir pour cuisiner. La forme de la bassine en métal posée chaque jour au pied des escaliers se lit dans l'usure des carreaux de ciment. La famille a grandi et sa fille a installé une glacière à côté d'elle sur le trottoir. Elle vend des boissons. Cette famille qui n'a pas bougé de son logement et qui ne l'a pas rénové vit toujours dans une économie de survie au jour le jour comme au lendemain de 1979. Avec l'argent généré par le petit commerce de rue, Madame Muth a acheté des terrains à Kampot où elle pense prendre sa retraite bientôt maintenant que les gens du village se sont réconciliés avec leur passé.



en métal. Chacun a érigé une paroi pour s'isoler de son voisin avec un tissu, une cloison en bambou et des feuilles de palmier à sucre, puis avec des briques. Finalement, au fil des ans, des petits toits situés sous le grand toit de l'église sont venus clore plusieurs espaces familiaux. L'église est maintenant devenue un immeuble d'habitat collectif. Comme dans de nombreux autres lieux dans Phnom Penh, le bâtiment ancien disparaît peu à peu, mangé ou coralisé par des constructions nouvelles. La structure très dégradée finit alors par être détruite pour laisser place à de nouvelles constructions. Le vieux Phnom Penh est ainsi peu à peu remplacé par une ville patchwork composée d'un assemblage de constructions aux allures modernes. Les nouvelles générations cherchent également à s'installer dans des logements neufs s'ils en ont



© AKP

les moyens financiers. Comme leurs parents et grands-parents, ils privilégient le modèle du compartiment¹¹ ou de la maison individuelle. Leur souci de protection hérité d'années d'insécurité se trouve satisfait dans la proposition des *borey*, ces cités où s'alignent petites et grandes maisons recréant ainsi un village cambodgien idéal. On y retrouve le modèle traditionnel où l'on vit séparé des autres, tout en ayant la propriété de la terre « sous les pieds ». Une nouvelle tendance s'observe cependant. Les petits-enfants commencent à acheter des appartements dans les immeubles collectifs neufs, alors que ces formes d'habitat n'étaient pas prisées des précédentes générations. Ainsi, la culture urbaine semble reprendre forme, et Phnom Penh est à nouveau en phase de réinvention.

Le boulevard Preah Monivong en 1979. La ville est vide, à l'abandon depuis 1975.

1 Guerre civile qui a opposé les forces armées républicaines du Général Lon Nol (basées dans les villes) aux soldats Khmers rouges (qui enrôlent les gens de la campagne) entre 1970 et -1975. .

2 Ponchaud, F., le Cambodge année zéro, ed. Kailash: Paris, 1977

3 Tyner J.A., Henkin S., Sirik S., Phnom Penh during the Cambodian genocide: A case of selective uricide, in *Environment and Planning A* 46(8):1873-1891, January 2014.

4 <https://www.youtube.com/watch?v=2BJ4LWp4q4c>

5 A. Carrier, Les « lois de la possession » à Phnom Penh : conversion des droits d'usage résidentiel issus du contexte socialiste de réappropriation urbaine (1979-1989) en droits de propriété, Thèse, 2007 - <https://www.theses.fr/2007PA082895>

6 Yao T., 1997. « 1979-1990, le retour et la réorganisation de la vie urbaine » in *Atelier parisien d'urbanisme, Phnom Penh, développement urbain et patrimoine*, Paris, APUR, pp. 54-59.

7 Kanharith K., 1997. « 1979, les premiers jours du nouveau Phnom Penh » in *Atelier parisien d'urbanisme, Phnom Penh, développement urbain et patrimoine*, Paris, APUR, p. 52

8 Qui vont devenir par la suite très prisés quand les commerces s'y installent

9 Clément-Charpentier, Mort et Renaissance d'une capitale: Phnom Penh victime des Khmers rouges in *Géographie et culture*, 2008, no 65, pp. 91-110.

10 Dans le sens « d'englober ».

11 Dans le grand immeuble collectif Tan-Pa, le nombre de maisons était tellement important que l'ensemble est compris en tant que « village ». Le village du bloc Tan-Pa disparaît dans un incendie en 2002.

12 Le compartiment chinois (ou shop house) est un appartement-maison peu large mais profond, associant une activité commerciale ou artisanale au rez-de-chaussée à des espaces de vie et de logements à l'étage. Les compartiments sont généralement accolés les uns aux autres, permettant de fortes densités de population.

Quelques remarques sur la période de reconstruction de Phnom Penh

C'est seulement au cours des années 1990 que la reconstruction de Phnom Penh va s'accélérer grâce au redémarrage de l'industrie et à la mise en œuvre de nombreux projets de coopération. C'est durant cette période que les fondements d'une nouvelle croissance urbaine sont posés. **PAR CHRISTIANE BLANCOT**

SE RECONSTRUIRE SOUS EMBARGO INTERNATIONAL

L'histoire récente de Phnom Penh est marquée par une interaction très forte entre la grande politique, les grands événements de la marche du monde et une histoire très locale, née d'une relation particulière d'une population à son territoire. Après la chute du régime Khmer rouge, alors que la population revient vers la ville pour s'y réinstaller, se met en marche un processus de reconstruction du pays dont Phnom Penh, en tant que centre économique et politique du Cambodge, va être la vitrine.

Cette réinstallation de la population, en 1979, est d'abord une réadaptation à une vie « normale » dans une ville qui ne l'est plus. Il n'y a ni eau potable ni électricité. Des palmiers et des bananiers sont plantés dans le bitume, les immeubles sont abandonnés depuis près de 4 ans, certains ont été démontés pour récupérer les matériaux, l'ensemble des réseaux sont cassés ou bouchés. Une longue période de remise en état de tout ce qui peut l'être commence alors.

Dans un contexte marqué par un embargo international sur le Cambodge, qui va durer jusqu'aux accords de paix de 1991, l'aide venant de l'Union Soviétique et des pays de l'Est, des ONG internationales et des agences onusiennes (UNICEF) assure le ravitaillement et fournit les techniciens, ingénieurs et administrateurs de toutes sortes pour aider à reconstruire les institutions publiques et les infrastructures de base. Ainsi vont se combiner les actions des survivants et des « experts » pour pallier le manque de personnel qualifié, technique et administratif, capable de gérer la ville.

En 1979, il fallait redémarrer les usines d'électricité et d'eau, recenser la population, la répartir dans les lieux de travail, ouvrir des orphelinats, rouvrir les écoles et les hôpitaux après un minimum de réparations et très peu de matériel.

Devant l'Hôtel Royal, rue inondée durant la mousson 1995.



© F. Objois

Jusqu'en 1991, le manque de moyens financiers a rendu tous grands travaux impossibles.

La situation sanitaire dans la ville et l'état des constructions vont s'aggraver au fil du temps et favoriser les branchements sauvages au réseau d'eau potable et d'électricité, les coupes d'arbres pour faire du charbon de bois, l'utilisation des parties communes des immeubles collectifs comme cuisines, les fuites d'eau qui ruinent les maçonneries, etc. L'entassement des familles



L'embargo, qui a empêché pendant près de quinze ans la mise en œuvre d'une véritable politique reconstruction pérenne, a amplifié la dégradation de la ville et exposé les habitants à de nombreux risques.

dans des logements bricolés avec des briques et du bois à l'intérieur de bâtiments anciens – écoles, pagodes, administrations – a fortement dégradé ces édifices, rendant leur rénovation difficile, voire impossible. L'embargo, qui a empêché pendant près de quinze ans la mise en œuvre d'une véritable politique reconstruction pérenne, a amplifié la dégradation de la ville et exposé les habitants à de nombreux risques, comme les inondations récurrentes des rues lors de chaque

mousson, les épidémies de dengue et de choléra, ou encore les incendies.

La multiplication des villages de paillottes et de maisons en bois sur les toits-terrasses des immeubles, ainsi que dans les espaces publics et les jardins, tout comme l'occupation de berges inondables au bord du fleuve ont abouti à des catastrophes humaines à la fin des années 1990 car les moussons exceptionnelles de 1996 et 2000 ont inondé des quartiers entiers situés sur les bords du Mékong et dans les terrains en contrebas des digues. Ailleurs, de grands incendies ont ravagé des quartiers de plusieurs centaines d'habitations précaires.

UNE RECONSTRUCTION ACHARNÉE DURANT 20 ANS

Les accords de Paris signés en Octobre 1991 ouvrent une nouvelle période. Une administration provisoire du Cambodge (APRONUC) est mise en place par les Nations Unies pour préparer les élections générales de 1993.

30 000 militaires et administrateurs arrivent au début de l'année 1992 et bénéficient de budgets conséquents. Leur simple présence, qui engendre la restauration de villas et d'immeubles pour les loger, ainsi que l'ouverture de bars et de restaurants, déclenche les premiers travaux de rénovation de la ville.

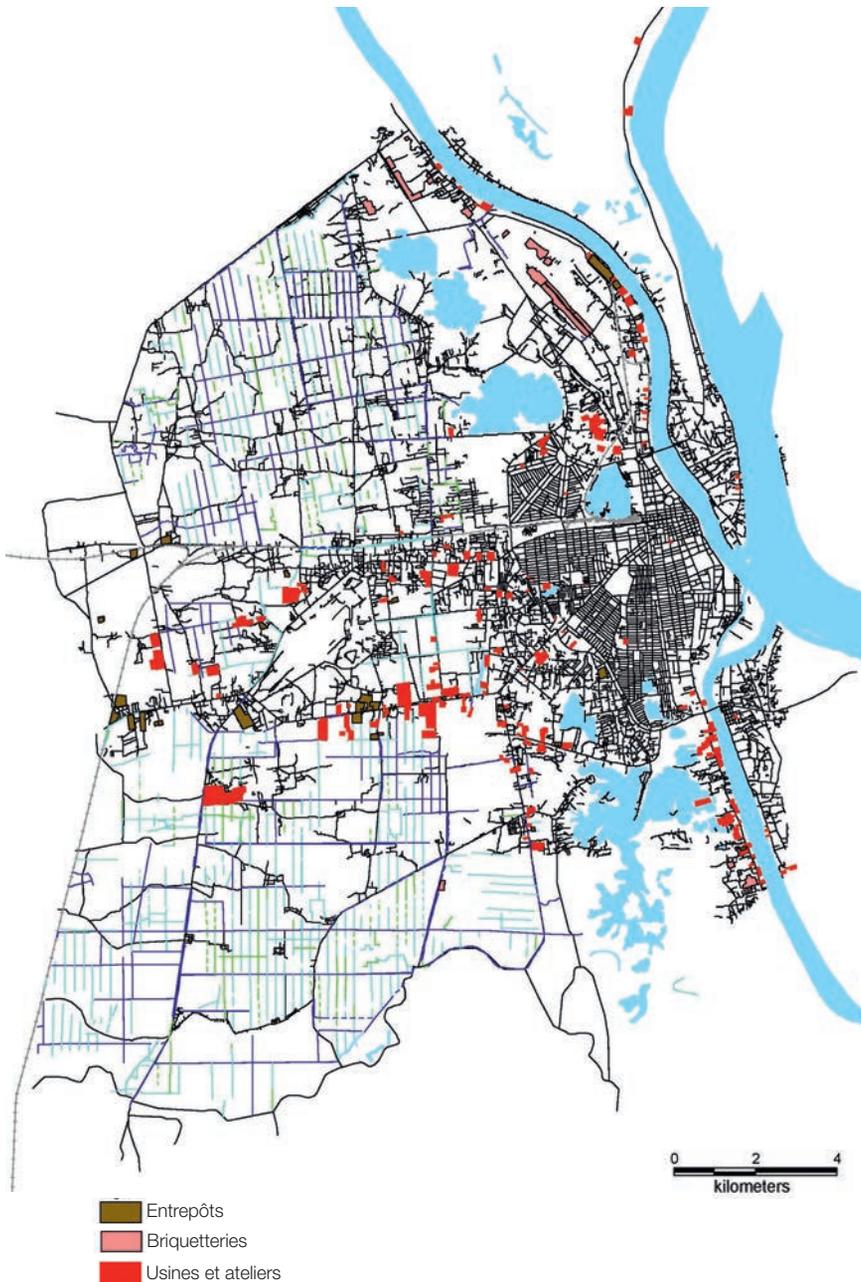
À partir de 1993, la Conférence internationale sur la reconstruction du Cambodge, qui réunit les principaux pays donateurs de l'aide au développement, va enfin permettre aux institutions cambodgiennes de bénéficier des programmes d'aide internationale, bilatérale et multilatérale. Plus d'un milliard de dollars d'aide arrive désormais chaque année, 500 millions venant des États-Unis d'Amérique, l'autre moitié de l'ensemble des donateurs et des ONG. Les fonds sont répartis dans les différents ministères et organismes publics (santé, éducation, travaux publics, eau potable, électricité, routes et ponts, administration, justice, etc.), selon un programme d'investissement annuel présenté par le gouvernement cambodgien et validé par la quarantaine de pays et institutions donateurs. Ce procédé a été efficace pendant plus de vingt ans.

LE RÔLE DÉTERMINANT DE L'INDUSTRIE

En parallèle de ce programme d'aide, il est nécessaire d'organiser l'arrivée des investisseurs privés qui vont permettre le redémarrage de l'économie, notamment du secteur industriel. Le CDC (Conseil pour le Développement du Cambodge) est créé par le gouvernement pour devenir un guichet unique d'entrée au Cambodge des investisseurs étrangers. Son rôle est de coordonner les investissements, fournir un appui technique aux ministères et aux institutions gouvernementales, aider les entreprises dans leurs démarches pour s'implanter au Cambodge, et favoriser la création de partenariats avec des entreprises cambodgiennes, notamment sous la forme d'investissements joints.

La mise en place de réformes libérales et l'adoption de l'économie de marché permet au Cambodge de bénéficier d'accords préférentiels pour

**Implantation des industries à Phnom Penh
relevé Février 2007
(BAU de Phnom Penh)**



© Phnom Penh City Hall

exporter sa production textile, essentiellement de l'habillement, sur les marchés américains et européens. Ces accords ont entraîné le développement du secteur de la confection principalement porté par des investisseurs asiatiques venant chercher au Cambodge une main d'œuvre bon marché. En dix ans à partir de 1996, Phnom Penh devient une ville industrielle. En 2004, on compte à Phnom Penh plus de 280 usines, principalement installées en périphérie de la ville. Elles emploient 200 000 ouvriers textiles, principalement de jeunes ouvrières originaires de la campagne. Le respect par le Cambodge de certaines normes internationales du travail, dont le contrôle est assuré par l'Organisation internationale du travail (OIT), conforte les investissements dans cette industrie, qui aide une partie non négligeable de la population urbaine à sortir de la pauvreté. La création du CDC et les mesures prises pour respecter les normes de l'OIT ont ainsi été déterminantes pour le développement économique du Cambodge.

Mais les conséquences de cette industrialisation sont très importantes. L'expansion du territoire urbanisé a été amplifiée par l'installation des usines sur les rizières qui, privées de leur système d'irrigation, sont devenues des friches urbanisables.

**LA QUESTION FONCIÈRE
ET LA PRODUCTION DU LOGEMENT**

La question du logement est aussi illustrative d'un processus de sortie de crise permis par une série d'actions conjuguées impliquant l'ensemble des acteurs sociaux. A la fin des années 1990, la situation du logement est catastrophique : on estime qu'il faudrait produire 10 000 logements par an pour permettre à la population qui s'entasse dans les immeubles collectifs des districts centraux d'accéder à un logement neuf.

D'une part, la loi foncière de 2001 et les différents décrets qui y sont attachés réinstaurent la propriété privée et permet la création de baux de 99 ans sur les terrains publics. Cette loi va permettre aux investisseurs de se lancer dans la construction de lotissements de compartiments sur de vastes emprises foncières. Ces initiatives

Le boeng Cheung Ek en 2019. Les remblais s'étendent désormais largement sur les lacs en périphérie de la ville.



La ville s'étend. Les rizières sont remblayées pour accueillir les usines. L'habitat s'installe à côté.





favorisent les extensions urbaines, notamment sur les lacs remblayés et les rizières non irriguées.

D'autre part, la pénurie de logements, la pauvreté urbaine et la volonté d'éradiquer les habitats précaires ont amorcé des programmes de relogement des populations installées dans des paillottes sur les terrains à risque. Les habitants, aidés par les ONG internationales, se sont organisés en associations communautaires par site pour peser sur les politiques de relogement et être entendues. Les autorités locales, aidées par le PNUD (UN Habitat) et ADB, ont constitué, avec les ONG et ces communautés d'habitants, des instances de coordinations permanentes pour organiser les relogements, développant un partenariat étroit soutenu financièrement par les aides internationales (ADB, UN, UE). Les nouveaux sites, situés dans les districts extérieurs, vont être, eux aussi, des points d'appui pour les extensions urbaines.

Une des conclusions provisoires de ces premières interventions pourrait être que le dynamisme de la reconstruction a beaucoup tenu à la conjonction de plusieurs facteurs : l'énergie de la population et sa volonté de reconstruire sa vie, l'action des gouvernants qui, à tous les niveaux, ont su inventer des solutions innovantes, l'action des



Gauche : L'ancienne école chinoise : les habitants transforment les bâtiments en logements et construisent dans les cours.

Droite : Les enclos de pagodes sont transformés en village, 1992.

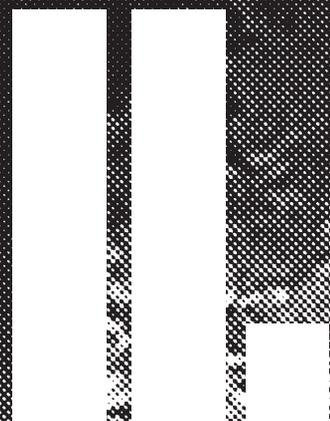
Bas : Sur les toits terrasse, des maisons en bois et en maçonnerie sont bâties.

donateurs qui ont fidèlement aidé durant plus de vingt ans malgré les aléas politiques, les initiatives des investisseurs privés qui, bien qu'arrivés plus tardivement car attendant la preuve de la stabilité, sont désormais très actifs.

DE NOUVEAUX DÉFIS

Entre 1973, et 2015, la superficie de Phnom Penh est passée de 3 100 Ha à 25 400 Ha. 21 000 ha de terres agricoles

et de lacs ont été perdus au profit de territoires urbanisés ou en cours d'urbanisation. On est donc passé d'une ville d'emprise modeste entourée de rizières et dont la subsistance était en partie assurée par sa ceinture agricole à une vaste métropole dépendante pour son approvisionnement de territoires beaucoup plus lointains. En même temps, cette vaste métropole produit une grande part des richesses nationales par ses activités économiques. Cette transformation spectaculaire et très rapide génère de nouveaux défis, comme l'augmentation de la pollution, la thrombose du trafic, ou encore l'augmentation de l'exposition aux risques, notamment aux risques d'inondations dûs à la disparition des grands lacs. Face à ces nombreux défis, Phnom Penh peut se trouver fragiliser à nouveau. Évaluer ces risques est ainsi une nécessité permanente.



Urgence de la reconstru





ction

Men Chandevy, enfant à l'époque, témoigne de son retour dans la ville. S.E. Thong Khon nous parle des premières décisions politiques et sociales et S.E. Mok Mareth de la difficulté de remettre en marche une ville entière. En contrepoint, Jean Marie Théodat narre l'impossible reconstruction de Port au Prince après le tremblement de terre.

Réception du riz par les réfugiés en Thaïlande, Mai 1983.

Etre jeune à Phnom Penh en 1979

Chandevy a presque dix ans quand elle revient à Phnom Penh avec sa famille en 1979. Elle raconte les débuts de cette nouvelle vie.

PAR NAK MONEANG MEN CHANDEVY



Chandevy et son père dans l'usine de clous où il travaillait et où ils habitaient.

En 1979, j'avais moins de 10 ans quand j'ai retrouvé ma ville natale en empruntant des petits chemins à travers les champs et les rizières. Malgré mon jeune âge, des images que mes yeux capturaient comme autant de photos mes yeux imprimées dans ma mémoire et certaines apparaissent encore clairement dans mes souvenirs. Je me revois avec ma mère et ma grand-mère, d'autres parents et des sœurs. Nous revenons de la province de Kandal à pied. Mes sœurs portent leurs sacs de vêtements et de la nourriture sur la tête. Comme de nombreuses autres familles qui revenaient à Phnom Penh, nous étions exténués et nous nous reposions sur le bord des chemins ou des trottoirs quand il y en avait pour faire une halte. Quand nous sommes entrés dans Phnom Penh, la rue était calme et on voyait les gens scruter la foule avec l'espoir de retrouver des proches et des membres de leur famille.

Dès les premiers pas dans Phnom Penh, la ville florissante de jadis apparaît vide, calme, lugubre, morne, sans âme. Les maisons abandonnées sont comme imprégnées de tristesse, semblant attendre le retour des anciens habitants. On ne voit aucune voiture ni aucun autre mode de transport. Les rues sont envahies de feuilles mortes et d'herbes folles. Une sensation de malaise flotte dans l'air ; pas d'eau propre, d'électricité ni de soins médicaux. La ville est d'une tristesse insigne.

Autour de moi les survivants du régime de Pol Pot cherchent des membres de leur famille disparus. Ils sont en haillons. Jeunes ou vieux, ils sont tous maigres et pâles. Seuls leurs yeux sont grands ouverts, cherchant des voisins, des personnes de leur famille. Ce qui me frappe aussi, c'est l'angoisse des gens qui n'osent pas vivre dans les maisons et qui ont peur des lieux fermés. Ils préfèrent camper dans la rue. Partout, on entend des récits tragiques. Dans chaque famille, le soir après le dîner, les grands parents ou les parents racontent toutes les horreurs vécues pendant le régime de Pol Pot.



© Françoise Demulder / Succession Demulder / Roger-Viollet / The Image Works

Cambodgiens essayant d'éviter les roquettes lancées par l'Armée Khmer rouge, février 1974.

Nous nous installons à Chak Angré Krom, le long du fleuve Tonlé Bassac, dans une maison qui servait autrefois de bureau à une usine de clous qui redémarrait ses activités. D'autres familles se sont installées dans une sorte de hangar pas loin de nous. Chaque famille cloisonne alors son espace avec une plaque de contreplaqué pour délimiter son périmètre. Nous avons peur de vivre isolés et les gens se rassemblent instinctivement.

Les survivants de chaque famille cherchent à retisser et resserrer les liens.

La proximité est recherchée. Notre maison est petite mais elle accueille deux ou trois autres familles en plus de nous. Au moins une personne par famille travaille dans l'usine de clous. Mon père, qui était médecin avant 1975, travaille aussi à la fabrication des clous.

Je suis la benjamine de la famille.

Mon activité principale consiste à aller à l'école qui a rouvert. Trop jeune, je n'ai normalement pas le droit d'y aller, mais je suis ma grande sœur. Pendant les récréations, nous jouons avec les autres enfants, mais mes parents me l'ont rapidement

interdit car il n'était pas permis de laisser jouer des filles avec des garçons. En compensation en 1985-1986, mon père me fait lire des livres ramenés d'un centre culturel russe pas trop loin de chez nous. Mon autre occupation est d'aller collecter l'eau avec ma sœur et d'aider aux tâches ménagères. À cette époque, il n'y a pas d'eau courante. Des vendeurs privés utilisent une pompe pour collecter l'eau du Tonlé Bassac. Elle est mise dans des bidons métalliques recyclés, utilisés initialement pour les huiles industrielles et le carburant d'essence. Ces bidons remplis d'eau sont ensuite mis sur des charrettes que nous tirons et poussons jusqu'à la maison. Ensuite, il faut traiter l'eau avec du *sach chou*, un produit local très acide

Sortie d'école en 1982



© AKP

qui a pour effet d'éclaircir et de décontaminer l'eau. Je dois participer à diverses tâches, y compris celles qui demandent de la force physique. C'était le lot de beaucoup de familles dont les enfants sont uniquement des filles ou dont les hommes et les aînés sont absents de la maison. Dans mon cas, les deux parents travaillent (ma mère au marché, mon père à l'usine), une de mes sœurs est partie faire des études en Russie, et mon frère est au Vietnam. Je m'occupe donc des tâches ménagères (cuisine, lessive, ménage). A cette époque, les conditions de vie sont pénibles, pour les femmes comme pour les hommes. Il y a une égalité dans la difficulté et la dureté de la vie. Ce qui m'a aussi beaucoup marqué, c'est de voir que la solidarité est toujours restée très forte entre les gens. Même si les familles sont très pauvres, on partage toujours nos vivres. Il est aussi très fréquent de rendre visite aux autres membres de la famille, même éloignés. À cause de la guerre et des pertes engendrées, les survivants de chaque

Il faut traiter l'eau avec du sach chou, un produit local très acide qui a pour effet de l'éclaircir et de la décontaminer.

famille cherchent à retisser et à resserrer les liens. Nous n'aimons pas être seuls quand nous nous déplaçons. Nos peurs sont liées aux récits des personnes plus âgées qui parlent tout le temps de fantômes et de morts. Cela marque beaucoup notre imagination. Cette peur des fantômes va poursuivre ma génération pendant longtemps.

Nous avons droit à des rations alimentaires distribuées de façon stricte. Grâce au travail de mon père, nous avons du riz, distribué par l'usine, et de la farine pour faire des gâteaux. Nous recevons aussi des poissons, mais bien sûr peu de viande et pas du tout de lait.

Les conditions d'étude sont difficiles mais nous n'avons pas le choix. Parfois, nous n'avons ni table ni chaise. Mais le côté positif est que nous



recevons alors une éducation solide car les professeurs et institutrices survivants du régime Khmer rouge ont tous été formés pendant ou avant l'époque du Sangkum Reastr Nyum. Ils nous ont transmis des connaissances culturelles et historiques très complètes, ainsi qu'un enseignement moral et une éducation solide qui, en revanche, font défaut aujourd'hui.

Je me souviens aussi qu'après avoir retrouvé notre maison familiale d'antan, située dans le quartier de Toul Svay Prey à côté de la prison de Toul Sleng¹, nous sommes allés la visiter. Ma mère y a trouvé par hasard la photo de son frère. Depuis, la hantise nous poursuit et nous n'y sommes pas retournés.

On a souvent dit «rien ne vaut la jeunesse». Mais moi, je dis «rien ne vaut la liberté». Durant ces premières années, la ville de Phnom Penh évolue lentement et la vie recommence tant bien que mal. Ce qui nous manque, alors, c'est une nouvelle «façon de vivre», car après le génocide,

A côté de la fontaine, boulevard Preah Sihanouk, 1982.



© AKP

Le Boulevard Preah Norodom en 1982.



© AKP

nous survivons en attendant des jours meilleurs. Quelques années plus tard, la vie de la population s'améliore de jour en jour. Tout semble se développer, surtout dans des domaines prioritaires tels que l'éducation. Le gouvernement a pu envoyer la génération de mes frères et sœurs étudier à l'étranger, en particulier en URSS et au Vietnam. De retour au Cambodge, ces gens formés ont aidé à reconstruire le pays. Après l'impression de grande désolation que j'ai ressentie au sortir du régime Khmer rouge, je sens désormais que la ville a retrouvé son âme. Les Accords de Paris de 1993 ont amorcé une transition importante avec le retour de la Royauté et une ouverture à l'international. À partir de ce moment, la ville change alors beaucoup. C'est aussi le moment du retour des Khmers partis à l'étranger. Ces derniers vont renforcer les capacités de formation, comme à l'Université Royale des Beaux-Arts. Les premiers contrastes sociaux et géographiques au sein de Phnom Penh se dessinent, favorisés par un important exode rural vers la capitale, ainsi que par les emplois dans les usines textiles. Cette nouvelle population s'agglomère et s'installe dans des espaces libres de la ville ou en périphérie, créant souvent des zones de précarité.

Les deux guerres civiles et le régime khmer rouge ont causé de grandes destructions sociales, économiques et culturelles au Cambodge. Dans ce pays autrefois décrit comme étant «le pays du sourire», retrouver son identité prend beaucoup de temps. Aujourd'hui, avec tout ce qui a été fait pour moderniser la ville, les années perdues ont été rattrapées.

¹ L'ancien lycée de Tuol Sleng est devenu une prison et un centre de tortures sous le régime des Khmers rouges. En 1979, elle est transformée en lieu de mémoire que

l'on peut visiter. Les très nombreuses photographies de détenus assassinés dans ce lieu y sont exposées.

Piloter la reconstruction au lendemain des Khmers rouges

Au cours des années 1980, la reconstruction de Phnom Penh est un véritable défi. L'inventivité et l'implication de la population, ainsi que l'appui de nombreux acteurs extérieurs ont permis de trouver des solutions au jour le jour et d'éviter une catastrophe humanitaire.

PAR S.E. THONG KHON

De 1970 à 1975, entre le coup d'Etat et la prise de pouvoir des Khmers rouges, Phnom Penh change radicalement. En raison des bombardements sur l'Est du pays, les réfugiés affluent et la ville passe de 700 000 à 2 millions d'habitants en quelques années.

La prise de pouvoir des Khmers rouges met un coup d'arrêt brutal à cette croissance urbaine incontrôlée, et Phnom Penh est désertée. Les habitants sont évacués de force vers les campagnes. Traités comme des prisonniers, nombre d'entre eux meurent d'épuisement et de faim sur les sites de travail forcé aux champs, et nombre d'autres sont exécutés. Pour les survivants qui reviennent en 1979, la situation est très précaire.

LES DÉFIS DE LA RECONSTRUCTION

Comment pouvait-on mettre en œuvre des chantiers gigantesques de reconstruction et, en même temps, gérer une marée humaine qui afflue à Phnom Penh? Le grand nombre de réfugiés qui convergent vers Phnom Penh constitue un problème majeur. Le premier souci est de déterminer et de différencier les habitants ordinaires des forces Khmers rouges infiltrées. Au début, l'accès à la ville est donc interdit afin de mieux en contrôler les accès et de se protéger contre une éventuelle attaque Khmère rouge. Différentes stratégies étaient



Dans la ville vide, seuls circulent les militaires, 1979.

prises en œuvre pour identifier les Khmers rouges parmi le flot de réfugiés. Par exemple, pour les identifier parmi tous les gens armés, le jour, nous portions des AK-47 (Kalachnikov), et la nuit, nous les remplacions par des M-16.

LES PRÉMISSSES DE LA RECONSTRUCTION, LA MISE EN PLACE D'UNE ADMINISTRATION PUBLIQUE

En cette «année zéro», il faut non seulement reconstruire la capitale, mais aussi le pays tout entier, et ce, avec de très faibles moyens.

En février 1979, deux premières équipes de travail sont constituées: la première à Chrang Chamres (route nationale 5) et la deuxième à la Cité des 100 toits (route nationale 4). Leur mission est de recruter les intellectuels survivants, les anciens fonctionnaires et les anciens étudiants. Le premier groupe, dont je fais partie, est composé de 25 personnes venant du Nord de Phnom Penh, et de plus de 70 personnes venant de l'Ouest. Notre première action est de mettre en place l'école politique centrale dont les enseignements de la première promotion sont donnés par Samdech Techo Hun Sen, SE. Say Phouthorng, SE. Bou Thong et SE Y Yaun.

Après cette formation, plusieurs groupes de travail sont constitués. Leur principale tâche est de recruter et de former des personnels administratifs, officiers et employés pour gérer les différents lieux de Phnom Penh.

Le groupe initial de 60 personnes, dont je fais partie, parfait sa formation au Vietnam. À notre retour, 32 personnes, dont moi-même, sont affectées à la Municipalité de Phnom Penh. Les autres

Panneau de campagne d'éducation publique, 1990.



© JM Gallot

sont réparties dans les différents Ministères nouvellement créés.

La Municipalité de Phnom Penh a créé par ailleurs des écoles politiques et administratives, à différents niveaux, pour former des fonctionnaires dans tous les domaines. Phnom Penh est divisée en 4 régions centrales et 12 communes périphériques. En 1980, avant les élections, les régions sont divisées en quartiers. En 1983 puis en 1986, deux nouvelles réformes administratives permettent à Phnom Penh d'annexer une partie de la province de Kandal. La ville atteint alors 401 km². Entre 1979 et 1983, je suis nommé par le PRPK¹ officier et chef du Bureau du Personnel et de l'organisation administrative de la ville avec pour fonctions le recrutement des agents, ainsi que l'organisation et la structuration des services. De 1983 à 1985, je suis nommé Maire adjoint de Phnom Penh en charge de la santé, de l'éducation, de la culture et des affaires sociales.

LA RECONSTRUCTION FACE À L'URGENCE

De 1979 à 1990, environ 10 000 employés sont recrutés et formés pour travailler pour la municipalité de Phnom Penh. Pendant cette période, les priorités et les grands objectifs de la reconstruction et du développement de Phnom Penh sont tous définis pour faire face à l'urgence.

La défense de Phnom Penh

La priorité est tout d'abord la défense de la ville contre un éventuel retour des Khmers rouges. Ces derniers bombardent la ville depuis le Nord-Est (Mok Kampoul) et l'Ouest (Samrong Krom). Les alentours de Phnom Penh doivent être sécurisés pour prévenir les attaques contre les dépôts de pétrole de Russey Keo et l'aéroport de Pochentong.

Concrètement, nous travaillons dans la journée au service des citoyens et nous prenons les armes le soir pour effectuer des rondes autour de la capitale. Nous formons et motivons aussi les populations locales pour participer à la surveillance et à la défense de la ville. Par ailleurs, douze jeunes sont recrutés et formés pour devenir des officiers de police. Parmi eux, S.E. Neth Savoeun, qui occupe aujourd'hui le poste de Chef National de la Police et S.E. Thong Lim, Chef national adjoint.

Assurer les services médicaux et les soins

Aux premiers temps de la reconstruction, les conditions de santé restent très précaires. Par exemple en 1983, nous devons faire face à des épidémies de choléra et de dengue hémorragique qui sont jugulées grâce à l'intervention des associations de médecins de la ville de Hô Chi Minh. Afin de répondre aux enjeux de santé publique, la Faculté de Médecine est rouverte début 1980 sous le nom de Faculté mixte de Médecine, Pharmacie, Odontostomatologie. Les anciens étudiants sont invités à reprendre leurs études afin d'achever leur formation. Les enseignants sont recrutés parmi les quelques médecins, pharmaciens et dentistes rescapés, tout cela avec l'assistance de médecins vietnamiens et de quelques médecins étrangers francophones en mission au Cambodge.

Réouverture de la Faculté de Médecine, 1982.



© AKP



© Fonds Khieu Kanharith



© AKP

Le pont nord détruit pendant la guerre.

Les cocotiers plantés par les khmers rouges autour du marché central, 1979.

Des ONG fournissent des livres, des équipements et du matériel médical de base. Grâce à cela, en 1987, il existe huit hôpitaux (2000 lits) gérés par le Ministère de la santé publique, ainsi que trois hôpitaux (400 lits), neuf infirmeries et sept dispensaires dans les arrondissements périphériques gérés par la Municipalité. Par ailleurs, un Centre national de protection des mères et des enfants et le Centre municipal de la santé maternelle et infantile sont en fonctionnement.

Pour répondre aux besoins urgents de santé publique, le Ministère de la Santé décide d'incorporer d'anciens infirmier(e)s ou sages-femmes à la formation pour devenir médecin.

La Radio, la télévision et l'affichage en ville sont utilisés pour lancer des campagnes d'hygiène publique. Notre slogan était «manger propre, loger propre, boire propre!».

Les soins aux enfants sont aussi une priorité. Un nombre important d'orphelins survivent dans les rues. La municipalité crée et gère trois orphelins: Kolap1, Kolap2, Kolap 3, ainsi que Kolap 4 qui s'occupe plus spécifiquement d'handicapés et de femmes en difficultés sous le contrôle du Ministère des Affaires sociales

¹ Le PRPK, au pouvoir à partir de janvier 1979, est le Parti Révolutionnaire du Peuple Khmer. Il deviendra par la suite le Parti du Peuple Cambodgien (PPC).

L'éducation

Pendant le Régime Khmer rouge, la plupart des intellectuels, y compris les enseignants et les professeurs, sont morts. Dans les premiers temps de la reconstruction, le Gouvernement s'est appuyé sur la méthode de l'éducation partagée pour reconstituer le corps éducatif. Le slogan était : « les personnes les plus éduquées enseignent aux personnes les moins instruites ; les personnes moins instruites enseignent aux non-éduqués » !

La relance du commerce local

La relance des activités économiques est une autre priorité majeure. Le régime des Khmers rouges a totalement détruit le secteur économique national et local. À Phnom Penh, des cocotiers avaient été plantés autour du marché central par les Khmers rouges. En 1983, la municipalité les enlève pour les replanter dans l'enceinte de l'hôpital pédiatrique. Nous avons été surpris de découvrir des squelettes humains sous les racines. Ce n'est qu'en 1984 que les stands du Marché Central peuvent reprendre leurs activités.

L'Habitat et la reconstruction des infrastructures urbaines

Après le 7 Janvier 1979, le Gouvernement autorise la population à revenir dans la ville et à occuper les maisons.

L'insécurité régnante alimente les peurs des gens. Ils recherchent la sécurité en cohabitant à côté d'autres familles et des forces militaires vietnamiennes et cambodgiennes. Cette promiscuité des premiers temps a, aujourd'hui encore, des répercussions sur les façons d'habiter la ville.

Après 1979, les habitants ne sont plus les mêmes qu'avant 1975. Seulement 30% des anciens habitants ont pu revenir et 70 % des nouveaux arrivants sont originaires des provinces. La population occupe alors les appartements vacants, mais des problèmes de maintenance, d'hygiène et de propreté apparaissent vite.

Certains bâtiments, qui avaient été détournés de leurs usages premiers pendant les Khmers rouges, bénéficient de programmes de rénovation. Certains retrouvent leurs anciennes fonctions, d'autres en ont de nouvelles. Ce fut par exemple le cas de la

Bibliothèque Nationale, qui avait été transformée en cuisine centrale par les Khmers rouges, mais qui est rouverte après 1979. Ou encore, le lycée de Chao Pogneayat (Tuol Svay Prey), qui fût transformé en centre de détention et de torture (S21) par les Khmers rouges, et qui devient dès 1979 le Musée National du Génocide. Le site de Choeng Ek, qui a servi de lieu d'exécution, est conservé tel quel pour devenir un lieu de mémoire du génocide.

La réparation des égouts fait aussi partie des priorités. Selon les témoignages de survivants, Phnom Penh avait été inondée lors de la crue de 1978. Les vannes qui évacuent l'eau vers le Tonlé Sap en saison sèche n'avaient pas été fermées au moment de l'évacuation des habitants de 1975. Ainsi, à chaque saison des pluies, l'eau et les alluvions du fleuve sont remontées dans les canalisations, créant de véritables bouchons qui se sont peu à peu solidifiés. C'est l'Ordre de Malte qui apporte les premières aides avec des hydrocureuses. Afin de commencer à déboucher les canalisations.

Le problème de la propreté et de la gestion des déchets est tel que les personnels de la Municipalité et de tous les ministères sont mobilisés chaque samedi et dimanche pour nettoyer la ville avec des tracteurs et des remorques.

Le système d'eau potable est aussi inexistant. Des trois stations d'eau potable, seule celle de Phum Prek (près de la Faculté de médecine) est encore en état de fonctionner, mais avec seulement un moteur de pompage parmi les six disponibles. Avec l'aide vietnamienne et soviétique, nous avons remis en marche une partie de ce système de distribution.

L'électricité reste quant à elle un défi majeur pour la Municipalité en raison de l'abandon des trois centrales électriques.

Après la libération du pays, le 7 Janvier 1979, par le Front National de Solidarité pour le Sauvetage du Cambodge et avec le support et le soutien des troupes vietnamiennes, nous n'avons jamais perdu espoir malgré les énormes problèmes auxquels nous avons été confrontés. Notre rêve était de voir Phnom Penh rénovée et belle comme avant. Nous y sommes parvenus. Les stratégies et les plans d'action mis en place par le gouvernement dans la période la plus difficile y ont beaucoup contribué.

Principal lieu d'approvisionnement, la foule se presse au Marché O'Russey, 1982.



© AKP

Face au Palais Royal, le perré du quai du Tonlé Sap écroulé, 1979.



© AKP



Un marché peu après sa réouverture, 1982.

© AKP

Agir dans l'urgence, remettre la ville en marche

Les premiers temps de la reconstruction de Phnom Penh ont été des moments clés de la reconstruction urbaine. En témoigner, c'est permettre aux générations futures de mieux comprendre le chemin parcouru et les nombreuses difficultés auxquelles nous avons dû faire face.

PAR S.E. MOK MARETH

Le 7 Janvier 1979, à l'entrée des troupes de libération dans la capitale cambodgienne, Phnom Penh, jonchée d'immondices et de cadavres, est une ville fantôme. Seulement 60 habitants environ y sont recensés. La première tâche consiste à incinérer les morts. Les services publics n'existent plus. Les égouts sont bouchés. Les mots manquent pour décrire les épreuves des jours suivants. La nourriture est très rare. La ville que le peuple avait connue avant 1970 n'est plus la même. Beaucoup d'habitations ont été brûlées ou dégradées. Le souvenir des temps d'avant s'estompe. C'est un grand choc et un vrai traumatisme qu'il nous a fallu surmonter. Au quotidien, le temps est à la survie avec, en prime, la peur : la peur de la reprise de la guerre et de la proximité des Khmers rouges qui continuent leurs exactions. C'est ainsi que nous sommes allés couper la forêt autour de la ville pour qu'elle ne leur serve pas de refuge. Nous devons anticiper et nous défendre contre les embuscades menées par les Khmers rouges, tapis le long des trajets que nous empruntons. J'étais responsable adjoint des opérations Kor-5¹ et Kor-6² contre la résistance khmère rouge dans la ville de Phnom Penh. Sur le front du Kor-5, je menais un convoi qui acheminait du ravitaillement alimentaire et des fournitures médicales aux civils, mais aussi aux

soldats et aux volontaires de l'armée vietnamienne qui étaient déployés sur le front à Takor, ainsi que dans les montagnes de Melai et de Phnom Proek. Kor-6 désignait la ligne de front qui entourait la ville de Phnom Penh. Ma mission était d'emmener les fonctionnaires et les civils dans les campagnes pour débroussailler les zones boisées et les maquis inondés de Mok Kampoul pour empêcher les rebelles Khmers rouges de prendre position dans ces lieux et de bombarder Phnom Penh avec leur artillerie.

L'État reconstruit alors, à partir de zéro, les services et les institutions publiques aux niveaux national, provincial et municipal. Ainsi, Phnom Penh est administrativement divisé en *sangkat* (communes) et *phum* (villages). Des services publics y sont créés dès 1979. Sous la conduite de *Samdech Heng Samrin*, président du Conseil d'État de la République populaire du Kampuchéa, je suis nommé adjoint du Comité révolutionnaire du peuple de la ville de Phnom Penh avec pour mission de gérer les opérations sur l'ensemble de la cité.

Les défis sont immenses et la ville doit faire face à une multitude d'urgences.

1-LES PÉNURIES ALIMENTAIRES :

Dès les premiers temps de la reconstruction, nous devons faire face à une sévère disette de riz. Les cadres mangent en général du riz cuit avec des céréales (maïs, manioc ou autres). On ne trouve pas de légumes ou de viande, ni aucun autre produit alimentaire. Afin de suppléer au manque de nourriture, nous organisons régulièrement des pêches au filet dans le Lac Tonlé Sap³ avec le Directeur du Département de l'Agriculture, mon camarade Mann Choeun⁴. Les filets sont fournis par le gouvernement grâce au camarade Taing Sarim, alors ministre de l'Économie et des sources de revenus. Les employés du service nous accompagnent, ainsi que le responsable du *sangkat*, Mr. Chraing Chamreh, qui gère l'équipe de pêcheurs composée en majorité de Chams⁵. Ainsi, en 1979, nous avons pêché énormément de poissons pour les distribuer, d'abord aux cadres des ministères et des services, puis aux habitants de Phnom Penh et des provinces. La transformation des poissons frais en pâte de poisson (*Prahok*) ou en huile (*pha'ok*) permet leur conservation.

En 1979, nous ne comptons que sur nos propres forces car nous ne recevons aucune aide humanitaire extérieure.

Peu à peu, la population de Phnom Penh a augmenté pour atteindre 500 000 habitants en 1988, et ceci malgré une distribution alimentaire toujours difficile. Je suis aussi chargé de voyager dans les provinces pour acheter des denrées alimentaires (riz, haricots, maïs, porc et bœuf) afin d'approvisionner les marchés de la capitale. Tous les marchés existants sont remis en fonction : Psar Thmey, Psar Tuol Tom Pong, etc. On nomme



Phnom Penh vide en janvier 1979.

© Fonds Kheue Kanharith

des chefs de marchés, les stands sont alloués aux employés des ministères et aux fonctionnaires. Beaucoup de femmes de fonctionnaires sont ainsi devenues commerçantes.

Nous n'étions guidés par aucun schéma directeur. Des denrées de première nécessité, notamment importées, n'étaient accessibles qu'à ceux qui en avaient les moyens.

2-GESTION FINANCIÈRE, BANQUE, COMMERCE, INDUSTRIE, CONSTRUCTION ET URBANISATION :

La monnaie, le *riel*, est réintroduite le premier octobre 1979, mais ce n'est qu'à partir de 1990 que le gouvernement retrouve les moyens d'imprimer lui-même des billets. Au cours de la première moitié des années 1980, le ministère de l'Industrie gère un nombre croissant d'activités artisanales et industrielles, notamment la fabrication des groupes électrogènes, la création d'usines de cigarettes, la production d'alcool ou encore de pneus. Il existe à la municipalité de

Phnom Penh un service de l'industrie et de l'artisanat qui donne les orientations pour aider à la croissance de ces entreprises d'État. Celles-ci fabriquent les produits de première nécessité tels que des marmites en aluminium en recyclant du métal, du riz séché pour pourvoir au ravitaillement des soldats sur le front, de la sauce soja, des bicyclettes, ou encore des pneus de vélo. En 1984,

ce secteur artisanal a été privatisé. À partir de la fin des années 1980, les produits sont de meilleure qualité et deviennent plus compétitifs sur le marché régional.

L'attribution de logements aux fonctionnaires, aux travailleurs, aux membres des forces armées et à la population en général représente un autre défi. L'État, par l'intermédiaire de son service de l'urbanisme et de la construction, attribue les maisons vides aux cadres, aux officiels du gouvernement, quels que soient leurs échelons, ainsi qu'aux membres des forces armées et aux civils qui étaient venus s'installer à Phnom Penh dans les premiers temps.

Le boulevard Preah Monivong en 1982.



© AKP

3- LES RÉGIES, LA GESTION DES RÉSEAUX D'ÉGOUTS ET DES ORDURES

En 1979, l'approvisionnement en eau potable et en électricité est pratiquement inexistant. La municipalité remet rapidement en marche une usine de traitement d'eau potable. Cependant la qualité de l'eau est mauvaise car les canalisations d'eau sont très endommagées. La Régie des eaux entreprend, au début des années 1990, de vastes efforts pour les réparer afin d'approvisionner progressivement tous les habitants en eau potable. Le ministère de l'Industrie est responsable de la restauration du réseau électrique, même si sa capacité reste très faible. Il faut noter



© Fonds Khieu Kamharith



© AKP

que l'anarchie des raccordements illégaux rend la tâche plus ardue. Pour remettre de l'ordre, le gouvernement met sur pied un comité responsable de l'éradication de ces pratiques. Je suis nommé président de ce comité et nous avons ainsi travaillé à l'élimination des raccordements électriques illégaux.

Le réseau des égouts est bouché et exige des travaux de rénovation à grande échelle. Je me souviens encore de l'aide apportée par le gouvernement français et la Ville de Paris, qui nous ont fourni deux véhicules, des hydrocureuses, pour déboucher les égouts, ainsi que des bennes à ordures. La Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité (CIDSE) a aussi apporté une assistance précieuse.

4-ÉDUCATION, CULTURE, SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES :

À partir de 1985, le poste de président adjoint du Comité du peuple de Phnom Penh responsable de l'éducation de la culture et des affaires sociales m'est également confié. Avec mon équipe, nous nous attelons à remettre en route le système éducatif dans tout le pays en utilisant les écoles qui étaient encore debout. Le gouvernement lance

Haut :
Nettoyage de la ville en 1979.

Bas :
Un des débarcadères de Phnom Penh qui assure les liaisons avec les provinces, 1982.

alors une campagne appelée «le cultivé enseigne le non-cultivé» où tous ceux qui avaient un minimum d'éducation rejoignent le maigre corps des enseignants et des professeurs survivants afin d'enseigner aux personnes non éduquées.

Le ministère de la Culture, quant à lui, insuffla un nouvel élan à la culture. Les artefacts et les biens culturels ont été récupérés et transférés au ministère de la Culture pour les mettre en sécurité. Des troupes artistiques et des groupes de musique ont été créés grâce à l'action de la municipalité.

Notre équipe œuvre aussi dans le secteur de la santé. Plusieurs bâtiments sont réquisitionnés pour être transformés en centres de soins et en maternités. Pendant une courte période, nous avons bénéficié du soutien de médecins vietnamiens volontaires qui nous assistent pour les soins généraux et les opérations chirurgicales.

5. LES AFFAIRES SOCIALES :

Les premières tâches du service des affaires sociales de la ville de Phnom Penh consistent à fournir une assistance aux sans-logis et à rapatrier dans leurs provinces d'origine des pillards venus en ville pour voler. L'administration municipale crée également un centre éducatif à Koh Kor, dans la province de Kandal, pour les femmes seules.

Toutes les personnes de cette génération qui ont vécu ces événements et qui ont réussi à survivre jusqu'à nos jours réalisent pleinement la chance qu'elles ont d'être toujours en vie.

1. Le plan Kor 5 a pour mission de protéger la ligne de front sur la frontière Thaïlandaise)

2. Le plan Kor 6 a pour mission de protéger la ligne de front autour de la ville de Phnom Penh

3. y compris la pêche au Day, Manh, Senne etc.

4. S.E. Mann Choeum est actuellement sénateur.

5. Les Chams ou «Khmer islam» sont majoritairement des populations musulmanes dont les ancêtres ont fui le Royaume du Champa au moment de son absorption par les Vietnamiens entre le XVI^e et le XIX^e siècle. Il faut aussi compter parmi eux des groupes originaires de l'archipel indonésien et de Malaisie.



Port-au-Prince, ville résiliente ?

À Port-au-Prince, la résilience est souvent synonyme de survie. Les difficultés que rencontrent les Portoprinciens dessinent parfois les limites et les apories de la reconstruction urbaine.

PAR JEAN MARIE THÉODAT

Dans son acception la plus courante, la résilience se définit comme la capacité d'un corps à se remettre d'un choc traumatique et à retrouver la plénitude de ses fonctions sans trop de dommages. Dans la perspective humaine, cette résistance au choc s'accompagne d'une capacité à vivre de façon satisfaisante après avoir connu des situations humainement désespérées, comme de survivre à un massacre ou à une catastrophe naturelle. Dans le cas de la ville de Port-au-Prince, la catastrophe a pris la forme d'un séisme de magnitude 7,3 sur l'échelle de Richter avec des conséquences terribles sur le plan matériel et humain. Plus de 10 milliards de dollars de dégâts matériels et près de 300 000 personnes sont mortes ou disparues sous les décombres. La catastrophe est alors apparue comme le point d'orgue d'une série de désastres en tous genres qui avaient marqué l'actualité haïtienne durant les dernières années.

En effet, la première décennie du nouveau millénaire a été marquée, avec l'accélération des processus de réchauffement climatique, par une succession de cyclones de plus en plus violents. Ces derniers ont chacun laissé un bilan assez lourd en termes de vies perdues et de biens dévastés. Comparée à des villes comme Dresde, Varsovie, Hiroshima, Nagasaki, Phnom Penh ou Kigali, dont

les renaissances post-catastrophes et les reviviscences ont parfois relevé du miracle, la trajectoire suivie par la capitale haïtienne est bien différente. Il faut en effet bien distinguer la reconstruction en tant qu'acte physique requérant des moyens matériels donnés, de la réconciliation des consciences qui demande, elle, des outils de gouvernance que l'on ne peut se procurer en boutique. Des outils de gouvernance sont essentiels dans la résilience post-traumatique, et lorsqu'ils font défaut, la résilience se résume à la capacité de la société à suppléer aux carences des instances d'encadrement que sont l'État, la Région, la ville, etc.

S'il semble donc difficile de parler de résilience pour caractériser la situation de la ville de Port-au-Prince dix années après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010, c'est parce que les Portoprin-ciens ne sont pas satisfaits de leurs conditions de vie et que la plupart rêvent de quitter la ville. Et cela en dépit de l'avantage comparatif indéniable de vivre en ville plutôt qu'à la campagne.

Dans cette métropole de plus de deux millions d'habitants, à peine 30% ont accès à l'électricité et à l'eau courante. De surcroît, le ramassage des résidus solides ne concerne que 10% du total produit par la cité. L'insalubrité, l'insécurité et l'instabilité sociale sont le lot de la plupart des habitants, dont 80% vivent avec moins de 2 dollars par jour. Dans ces conditions, comment, dix ans après le séisme de 2010, la capitale haïtienne continue de croître et d'attirer de nouveaux migrants? Alors qu'il n'y a eu ni aménagement d'envergure ni reconstruction de masse en réponse au désastre, quel est le véritable moteur de la ville?

LES FAITS : PORT-AU-PRINCE FACE À UNE DESTRUCTION DE GRANDE AMPLEUR

Le 12 janvier 2010, vers 17 heures, le pays est secoué par un séisme de magnitude 7,3 dont l'épicentre se trouve à Léogâne, une ville située à une trentaine de kilomètres de la capitale. Dans les jours et semaines qui ont suivi la catastrophe,

La cathédrale de Port-au-Prince détruite en janvier 2010 par le tremblement de terre.

environ 600 000 personnes ont fui la ville pour se réfugier dans les provinces. Plus de 1,3 million de personnes se sont trouvées dans des abris de fortune établis sur toutes les places publiques et les trottoirs. Elles y sont restées durant plusieurs mois après le séisme, et dans certains cas, les camps ont duré des années. Sur la place du Champ de Mars, le cœur symbolique de la capitale, plus de 40 000 personnes ont campé au pied des statues qui honorent les héros de l'Indépendance pendant plus de trois années après le désastre. L'image était terrible et symbolisait l'État failli.

Or, si la terre a tremblé à Port-au-Prince, c'est le monde entier qui a souffert avec Haïti, comme en a témoigné le puissant élan de solidarité qui a suivi cette catastrophe. 9 milliards de dons et d'aides humanitaires ont afflué, soit plus ou moins l'équivalent d'une année de PIB en 2018 (8 milliards de dollars). Pour gérer cette manne tombée du ciel, le pays a vu arriver une nuée d'ONG et d'associations spécialisées dans l'aide internationale et la gestion des risques. Cependant, le manque de coordination et la méconnaissance du terrain d'un certain nombre d'entre elles n'ont eu d'autres effets que d'ajouter à la confusion générale en empiétant encore davantage sur les minces prérogatives de l'État.

On a parlé parfois d'Haïti comme de la République des ONG où la disparition de l'État a ouvert la voie à la gestion des affaires courantes par des organisations étrangères dont les cadres et les administrateurs ne restaient au pays que pour de courtes périodes, mais prenaient des décisions qui engageaient durablement la vie de toute une communauté. Cette gestion par défaut a conduit à des aberrations à la fois sur le plan des décisions et sur le plan comptable. Certaines initiatives se sont révélées obsolètes, voire mal inspirées, et d'autres ont été de véritables gouffres financiers par rapport aux maigres bénéfices pour la population. Par exemple, le village Lumane Casimir, construit dans la partie Nord de la ville, est un échec à la fois sur le plan architectural, économique et social. Le lotissement est éloigné de la ville, planté littéralement au milieu des ronciers, sur une voie pourtant stratégique, la Nationale 3, qui relie la capitale au Centre du pays. Aujourd'hui, la plupart des maisonnettes sont vides.

Beaucoup d'argent a pourtant été consacré à la reconstruction. Pourtant de nombreux projets sont à l'arrêt, et il est difficile de connaître la part exacte de l'aide qui a été détournée. Dans le même temps, on a assisté à une extension de la tâche urbaine aux dépens des dernières terres agricoles proches de la ville. La capitale est devenue désormais un ensemble urbain désarticulé et dysfonctionnel.

CANAAN : SURVIVRE APRÈS LE SÉISME

Dans la partie Nord de la ville est apparu un nouveau quartier appelé Canaan par les résidents et qui présente un véritable défi à l'urbanisation. Les terres, propriétés de l'État (même si elles ont été cédées en bail à des intérêts privés) ont été

Habitat de fortune sur un trottoir après le séisme.



© J.M. Théodat

déclarées d'Utilité Publique et aussitôt envahies par les rescapés du tremblement de terre. Plus de 200 000 personnes y habitent désormais, constituant un nouveau bidonville aux portes de la capitale, à un emplacement stratégique qui avait été planifié, avant le séisme, pour une extension formelle de la ville. À l'origine, Canaan devait attirer une clientèle de classe moyenne ou munie de moyens financiers assez importants pour investir dans l'acquisition d'un logement de standing moderne.

Au cours de l'histoire d'Haïti, l'exode rural a longtemps été freiné, voire réprimé. Les installations à Port-au-Prince des populations paysannes se faisaient surtout dans des quartiers périphériques, loin de la ville-centre. Cependant, le séisme du 12 janvier a brisé un tabou : les pauvres sont entrés dans la ville, que ce soit en occupant crânement les ruines des demeures abandonnées, ou en intégrant l'une des nombreuses tentes bleues disposées avec des bâches en plastique sur la plupart des espaces publics, dans les écoles encore debout et sur les places publiques. Du jour au lendemain, cette majorité pauvre et silencieuse, délaissée, oubliée dans les dépenses publiques, s'est retrouvée au cœur de tous les calculs. Il a fallu trouver une solution pour dégager les écoles et les places les plus symboliques.

C'est ainsi que le 22 mars 2010, par décret présidentiel, le terrain de Canaan a été déclaré d'Utilité Publique et ouvert de ce fait à l'installation des sinistrés. Des camps de fortune des débuts, on ne voit plus que les bâches qui servent parfois encore de tonnelle aux cuisines en plein air. Mais les emplacements ont pour la plupart été enclos avec des murs en béton ou des haies vives. Les maisonnettes de parpaing fleurissent un peu partout et donnent un aspect presque agreste à ce faubourg autrefois connu pour le paysage rocaillieux qui caractérise le versant sud de la chaîne du Trou d'Eau.

À Canaan, domine encore un sentiment de précarité lié à l'indétermination de son statut sur le plan foncier. Le fonds étant déclaré d'Utilité Publique, l'État, à travers la Direction Générale des Impôts, délivre des autorisations d'occupation qui ne sont en aucun cas de véritables titres de propriété, même si à la longue l'occupation continue vaut possession taise. Difficile dans ces conditions de donner de la valeur au patrimoine foncier. Une autre indétermination tient à l'appartenance territoriale : Canaan est revendiqué à la fois par Cabaret, Thomazeau et la Croix-



Le quartier de Canaan créé, après 2010...



... au pied de la montagne,

À Canaan, domine encore un sentiment de précarité lié à l'indétermination de son statut sur le plan foncier.

des-Bouquets, les communes limitrophes du site. Certains penchent pour une autonomie communale qui ferait de Canaan une municipalité à part entière. Tout cela crée une insécurité administrative qui ajoute à la précarité d'ensemble du territoire. De là, sans doute, le peu de soins apportés à la construction des maisons et le peu de confort en dépit du coût relativement élevé du bâti. Les latrines sont rares et les gens font le plus souvent leurs besoins dans la nature. Les eaux usées sont évacuées dans la cour en terre battue ou sur la voie publique sans souci de la gêne que cela peut représenter pour autrui. On peut sans détour parler de péjoration des conditions de vie et d'aggravation de la vulnérabilité de certains quartiers autrefois vierges d'habitation. En cas de nouveau séisme, il n'est pas dit que le nombre de victimes serait moindre que ce qu'il a été en 2010, pour les mêmes raisons : constructions précaires, matériaux non appropriés et normes de construction parasismiques non respectées.

Et pourtant, à certains égards, on dénote une amélioration du couvert boisé. Les nouveaux habitants ont planté des vergers et des haies qui produisent aujourd'hui l'effet d'un bocage urbain. Les lots sont délimités de haies d'arbres lorsque l'argent manque pour construire un mur. Une association pousse la population à planter des espèces résistantes à la sécheresse comme le tamarin et le moringa dont les pépinières alimentent le faubourg. Le tamarin est vendu sur le marché. Le moringa pour la consommation locale et l'exportation à travers une ONG locale.

Ce qui caractérise le plus les quartiers périphériques de la capitale, c'est la rareté ou l'incommodité des espaces partagés, comme les voies publiques, les places ou les marchés. Ces espaces publics ne sont pas dimensionnés ni équipés à la mesure du risque sismique. Dans le reste de la ville, la largeur des rues et des trottoirs, l'élévation des bâtiments, la distance entre les édifices, etc. sont calculés selon des règlements d'urbanisme qui existent sur le papier, mais ne sont nulle part



dans un paysage rocailleux...



... compte plus de 200 000 habitants...

© J.M. Théodat

appliqués. La notion même de permis de construire a été vidée de son sens et transformée en taxe à la construction délivrée dans un but d'enrichissement personnel par le personnel des mairies. À Canaan, pas plus qu'ailleurs, ces règles ne sont respectées. Il n'y a ni rues à proprement parler, et encore moins de trottoirs. Il y a quelques initiatives d'aménagement de places publiques, de fixation d'adresses et de détermination des voies. Une géographie de la nuit ferait apparaître l'appropriation exclusive de certains espaces par des groupes de jeunes gens à l'exclusion des filles qui s'y sentent souvent en danger, en particulier lorsqu'elles sont seules. Les marchés se tiennent sur le bord de la voie principale ou, à certaines heures, dans des points qui ne sont ni fixes, ni formelle-

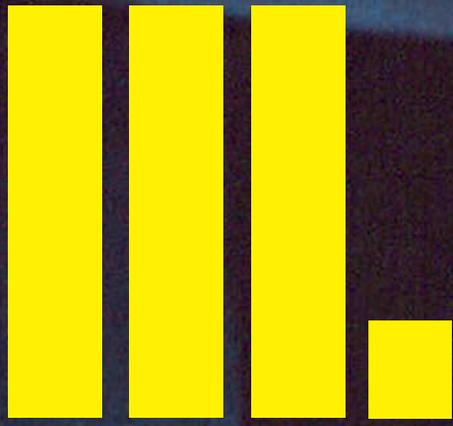
ment indiqués. Comme à la campagne, les marchés apparaissent et disparaissent aux carrefours. Au-delà du cercle de l'expérience privée, du domicile, tout espace non approprié individuellement et personnellement occupé en permanence tombe dans la catégorie des non-lieux où se diluent les règlements et les usages de la ville-centre. À Port-au-Prince, depuis le tremblement de terre, les rues, les trottoirs, les places publiques et les principales artères de la ville sont devenus terra nullius par excellence, investis par des activités informelles qui empiètent sur l'espace public avec une régularité et un systématisme qui bannit l'usage du terme informel pour les assigner à un principe explicatif. La même dynamique prévaut désormais dans le reste de l'agglomération, à Canaan en particulier. De cet émiettement de l'espace public découle l'impossibilité d'une vision commune. Par une dilution des responsabilités communes dans les intérêts privés, on en vient à une perception du risque sismique limitée à un registre magico-religieux où la prière et les offrandes tiennent lieu de parade dans la perspective de la prochaine catastrophe.

Dans ces conditions, la résilience a le goût amer d'une victoire à la Pyrrhus, où la population n'a de réponse qu'autant qu'elle apparaît comme un problème, et non pas comme une opportunité de service aux citoyens. C'est en occupant les places publiques, en menaçant de saccager et de mettre le chaos, que la population attire la bienveillance des autorités. Mais c'est toujours en périphérie qu'elle finit par se retrouver. Loin de tout, donc soumise à l'arbitraire des fournisseurs de services plus chers et de moins bonne qualité. Dans la perspective géographique du renforcement des capacités des gens comme seul moyen de renforcer les capacités et l'attractivité des lieux, Canaan est mal parti. Dans la lutte des places, son rôle est condamné à être celui du dortoir insalubre où la population ne rêve que de fuir. La résilience est alors tout ce qu'il reste lorsque l'État est absent de l'espace public.



Maison dans le quartier de Canaan.

© J.M. Théodat



Dynamiques et économique de la recons



politiques ues truction

Après les actions dictées par l'urgence S.E. Kep Chuktema raconte les étapes d'une reconstruction durable, S.E. Mann Choeun insiste sur l'importance d'une politique du logement et S.E. Ek Sonn Chan explique comment apporter de l'eau potable à tous. En miroir, Nadine Umutoni Gatsinzi nous raconte la reconstruction de Kigali après le génocide.

Un Atelier de confection à Phnom Penh, à la fin des années 1990.

Agir pour reconstruire : Le développement de Phnom Penh de 2003 à 2013

De 2003 à 2013, Phnom Penh connaît un essor sans précédent. Après l'urgence de la reconstruction, la capitale cambodgienne est entrée dans une ère de modernisation plus pérenne. **PAR S.E. KEP CHUKTEMA**

L'an 2000 est un tournant important pour le Cambodge. Cette année-là marque l'ouverture vers une période de paix et de stabilité politique et sociale qui a permis l'amorce d'une phase de développement urbain sans précédent. La population croît alors rapidement, pour atteindre 1 million d'habitants en 2003 avec pour corollaires l'augmentation du trafic automobile et les premiers embouteillages, ainsi qu'une demande croissante pour de meilleurs logements. En s'étendant, la ville manque de capacités d'approvisionnement en eau et en électricité et le système de drainage est incapable de répondre à la demande et de faire face aux inondations annuelles causées par la mousson.

PRIORITÉ AU DÉVELOPPEMENT DE PHNOM PENH (2003-2008)

C'est dans ce contexte que, le 10 février 2003, je suis nommé gouverneur de la ville de Phnom Penh par Samdech Akka Moha Sena Padei Techno Hun Sen, qui tenait à un développement plus rapide mais aussi plus durable de la capitale cambodgienne. La ville couvre alors 378 km² et est divisée en 7 *khans* (districts). Au cours de ces cinq premières années (2003-2008), mes priorités ont été d'assurer la sécurité publique et le calme dans la ville après une période politique trouble pendant laquelle l'Ambassade de Thaïlande ainsi que des commerces thaïlandais ont été saccagés par la population. Après avoir rétabli la paix en ville,

je me suis attaché à améliorer le bien-être de la population et l'esthétique de la ville. Le développement des infrastructures était l'axe principal de mon action.

La modernisation et l'extension de l'Aéroport international de Phnom Penh – Pochentong

Au sortir d'une longue période de conflit, il fallait réhabiliter les infrastructures de transport, en particulier l'aéroport. À l'issue d'un appel d'offre international, le Gouvernement Royal du Cambodge sélectionne une société franco-malaisienne, la *Society Cambodia Airports* (SCA), dont les actionnaires sont le groupe VINCI et Muhibbah, et signe le 6 juillet 1995 un des premiers PPP¹s au monde dans le domaine aéroportuaire. Il incombe à la SCA de financer, développer, construire, gérer et exploiter l'aéroport de Phnom Penh jusqu'en 2040. Les débuts sont modestes avec un trafic autour de 600 000 pax/an. Une première réhabilitation et modernisation de la plateforme démarre vraiment en 2002-2003, compte tenu des événements politiques internes et de la crise asiatique de la fin des années 1990 qui ont retardé les programmes d'investissement. Un premier terminal est construit à la place du hangar militaire qui en faisait office jusque-là. Il est achevé en 2003 avec l'ouverture d'une aérogare d'une capacité de plus de 4 millions de pax/an, d'un terminal cargo et la rénovation de la piste (runway et taxiway) pour accueillir les gros porteurs et pour fluidifier les mouvements des avions. Par ailleurs, des extensions successives des aires de stationnement des avions sont réalisées, puis enfin, l'extension de l'aéroport avec la création de nouvelles pistes dotées d'un système de drainage pour leur protection contre les inondations.

Amélioration de la voirie

Une politique de décentralisation a été appliquée pour la première fois au cours de mon premier mandat. Le gouvernement central a progressivement délégué des responsabilités accrues, administratives et financières, aux administrations locales. Avec ce nouveau mode de gouvernance, une contribution financière volontaire des habitants pour la rénovation de leur quartier a été instaurée. Cette idée novatrice a été suggérée par le Premier Ministre lui-même. Sachant que l'État ne serait pas en mesure de financer 100% de la réfection des ruelles et des petites rues de la ville, un mode de financement appelé 50/50, sur un principe de contribution libre et volontaire, a été proposé à la

Il était important pour moi d'offrir à la population des espaces où ils puissent passer agréablement leur temps libre, se détendre et faire de l'exercice.

population. Les habitants contribuent pour moitié au coût des travaux, le reste est financé par la municipalité. Les travaux sont planifiés par les conseils communaux locaux et inscrits dans le plan annuel du sangkat. Cette action réunit tous les habitants d'une rue ou d'une ruelle. Si un accord est trouvé entre tous, alors la contribution des habitants rentre dans le plan. L'habitant devient ainsi un maître d'ouvrage. Des groupes de contrôle de la construction sont



12h à environ 3 à 6 heures. Cette durée aurait pu être encore réduite si l'habitude prise par la population de jeter les déchets directement dans les bouches égouts avait pu être changée.

Amélioration des parcs et jardins publics

Les plus importants espaces «verts» publics se trouvaient autour du Monument de l'indépendance et du Palais Royal, mais leur sol en latérite et leur manque d'entretien ne rendaient pas ces espaces confortables. J'ai donc œuvré, avec mes équipes, à la création de nouveaux espaces verts, tout en améliorant l'hygiène et l'esthétique des anciens. Des jets d'eaux ont été ajoutés devant le Wat Botum et autour du Monument de l'Indépendance. Les aires de parking autour du Wat Phnom ont été reconverties en jardin public et en terrains de jeux. Les parcs publics en face de l'Institut de technologie du Cambodge, de l'aéroport, autour du monument de l'Indépendance, du Wat Phnom et en face du Palais Royal ont été rénovés. J'ai pu ainsi, à ma grande satisfaction, multiplier par trois les espaces verts et augmenter le budget disponible pour leur entretien. Il était important pour moi d'offrir à la population des espaces où ils puissent passer agréablement leur temps libre, se détendre et faire de l'exercice.

La mise en œuvre de mon premier plan quinquennal devait aussi répondre à de nombreux défis, tels que : i) le manque de fonds pour déployer toutes les activités prévues (un budget annuel de développement de 20 millions de dollars US alors qu'il en aurait fallu 3 fois plus) et un budget limité pour l'amélioration des infrastructures ; ii) une situation politique tendue après les élections qui a retardé le processus de formation du nouveau gouvernement et donc la mise en œuvre de projets ; iii) un manque de ressources humaines qui impacta beaucoup la mise en œuvre des travaux urgents. Sur ce point, le Cambodge a heureusement été soutenu depuis 1990 par la Ville de Paris qui a organisé une coopération technique permanente entre les techniciens municipaux de Paris, l'Atelier parisien d'urbanisme et les techniciens de Phnom Penh. Cette coopération, soutenue financièrement par l'Union européenne et le gouvernement français, a permis de former des techniciens et d'élaborer un plan de développement de la ville. iv) enfin, une croissance très importante de la population et de l'économie de la ville, qui a entraîné une demande accrue d'infrastructures performantes, une meilleure gestion des ordures, une meilleure alimentation en eau et en électricité, ainsi que davantage d'activités de loisirs.

CONSOLIDATION ET ACCÉLÉRATION DU DÉVELOPPEMENT (2008-2013)

Tirant les leçons de mon premier mandat et anticipant les nouvelles exigences de la population, je me suis efforcé de consolider l'encadrement du développement urbain.

constitués. Ainsi des petites ruelles et routes ont-elles été rénovées avec succès dans tous les sangkats. Ce fut une des premières applications locales du plan national de décentralisation qui visait à renforcer la transparence et la bonne gouvernance. Pour avancer vite et bien sur la rénovation des grandes rues, qui nécessitait des budgets beaucoup plus importants qu'il fallait en même temps réduire, un système de construction des chaussées a été établi en prenant appui sur une innovation technique, une « armature » en bambou à la place de l'acier. Pour cela, nous avons suivi les conseils techniques donnés par des techniciens internationaux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette solution a permis de faire les travaux, tout en ayant conscience qu'elle représentait une résistance inadaptée aux poids lourds et une durabilité moindre par rapport à une structure en acier, mais tout de même suffisante pour le passage de la plupart des véhicules.

Les voies, et notamment les routes-digues périphériques, ont été élargies et asphaltées pour permettre l'amélioration de la circulation. Des feux de signalisation plus nombreux et de meilleure qualité ont été déployés pour assurer plus de sécurité au trafic routier. Avec l'amélioration des voies publiques et des routes, nous avons constaté une amélioration de la qualité de vie de la population et la multiplication des implantations d'usines en périphérie.

Amélioration du système de drainage de la ville

En 2006, le projet de rénovation du canal de drainage du lac de Boeng Trabek s'est terminé grâce au financement de la Japan International Cooperation Agency (JICA). Ce projet visait à réduire les inondations dues aux fortes pluies, depuis le marché de Kandal jusque devant le Palais Royal et l'ancienne Assemblée Nationale. Ce fut un succès. Les inondations furent grandement réduites et la durée de stagnation des eaux passa de plus de



Haut :
Construction du pont sur le Tonlé Sap qui relie la digue de Kop Srov à la route nationale N°6, 2008

Bas :
Rénovation d'une route dans un district périphérique, 2008



Relocalisation et réinstallation des habitants vivant dans des zones précaires:

Environ 100 000 habitants des zones d'habitats précaires, vivant notamment à Borei Keila, ainsi que sur le front du Bassac et au Boeung Kak, ont été relogés dans de nouveaux quartiers de Phnom Penh après trois années d'efforts. Un financement de plus 20 millions d'euros de l'aide internationale a pu un peu améliorer les conditions de vies pour les habitants du Bassac relogés sur le nouveau site à Kmouing, après qu'un grand incendie ait ravagé leurs logements en 2001. Grâce à ce financement, le gouvernement cambodgien a été en mesure d'acheter des terrains et de construire les infrastructures nécessaires pour établir un réseau routier, et apporter aux populations déplacées un approvisionnement en eau et en électricité.

Rénovation des infrastructures:

Un effort accru pour la rénovation et la modernisation des infrastructures était une priorité de la municipalité, particulièrement pour l'amélioration du réseau de voirie et des routes périphériques dotées désormais d'un revêtement d'une épaisseur de plus de 2,5cm, notamment la route qui joint Tuol Kork au Grand Phnom Penh, la route de Veng Sreng jusqu'à Kandal, ainsi que la rénovation des axes importants tels que le Boulevard de Russie ou la route 271. De nouveaux ponts ont aussi été construits, tel que le pont Monivong et les 3 ponts aériens de Kbal Tnol, 7Makara et Steung Meanchey, qui ont permis de gérer un trafic intense. En effet, plus de 179 000 voitures et 1 million de motos sont en circulation dans les rues de la capitale, contre 23 000 voitures en 2005. La protection de la ville contre les inondations et la collecte des eaux usées ont reçu la même attention.

L'Amélioration de l'approvisionnement en eau et en électricité:

Électricité du Cambodge (EDC) et la Régie Des Eaux de Phnom Penh ont été dotés de budgets autonomes, distincts du budget de développement de la ville. Cela leur a permis de bénéficier de programmes d'aide internationale supplémentaires. En tant que Président du conseil d'administration de la régie des eaux, je me suis beaucoup impliqué dans la supervision des travaux d'accès à l'eau potable pour toute la ville, et en particulier ceux favorisant la desserte des zones périphériques qui avaient des besoins importants d'accès à l'eau (connections des zones lointaines comme Steung Veng Sreng ou Chba Ampov au sein desquelles des usines de traitements des eaux usées ont été installées).



Haut:
Site de
relogement
des populations
des squats
du centre-ville

Bas:
La nouvelle ligne
à haute tension
le long de la rue
Oknha Mong
Reththy, 2009

Expansion de la ville et équipements publics:

La population de la ville a atteint 2 millions d'habitants en 2013 et la demande de logements a suivi. 10 000 nouveaux logements chaque année étaient nécessaires. En réponse à cette croissance démographique rapide, nous avons étendu la capitale de 378 km² à 678 km² en intégrant 20 communes de la province de Kandal.

Des écoles, des hôpitaux et des marchés ont été créés à la périphérie pour répondre aux besoins des nouveaux habitants de ces secteurs. Des efforts importants ont été déployés pour créer des jardins et des espaces verts, car une ville sans verdure n'est pas une ville. Des zones d'entraînement sportif en plein air et une aire de jeux pour enfants ont été installées. Plus de 40 000 arbres ont été plantés dans la ville. Des monuments dédiés aux érudits et héros cambodgiens ont été créés pour rappeler la grandeur de nos ancêtres. Ils sont peu à peu devenus des points d'attraction touristique.

Phnom Penh a donc connu des transformations



importantes au cours des dernières années de mon mandat. Le secteur privé a beaucoup investi dans le développement de villes satellites² de standard international, équipées d'écoles, d'hôpitaux et de centres commerciaux. Ces investisseurs privés ont construit plus de 80 autres complexes résidentiels et de nombreux immeubles de grande hauteur sont apparus dans le paysage de Phnom Penh, répondant aux besoins de nouveaux espaces de vie, de travail et de commerce.

Le chantier de rénovation du Marché Central, 2009

Camko City, condominium en construction, 2009.

Le développement de Phnom Penh était un défi entre la préservation de sa beauté traditionnelle et son développement plus moderne. Aujourd'hui, il est facile de construire des bâtiments de 40 étages, mais la protection des sites, des pagodes et des bâtiments anciens est tout aussi importante, car on ne peut pas les reconstruire. Par conséquent, des règlements pour déterminer des zones de protection ont été établis pour interdire, par exemple, les constructions de grande hauteur autour du Palais Royal et dans la zone située à l'est du boulevard Norodom. Un autre défi consistait à préserver la qualité de l'environnement pour les habitants, ce qui a amené la municipalité à construire davantage de parcs et de jardins le plus rapidement possible.

Depuis 2004, pour tous les efforts faits pour son développement au cours de ces 10 dernières années, Phnom Penh a reçu de nombreux prix internationaux, délivrés par des organisations respectables³.



1. Un PPP est un accord de Partenariat Public-Privé passé entre une entreprise privée et un gouvernement, généralement via une entreprise publique.

2. Six villes-satellites créées: Camko City, Koh Pich, Boeung Snaor, Chroy Changvar, Boeung Kak et Grand Phnom Penh.

3. 2004: Prix de la BAD (Eau pour tous) reçu à Manille; 2005: World Leadership Awards, catégorie de rénovation n° 1, planification pour un boom démographique, Londres, Royaume-Uni; 2006: Asie Pacifique

du maire Sommet sur l'environnement, Melbourne, Australie; 2007: Les World Leadership Awards Rénovation environnementale locale, Londres, Royaume-Uni; 2008: Prix de la ville écologiquement durable de l'ANASE, Hanoi, Vietnam; 2009: Prix Sambo-Japon (YSH) à l'UPDF, Tokyo, Japon; 2011: Prix de l'ASEAN pour la durabilité de l'environnement, Bali, Indonésie

Après 1993, gérer l'habitat pour le retour des réfugiés et les populations pauvres

1979, retour de la population dans Phnom Penh; 1992, retour des réfugiés; 2000, des milliers de familles dans des logements très précaires; une politique volontariste et coordonnée va assurer le relogement des populations pauvres. **PAR S.E. MAN CHOEUN**

LE RETOUR DE LA POPULATION

Les habitants des villes déportés dans les coopératives agricoles ont plus particulièrement souffert pendant le régime des Khmers rouges. Un grand nombre d'entre eux sont morts de faim de maladie ou bien ont été exécutés entre 1975 et 1979.

A partir de 1979 et jusqu'en 1991, deux catégories de population retournent à Phnom Penh, d'un côté les anciens Phnom Penhois évacués en 1975, et de l'autre, les populations déplacées d'une province à une autre qui transitent et logent temporairement dans la ville avant de repartir vers leur village natal. Phnom Penh devient alors un lieu de transit et de rencontre pour toute la population dont la plus grande part a perdu des proches et cherche à retrouver des membres de sa famille. La ville est le lieu qui permet de disposer des sources d'informations, de recouper les rumeurs, de faire le tri entre le vrai et le faux. Chaque information sur sa famille, des amis ou des proches représente une source d'espoir ou de désespoir. Les gens écrivent des messages sur les murs pour se contacter et se retrouver. Les murs des bâtiments situés sur les grands carrefours des boulevards comme Monivong ou Sihanouk sont utilisés comme panneaux d'affichages des annonces. Chacun utilise des lieux particuliers en association avec son histoire personnelle.

Après la signature des accords de paix de Paris en Octobre 1991, les populations venant des cam-

pagnes affluent massivement à Phnom Penh. D'une extrême pauvreté, ils s'installent sur les terrains publics, le long des voies ferrées, sur les bas-côtés des routes et les berges des canaux, ainsi que sur les terrains à risques, notamment les berges inondables. Les quartiers d'habitat précaires se développent ainsi rapidement. Il en est de même sur les toits terrasses des immeubles et dans tous les lieux où il est possible de construire une paillote ou une petite maison avec des matériaux de récupération.

La gestion administrative de la population commence seulement à ce moment-là, avec l'apparition de tableaux d'enregistrement et de recensement de la population.

De plus, durant la période où le pays est sous administration de l'UNTAC, de 1991 à 1993, le programme de rapatriement des populations réfugiées rassemble et centralise toutes les populations à Phnom Penh pour ensuite les rediriger vers les campagnes. Les gens reçoivent une compensation financière pour leur réinstallation dans les provinces mais la plupart des gens arrivant des camps de réfugiés vont rester à Phnom Penh et ne plus en repartir. Les arrivées dans la ville sont alors continues et en constante augmentation.

Après 1979, lors de leur retour à Phnom Penh, les survivants avaient trouvé facilement des logements car ils étaient tous vides. Environ 500 000 personnes se sont ainsi installées entre 1979 et 1991. A partir de 1991, pour ce deuxième contingent, moins de logements étaient disponibles et leur accès est devenu plus sélectif et restreint en raison de la restauration de la propriété privée à partir de 1989 qui a recréé la possibilité de vente et d'achat de logements et de terres.

L'arrivée des Nations Unies et des organisations internationales va mettre en circulation une masse monétaire importante et la demande de logements pour leurs personnels va réactiver ce marché immobilier. Deux modes de transactions cohabitent alors: les ventes directes d'un bien immobilier en échange de devises, et un système de troc avec échange de biens, de métaux ou pierres précieuses. Ce système à deux vitesses va rapidement multiplier les zones d'habitations précaires et insalubres où se regroupent les populations les plus pauvres qui ne peuvent accéder au marché immobilier « officiel ».

Une enquête conduite en 2009 par la ville de Phnom Penh en partenariat avec les ONG locales montre que les populations rentrant des camps de réfugiés avaient encore, en 1993, d'autres choix que de vivre sur des terrains à risque: seulement 1,34% des habitants de Phnom Penh sont installés le long des voies ferrées, 1,16% sur les bords de routes, 2,21% sur les berges, 0,89% sur les canaux de drainage.

AU MILIEU DES ANNÉES 1990, LE LOGEMENT DEVIENT UN DÉFI.

L'expansion des zones d'habitat illégal va devenir un défi. Tout le réseau de drainage des eaux étant bloqué, il était nécessaire de le rénover. La première campagne de travaux touche immédiatement les gens qui habitent le long des canaux et



Habitat précaire sur les berges d'un canal.



Maisons sur l'emprise du chemin de fer.



L'expansion des zones d'habitat illégal va devenir un défi.

Après l'incendie du Bassac, l'attente des aides, 2001.

Maisons en feu sur le toit de l'immeuble Tan-Pa, 2003.



© PPWSA

engendre des manifestations de protestation, les habitants refusant de se déplacer et empêchant la réalisation des travaux en bloquant l'accès aux engins de chantier.

Selon le nouveau plan établi par le gouvernement, si les municipalités envisageaient des développements urbains sur ces terrains, les habitants illégaux devaient être expulsés de leurs lieux de résidence et être réinstallés ailleurs avec leur consentement. La municipalité de Phnom Penh avait pris des mesures administratives pour cela et décidé de faire appel à la force et aux bulldozers pour démolir des maisons. Ces actions ont parfois conduit à des affrontements entre les autorités et les habitants. Ces évictions forcées parfois assorties de violences ont été arrêtées suite aux critiques émanant d'organisations de défense des Droits de l'Homme.

Cette situation a amené les organisations internationales à mobiliser plus de fonds pour finan-



© PPWSA

Recensement des populations inondées à reloger.



Quartier d'habitat précaire avant et après reconstruction.

cer les relogements des populations résidant dans des espaces publics et sur les terrains à risque car en 2003, près de 60% des habitats précaires se trouvent encore sur des terrains à risques.

De plus, en 2002 et 2003, plusieurs incendies ont ravagé les quartiers d'habitat précaire situés sur le toit de l'immeuble Tan Pa (200 familles) et sur le Front du Bassac (3000 familles). Il fallait donc aussi agir dans l'urgence. Cela amena, en 1998, les premières demandes du gouverneur de Phnom Penh, S.E. Chea Sophara, au Premier Ministre de créer un budget spécifique destiné à l'acquisition des terrains à l'extérieur de la ville pour des sites de relogement et pour la construction de logements et d'écoles.

Une gouvernance spécifique de ces actions a été mise en place avec la création d'un comité qui rassemblait les donateurs, les ONG et les communautés d'habitants autour de la municipalité de Phnom Penh. Une stratégie de coordination et une méthode de travail ont été définies. Les habitants se sont organisés en association communautaire et un système de micro-crédit a été mis en place. Par ailleurs, les jeunes architectes du Bureau des Affaires Urbaines ont aidé à établir les relevés des maisons sur les sites à déplacer pour préparer les plans de relocalisation.

Le projet de développement communautaire Mean Chey, en 1998, fut le premier projet de relocalisation de maisons dans le sangkat Toul Svay Prey I, dans le district de Chamkarmon. Ce projet, élaboré en concertation avec les associations communautaires, a permis l'acceptation par les habitants de la méthode employée par le gouvernement et la confiance des pays donateurs et des agences internationales. Ce premier projet a été considéré comme un modèle et a ensuite été dupliqué auprès de nombreuses autres communautés, telles que Monorom I, Toul Sombo, Kork Khleang I et Kork Kheang II, Toul Rakarkos et le Chungruk. village, puis Anlong Korng.

EN CONCLUSION, QUELQUES PISTES DE SOLUTIONS ?

1/ Les actions de relogement nécessitent un travail conséquent de préparation et de mise en œuvre. La première étape consiste à recenser les familles à reloger et à comprendre leurs problèmes et leurs besoins spécifiques. Cette action

a permis d'établir des statistiques qui ont servi de base aux programmes de réinstallation et de relogement. La seconde étape consiste à sensibiliser les familles au micro-crédit pour leur permettre d'épargner pour assumer le coût du nouveau logement.

Il fallait un budget important pour le développement d'une stratégie de réduction de la pauvreté urbaine car les habitants à reloger sont souvent économiquement très vulnérables. Un fonds de crédit a donc été constitué et sa gestion a été confiée par les autorités publiques à l'organisation UPDF (Urban Poor Development Fund) en collaboration avec l'Asian Coalition for Housing Rights. Cela a été possible car les actions de la municipalité de Phnom Penh ont été menées en étroite collaboration avec UN Habitat, les ONG, le secteur privé et les communautés d'habitants avec l'aide du Programme de Nation Unies pour le développement (PNUD) et le département de développement international du gouvernement anglais.

2/ Après les réinstallations, les problèmes auxquels les personnes sont confrontées proviennent de leur grande pauvreté. Les sites de relocalisation manquent d'assainissement, d'eau potable, d'électricité, d'écoles et de services de base. Cela leur donne le sentiment d'être abandonnés par le gouvernement. C'est pourquoi l'accompagnement des populations relocalisées par les associations communautaires qui font le lien avec les autorités locales est important pour la réussite de ces actions.

3/ Les communautés d'habitants après s'être organisées, ont été reconnues par le ministère de l'Intérieur, en tant que village légal pouvant bénéficier des budgets locaux et leurs habitants jouir de leurs droits civiques tels que la régularisation des papiers d'identité et le droit de vote.

4/ Le travail coordonné entre tous les acteurs a été la solution pour mettre en œuvre une stratégie acceptable et acceptée par tous. Cela a permis d'établir un climat de confiance avec les organisations internationales qui aident à la réduction de la pauvreté par «l'accès de tous à un logement pérenne».

5/ Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement cambodgien et la municipalité consacrent un budget non négligeable chaque année à la relocalisation des populations pauvres pour leur bonne intégration dans la société.

La régie des eaux de Phnom Penh, renaissance, réforme & développement durable

Fournir de l'eau potable à tous les habitants, même les plus pauvres, tel a été le défi relevé par la Régie des Eaux de Phnom Penh en mettant en place un mode de gestion exemplaire. **PAR S.E. EK SONN CHAN**

En 1975, la période révolutionnaire et génocidaire des Khmers rouges a commencé. La capitale a été entièrement vidée de ses habitants. L'administration Khmère rouge s'y est installée mais durant quatre ans, les installations destinées à l'approvisionnement en eau potable n'ont pratiquement pas fonctionné et il en a résulté un niveau de dégradation élevé. Le régime des Khmers rouges a été chassé de Phnom Penh en 1979 et les habitants ont commencé à revenir dans la ville. Les installations d'eau abandonnées ont été remises en service, mais de manière désorganisée.

DES DÉBUTS TRÈS DIFFICILES

En 1992, la situation était toujours un cauchemar pour tout résident de Phnom Penh. Les installations d'eau étaient encore en grande partie inutilisables. La Régie des Eaux de Phnom Penh (RDE) ne pouvait produire qu'environ 65 000 m³ d'eau potable, soit environ 40% de la capacité de l'installation. Cela ne pouvait desservir que 25% environ des résidents de Phnom Penh. Seule une partie de l'eau distribuée aux ménages, par le biais d'un réseau de distribution en fonte de 288 km, arrivait jusqu'aux immeubles. En effet, les habitants revenus dans la ville ponctionnaient une partie de cet approvisionnement par l'intermédiaire de 1945 puits qu'ils avaient eux-mêmes creusés¹. Ces puits venaient directement percer



© PPWSA

Des branchements illégaux sont réalisés directement sur le réseau souterrain.

« connexion spaghettis ». Ce système de débrouille que les habitants utilisaient pour se connecter dans les années 80 ne permettait pas au réseau de bien fonctionner car le nombre important de puits, auquel il faut ajouter les fuites, entraînait un fort affaiblissement de la pression dans tout le réseau. Cela empêchait l'acheminement de l'eau jusqu'aux habitations normalement connectées. En outre, le service public ne pouvait récupérer le paiement que de 48% de l'eau produite en raison d'un fichier clients erroné et obsolète, d'une consommation non mesurée, ainsi que d'une faible volonté et de la corruption des collecteurs. Seulement 25% environ de l'eau produite génère des revenus effectivement collectés. Ceci explique pourquoi le service public n'était pas en mesure de rémunérer raisonnablement son personnel. Le salaire à l'époque ne s'élevait qu'à un dollar par jour. Comme la RDE n'a jamais pu payer la facture de l'électricité nécessaire au fonctionnement de l'usine d'eau potable, elle a été déclarée en faillite.

LA REPRISE EN MAIN

En 1993, la situation était propice au lancement d'une stratégie de réforme. Après les élections générales de Juillet 1993 assistées par l'ONU, le gouvernement élu adopta une stratégie d'économie de marché et le service des eaux devint éligible à l'aide internationale. Le service public a alors reçu des subventions du PNUD, de la France et du Japon pour le renforcement des capacités

Chaque famille installe son tuyau d'arrivée d'eau.



© PPWSA



Les travaux d'installation du réseau d'eau potable (PPWSA).



Photographies des familles au moment du raccordement.

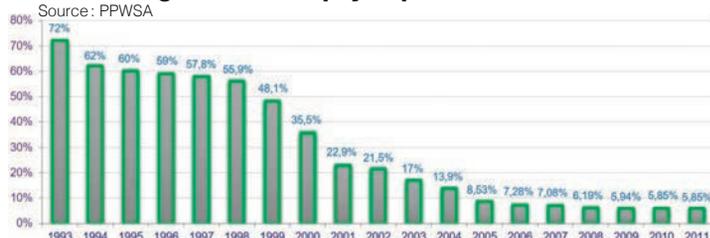
© PPWSA

institutionnelles et des projets d'urgence. J'ai été chargé de diriger la RDE le 11 septembre 1993. Pour faire face à la situation désastreuse précitée, j'ai mis en place un groupe de travail composé d'un personnel jeune, dynamique, éduqué et très motivé. Dans un premier temps, nous nous sommes concentrés sur trois actions principales qui constituaient le plan de relance : (i) changement de culture, (ii) efficacité opérationnelle et (iii) développement durable. Pour changer de culture, nous avons pris la devise des trois mousquetaires : « un pour tous, tous pour un ». Nous suivions aussi le principe suivant : « l'exemple vient d'en haut ». Pour changer l'état d'esprit et motiver les personnels, nous avons formé tous les états-majors, offert une rémunération raisonnable, créé des mesures d'incitation justes et une discipline sans faille accompagnée de sanctions strictes. Pour pouvoir fournir de l'eau à nos populations avec des tarifs abordables, nous savions que nous devons être efficaces dans toutes les opérations. Nous nous sommes concentrés particulièrement sur les économies d'énergie et la réduction des pertes en eau, en particulier les pertes commerciales, en luttant pour éliminer les raccordements

illégaux. Pour que le paiement des factures devienne une réalité, nous avons mis à jour en urgence le fichier des abonnés, compté chaque connexion et informatisé le système de facturation dès 1994 au moyen d'une subvention française. Trois ans après le début de notre réforme, la situation a commencé de s'améliorer. Le personnel était motivé pour travailler pour le bien commun. La production augmentait, les pertes en eau diminuaient et les revenus devenaient suffisants pour recouvrir la majeure partie des coûts avec une rémunération raisonnable du personnel. En 1997, le gouvernement a promulgué une loi visant à conférer une autonomie administrative et financière à la RDE qui changea alors de nom et devint la Phnom Penh Water Supply Authority (PPWSA). Comme le tarif de l'eau était de 250 riel/m³ pour les utilisateurs domestiques et de 700 riel/m³ pour les consommateurs commerciaux, ce qui était trop bas par rapport aux coûts de production, le gouvernement a autorisé la PPWSA à réviser son tarif. En janvier 1997, un tarif global de subventions croisées a été décidé puis révisé en janvier 2001. Nous avons toujours pensé que les tarifs devaient refléter à la fois

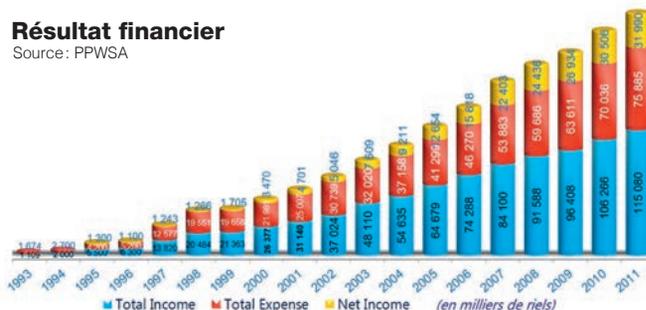
Pourcentage d'eau non-payée par an

Source : PPWSA



Résultat financier

Source : PPWSA



les recettes et l'efficacité des entreprises, tout en restant abordable pour tous.

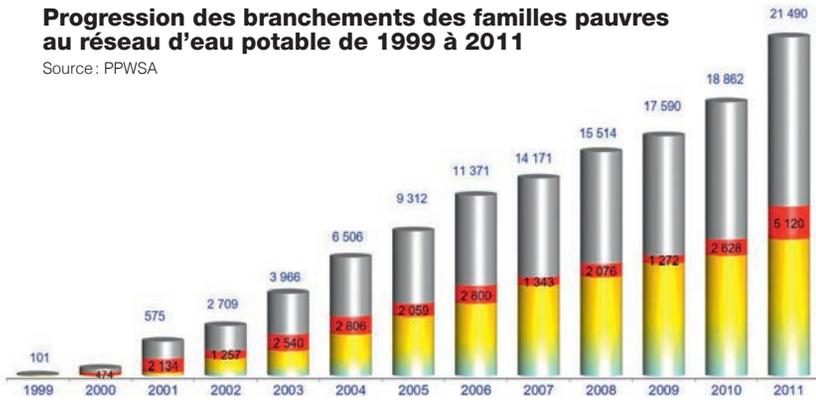
Dans cette nouvelle ère, avec l'aide de la France, du Japon, de l'Asian Development Bank et de la Banque Mondiale, nous avons entamé une expansion dynamique de nos opérations dans les domaines de la production, de la distribution et des branchements au réseau de la clientèle, tout en continuant à développer l'efficacité des opérations. Sur une période de 18 ans, nous avons réussi à réduire les pertes en eau de 72% en 1993 à 5,9% en 2012. Au cours de la même période, la base de données des abonnés est passée de 26881 connexions de service à 220000 et le réseau de distribution d'eau de 288 km à 2000 km. De même, la couverture du service de l'eau est passée de 20% à 90% et le taux de recouvrement des recettes a atteint 99,9%. Plus important encore, le personnel de PPWSA a reçu une rémunération beaucoup plus élevée que celle des autres fonctionnaires. PPWSA a finalement réussi à assurer la durabilité de ces résultats.

DE L'EAU POTABLE POUR TOUS

Bien que nous ayons étendu la couverture des services, nous n'avons jamais délaissé les populations vulnérables. Auparavant, les pauvres avaient très peu de chance d'accéder à l'eau de la ville. Sans raccordement au réseau, ils payaient leur eau beaucoup plus chère que n'importe quel autre citoyen car ils étaient obligés de passer par l'intermédiaire des vendeurs d'eau. À partir de 1999, avec l'aide des donateurs, en particulier de la France via les

Progression des branchements des familles pauvres au réseau d'eau potable de 1999 à 2011

Source : PPWSA

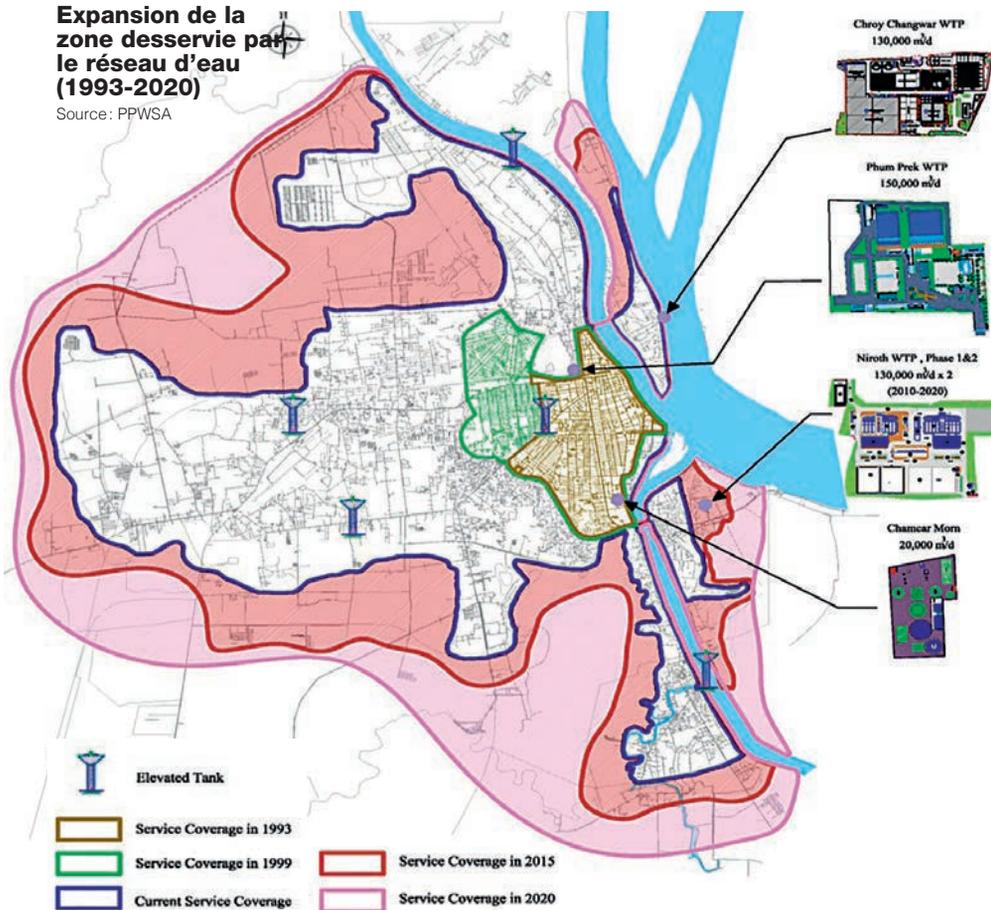


Fonds de l'Eau (fournis par les agences de l'eau de France) et la Mairie de Paris, PPWSA a pu offrir une réduction de 20% sur les frais de connexion pour les pauvres et permettre le paiement par versements étalés sur 20 mois. En 2003, en raison de résultats financiers positifs et avec l'aide des Fonds de l'eau français, nous avons lancé un nouveau programme intitulé «Eau pour tous» qui subventionnait les frais de raccordement à 30%, 50%, 70% ou 100%, le pourcentage étant basé sur un critère d'évaluation sociale fait par un comité mixte. Nos tarifs ont été réduits grâce à une approche de subventions croisées. En conséquence, plus de 100 communautés d'habitants de Phnom Penh ont eu un accès direct à l'eau potable par le réseau PPWSA. En 2011, plus de 70% des 21 490 connexions effectuées était des connexions que l'on appelait sociales, car elles étaient destinées en majorité à des familles vulnérables sans moyen, donc subventionnées. Cette politique a eu des effets très importants sur la santé et le bien-être des familles, notamment sur la réduction des épidémies dues aux maladies hydriques. Elle a également permis de libérer des milliers de femmes et d'enfants du fardeau de la recherche quotidienne d'eau.

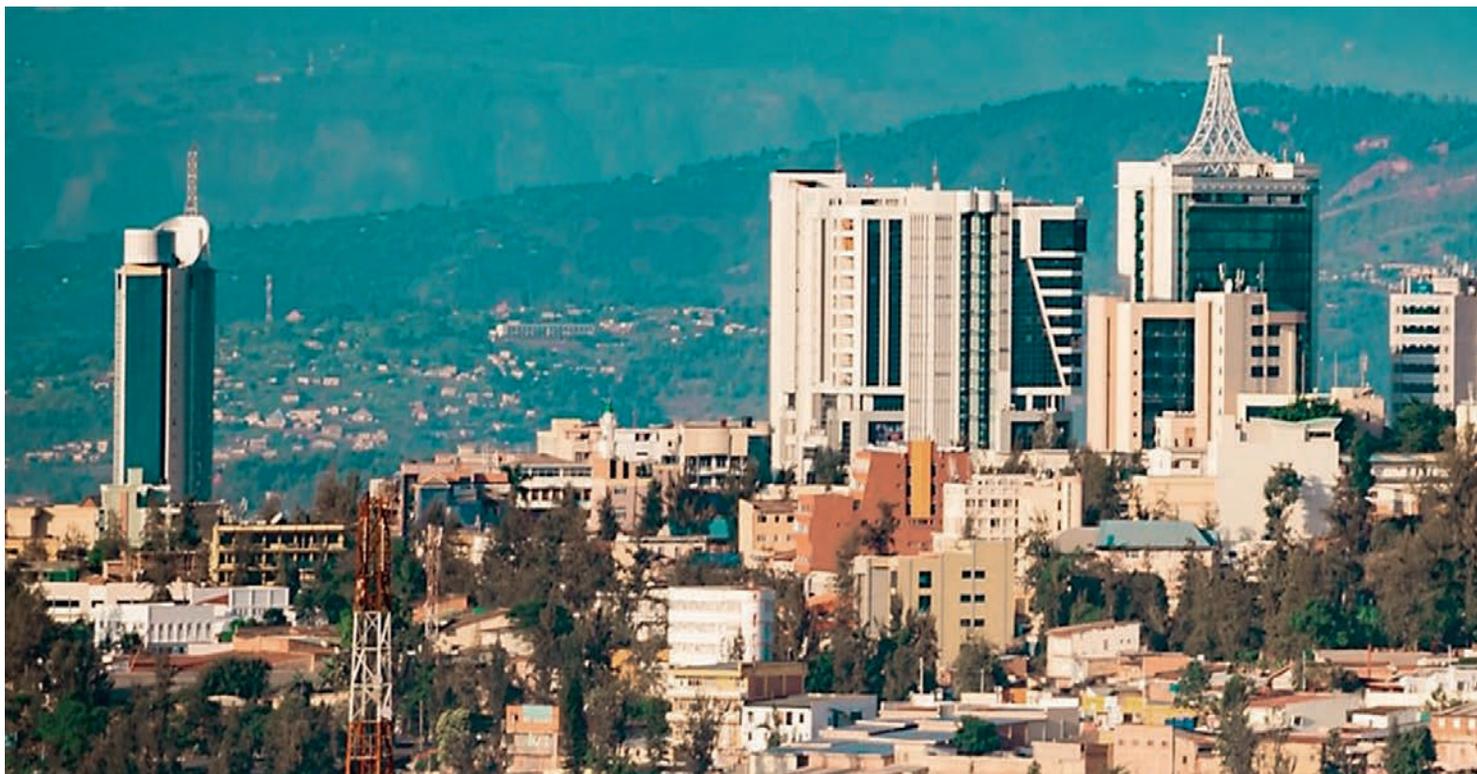
Enfin, je conclurai en disant que la PPWSA est née d'une situation très difficile, où 20% seulement des ménages pouvaient recevoir de l'eau, et encore de façon intermittente. Elle est maintenant devenue l'un des services d'approvisionnement en eau potable les plus performants de la région. Cette réalisation a été possible pour trois raisons principales: (i) la stabilité sociale et politique et la volonté politique du gouvernement, (ii) l'assistance des partenaires de développement et (iii) la bonne gouvernance «Équitable pour tous, ferme envers les objectifs et Foi envers les dirigeants et subordonnés» mise en œuvre par une équipe engagée, dotée d'un esprit d'entreprise fort et de service public dédié.

Expansion de la zone desservie par le réseau d'eau (1993-2020)

Source : PPWSA



1. Diagnostic effectué au début de mon mandat pour recenser tous les trous creusés par comptage.



Regard sur la reconstruction de la ville de Kigali

Kigali, capitale du Rwanda, a relevé de nombreux défis depuis le génocide de 1994. En un peu plus de 25 ans, elle est devenue l'une des capitales les plus dynamiques du continent africain. **PAR NADINE UMUTONI GATSINZI**

Kigali, fondée en 1907 en tant que petit avant-poste colonial ayant peu de liens avec le monde extérieur, a maintenant plus de 100 ans. Peuplée de plus de 1,6 million d'habitants, la Ville de Kigali est aujourd'hui, non seulement la capitale nationale, mais aussi le principal centre d'affaires et commercial du pays. La métropole rwandaise est aussi l'une des capitales africaines les plus propres et les plus sûres, et les projections indiquent que sa population pourrait atteindre 5 millions d'habitants en 2050.

1994, UN PAYS DÉVASTÉ

Toutefois, il y a 25 ans, juste après l'arrêt du Génocide contre les Tutsi et la libération du Rwanda par le Front Patriotique Rwandais le 04 Juillet 1994, le Rwanda était qualifié d'État défaillant. Son capital humain était dévasté, avec plus d'un million de vies perdues, environ 3 millions de réfugiés et des centaines de milliers de personnes emprisonnées, soupçonnées d'avoir commis un génocide contre les Tutsi. L'économie rwandaise a diminué de 50% en 1994. Le PIB par

habitant est tombé à 146 dollars, l'inflation était à 64% et la pauvreté atteignait 78%. La fonction publique était caractérisée par un personnel à très faible capacité, avec plus de 80% sans qualification d'enseignement supérieur.

De gauche à droite :
Programme de développement agricole,
Programme « une vache par famille »,
Programme de développement par les travaux collectifs.





© Kigali City Hall

RECONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ PAR UNE BONNE GOUVERNANCE ET DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT

En dépit de cette situation très critique, la normalisation des relations du peuple rwandais était la voie obligée pour la survie et la reconstruction de la société. Des consultations nationales entre différentes catégories de Rwandais ont eu lieu de 1998 à 1999. Elles ont dégagé des recommandations dans cinq principaux domaines :

- Le rétablissement de la sécurité dans le pays et la sûreté des personnes et des biens ;
- L'unité et la réconciliation comme impératif ;
- La justice après une longue période d'impunité où les gens qui commettaient des atrocités n'étaient pas punis ;
- La démocratie et la bonne gouvernance comme prérequis pour le vivre ensemble ;
- La réduction de la pauvreté et le développement économique ;

Vue panoramique de la ville de Kigali, 2019.

Des politiques relatives à la bonne gouvernance, ou encore au développement économique et social, ont été mises en place. L'originalité de ces réformes a notamment été de formuler des approches prenant en compte les particularismes de la culture rwandaise et de favoriser les initiatives endogènes. Ces dernières ont largement contribué aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ou millenium development goals (MDGs) et aux objectifs du développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies.

Les initiatives endogènes se regroupent dans les quatre piliers du programme national, à savoir l'économie, la protection sociale, la justice et la gouvernance. À titre d'illustration, nous avons l'*Umuganda*¹ avec pour objectif de promouvoir la cohésion sociale tout en accélérant le développement socio-économique par les travaux communautaires, l'*Imihigo*² ou Contrat de Performance



© Kigali City Hall

pour promouvoir la bonne gouvernance ; les programmes *Girinka* et *Ubudehe*³ pour améliorer le bien-être des personnes les plus vulnérables, ou encore les initiatives *Agaciro*, *Kwigira*⁴ et *Inteko z'abaturage* (conseil des citoyens) pour renforcer la participation active des citoyens au développement socio-économique.

Ces programmes endogènes, dont la majorité est introduite au cours des années 2000, participera à faire sortir plus d'un million de citoyens de la pauvreté. L'extrême pauvreté a été réduite de 40% en 2000 à 16% en 2018, tandis que le PIB a triplé au cours des deux dernières décennies grâce à une croissance économique moyenne de 8%.

De plus, le Rwanda a adopté des politiques de bonne gouvernance en mettant l'accent sur la participation citoyenne, la transparence et la redevabilité des dirigeants politiques.

KIGALI EST AUJOURD'HUI UNE VILLE D'EXCELLENCE.

Aujourd'hui, le Rwanda est l'un des pays les plus sûrs, classé au premier rang en Afrique et au cinquième rang mondial par le Forum économique mondial en 2019. Il est en quatrième position des pays les moins corrompus d'Afrique, et à la 29ème place pour la facilité à y faire du commerce. Le Rwanda a aussi mis l'accent sur la participation des femmes dans les organes de décision. Il est le premier pays au monde à avoir une majorité de femmes au parlement, avec 61,3% à la Chambre des Députés et 38,5% au Sénat. Les femmes représentent 50 % des Ministres, 49% des juges et 33% des maires de districts.

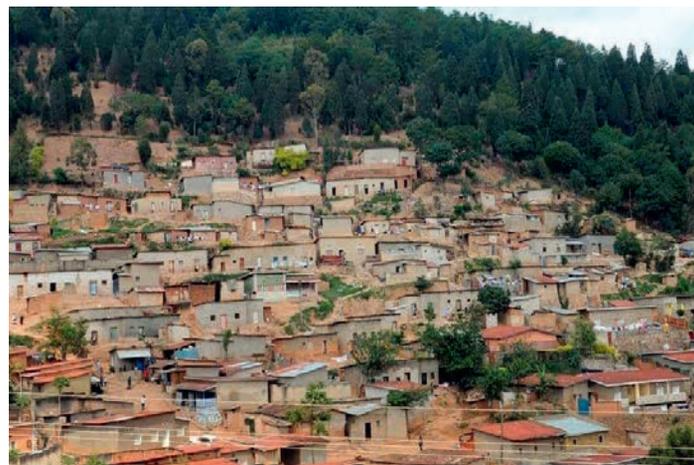
La ville de Kigali s'est faite le miroir de ses réussites économiques, politiques et sociales après 1994. Un plan stratégique urbain a été développé en 2013. Aujourd'hui en cours de révision, il doit aboutir à l'élaboration d'un plan directeur de la ville. Ce nouveau plan stratégique souhaite faire de Kigali une ville unique, verte, dynamique et inclusive. Huit thèmes de développement privilégiés ont été identifiés : une ville d'excellence, une ville qui travaille, une ville qui bouge, une ville pour les ci-



Kigali, «ville verte».

toyens, une ville de voisinage mixte (commerce, résidentiel, récréation), une ville verte, une ville efficiente et une ville innovante. Même si certains de ces objectifs ne sont pas encore atteints, Kigali a fait des grands progrès spécialement en termes d'infrastructure, d'hygiène et de la protection de l'environnement.

Pour la protection de l'environnement et de l'hygiène, par exemple, l'interdiction d'importer et d'utiliser des sacs en plastique polyéthylène à partir de 2006 a été une décision très innovante, non seulement en Afrique, mais aussi dans le monde. En octobre 2019, pour réduire la pollution de l'air, le Rwanda a favorisé





© Kigali City Hall

le développement des voitures et motos électriques. La construction d'un village 100% vert est aussi en cours dans la capitale. Par ailleurs, Kigali a lancé un programme bimensuel de jours sans voiture afin de favoriser la mobilité active, une zone sans voiture y a été créée. Ces initiatives ont permis à Kigali d'être lauréate du prix UN Habitat en 2008, la plus haute distinction décernée à une zone urbaine.

En termes d'infrastructures, 95% des habitants ont accès à de l'eau potable et 79% à l'électricité. La ville a aussi développé un plan stratégique pour le transport, principalement orienté vers la mobilité verte.

La ville s'est aussi dotée d'un parc immobilier de qualité permettant tant l'accueil des touristes que d'événements de portée internationale. Mentionnons, par exemple, le Kigali Convention center, le village de conférences et d'expositions de Kigali, la salle de conférences Intare, ainsi que le Kigali Arena. Ces réalisations ont permis à Kigali d'accueillir de grands événements internationaux, comme le Sommet du Forum Économique en Afrique, le Sommet de l'union Africaine, le Transform Africa Summit qui se tient chaque année, le Youth Connect Africa, ou encore le Global Gender Summit, organisée par la Banque Africaine de Développement en novembre 2019.

La qualité et le nombre de conférences internationales accueillies a fait que Kigali a été classée deuxième destination la plus populaire d'Afrique pour les réunions et événements internationaux par l'Association internationale des congrès et des conventions (ICCA).

Mais comme toute ville qui se développe, certains défis sont persistants, comme la croissance rapide

Des transformations urbaines radicales : Le site du nouveau centre de congrès avant et après sa construction.

de la population urbaine qui demande un développement accéléré des infrastructures et le déblocage de budgets conséquents. Le manque de financement est aussi ressenti pour certains grands projets ambitieux, comme la viabilisation et l'exploitation de la zone sans voiture par exemple. Si le plan stratégique d'urbanisation vise à répondre à ces défis, Kigali s'appuie aussi sur les partenariats public-privé. Par ailleurs, six villes secondaires ont été créées afin d'aider à la réduction des flux de population à Kigali. Ces villes sont Rubavu et Rusizi dans la Province de l'Ouest, Muhanga et Huye dans la Province du Sud, Musanze dans la Province du Nord et Nyagatare dans la Province de l'Est.

1. Lancé en 1998 dans le cadre de la reconstruction nationale post-génocide, l'*Umuganda* désigne des travaux communautaires et volontaires réalisés par la population. Aujourd'hui, ces travaux se déroulent tous les derniers samedis de chaque mois, de 8h à 12h. Ils sont supervisés à tous les échelons gouvernementaux, du village aux institutions centrales.

2. Introduit en 2006, l'*Imihigo*, ou contrat de performance, renvoie aux initiatives de développement mise en œuvre par les pouvoirs locaux. L'*Imihigo* s'inscrit dans le processus de décentralisation lancé par le gouvernement rwandais en 2000. Il vise notamment à favoriser la responsabilisation des échelons déconcentrés de l'Etat dans la poursuite des objectifs de développement socio-économiques établis par le gouvernement central.

3. Les programmes *Girinka* et *Ubudehe*, lancés respectivement en 2006 et 2001, visent à aider les familles plus vulnérables par l'intermédiaire, notamment, de la lutte contre la malnutrition, du développement de l'agriculture locale, notamment par l'attribution d'une vache laitière aux ménages pauvres pour améliorer leurs

revenus, du renforcement des liens communautaire, ainsi qu'en favorisant la capacitation des communautés pauvres.

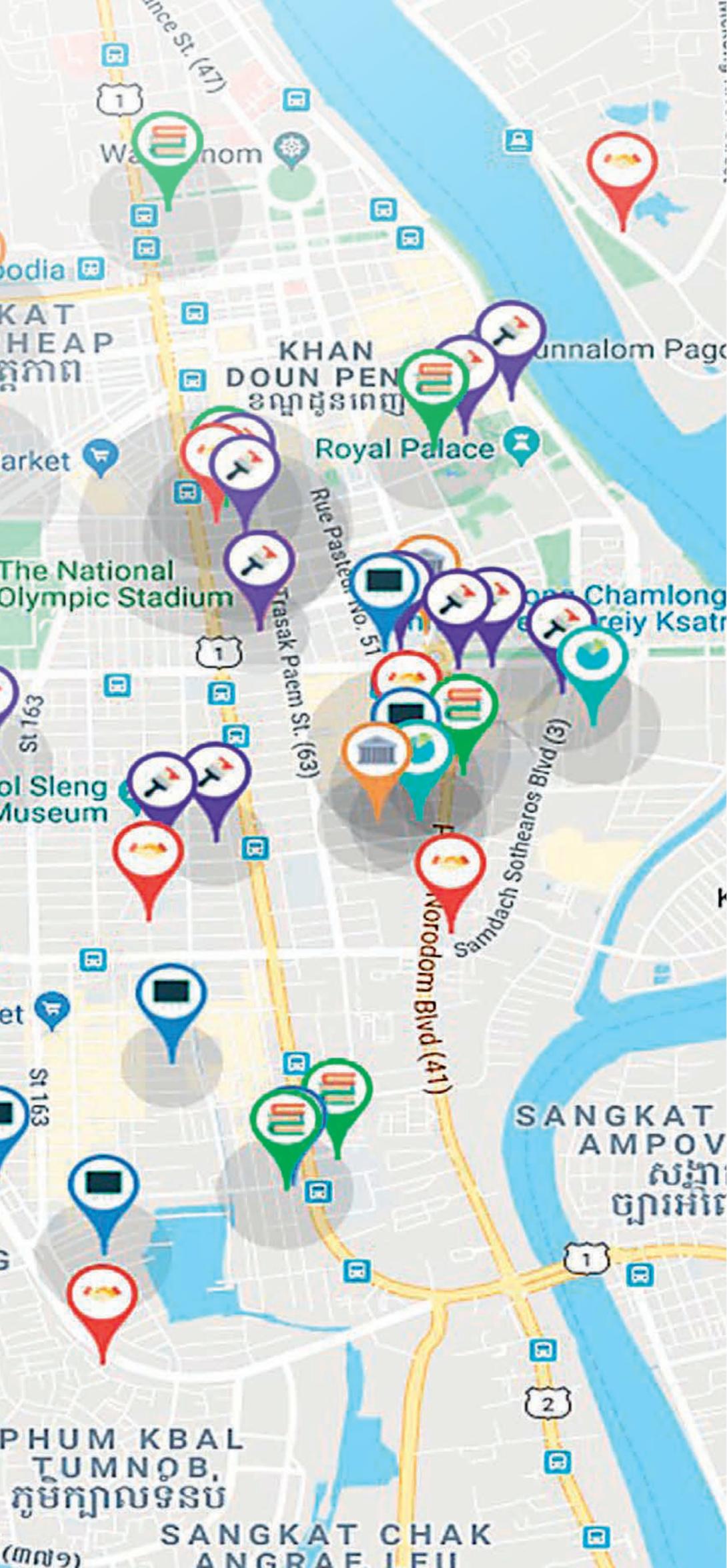
4. On peut le traduire approximativement par estime de soi et résilience, ce sont des valeurs inculquées au Rwandais les poussant à chercher les réponses aux différents défis d'abord chez soi, dans leur communauté, avant de recourir aux autres.

Page de gauche, de gauche à droite : Un quartier pauvre avant la création des infrastructures, Le village modèle de Karama.

W

Innovation et résilience : le futur du développement urbain





Place à la nouvelle génération ! Seng Vannak pose les enjeux du développement actuel de Phnom Penh. Ngo Natharoun montre la place prise par les nouvelles technologies et des nouvelles pratiques urbaines, Hassan Hajam insiste sur la nécessité d'une économie sociale et solidaire et Hun Chansan sur l'importance d'un développement qui s'appuie sur la culture locale. Enfin, en conclusion, Lionel Prigent énonce des recommandations pour aider tous ceux qui ont en charge l'avenir des villes, leur gestion et leur développement.



Les enjeux actuels du développement de Phnom Penh

Ville résiliente, Phnom Penh regarde vers l'avenir. La Municipalité continue de trouver des moyens nouveaux et innovants pour favoriser le développement urbain de la capitale cambodgienne, dont la croissance forte et rapide doit toujours répondre à de nouveaux défis. **PAR SENG VANNAK**



Vue panoramique de la presqu'île de Chhroi Changvar depuis le Quai Sisowath, 2019.

districts sont créés : ils sont aujourd'hui quatorze, soit cinq de plus qu'il y a 10 ans. Par ailleurs, une meilleure communication entre les différents échelons administratifs hiérarchiques a été mise en place. Elle a permis de mieux répondre aux attentes propres à chaque district. Le schéma directeur à l'horizon 2035 est un autre outil développé pour permettre un meilleur accompagnement du développement urbain par les pouvoirs publics. Afin de faciliter l'accès aux services administratifs de base à tous les citoyens (état civil, licences d'activité économiques, etc.), l'introduction du système « One Window Service » en 2016 permet désormais à tous les citoyens d'effectuer l'ensemble de leurs démarches administratives de manière simplifiée et transparente grâce à un système de guichet et tarif uniques pour chaque type de document.

UNE VILLE SANS CESSER EN EXPANSION

En raison de la croissance démographique, la ville s'étend à la fois en hauteur et de façon horizontale. Son paysage urbain évolue très rapidement. 40% des immeubles aujourd'hui comptent plus de 10 étages (317 sur 791), alors qu'il n'y avait aucun immeuble de grande hauteur il y a 15 ans; la première tour a été terminée en 2010. Des nouvelles manières d'habiter voient le jour. Les *borey*, ou « cités résidentielles », se multiplient. Ces vastes lotissements de maisons et de compartiments sont des quartiers résidentiels fermés, dotés de services de base, supermarchés, écoles..., et où ne peuvent entrer que les résidents. La ville en compte actuellement environ 134, localisées notamment dans les zones périurbaines. Par ailleurs, de nombreuses villes-satellites se développent autour de la capitale. Si ces « nouvelles » manières de construire créent des espaces résidentiels d'un nouveau type, leur intégration dans la ville est complexe à gérer en termes de circulations, de continuités avec la ville existante et pose question en raison de l'interdiction d'accès à certains espaces d'une partie de la population. Dans ce contexte, le programme de coopération entre l'APUR et la Municipalité de Phnom Penh, développé depuis 2016, a permis d'accompagner le projet ING City sur une zone de

Vue panoramique de Phnom Penh, 2019.

UN ESSOR ET UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RAPIDE

Phnom Penh est aujourd'hui le moteur économique du Cambodge. Son territoire compte 3840 ateliers d'artisanat et 857 usines, majoritairement dédiées à la confection textile. Sa population croît rapidement, de presque 4% par an. Aux plus de deux millions de résidents permanents s'ajoute environ un million de journaliers. Depuis 1979, le territoire de la ville a été multiplié par quatre.

Pour faire face aux défis posés par cette forte croissance démographique, la Municipalité a développé plusieurs projets d'aménagements du territoire. Avec l'extension de la ville, de nouveaux

2 500 hectares au sud de la ville, autour du lac dénommé Boeung Choeung Ek. Des principes d'aménagement pour une bonne intégration de ces projets dans le développement urbain ont été édictés. Ces recommandations portent notamment sur l'importance des espaces publics, le maintien des lacs et des canaux dans le domaine public et leur usage collectif, l'intégration des quartiers précaires existants et le respect des villages existants dans la zone de projet.

La Municipalité de Phnom Penh travaille par ailleurs, à l'intégration dans la ville des populations les plus vulnérables. Le projet que nous venons de lancer cette année, en partenariat avec l'AIMF et les associations des élus locaux du Cambodge, vise notamment à réintégrer dans un quartier rénové les habitants installés aujourd'hui dans un habitat précaire le long du canal Stung Meanchey, au sud-est du centre-ville.

Grace à la montée en compétences des autorités locales et un accompagnement technique de la municipalité de Phnom Penh, des minimas de qualité architecturales des habitations sont établis et l'aménagement d'espaces publics est réalisé pour faire de ces quartiers des quartiers comme les autres» afin que les habitants se sentent finalement citoyens de plein droit, jouissant d'un cadre de vie décent et de la même considération que les autres phnompenhois.

Programme de relogement de populations pauvres le long du canal du Stung Meanchey.

TROIS DÉFIS POUR LE FUTUR

Phnom Penh aura à relever trois grands défis dans la décennie à venir, défis qui gravitent autour d'un thème central: la durabilité du développement urbain.

Gérer la consommation énergétique de la ville

La dernière saison sèche nous a apporté, comme partout sur la planète, des températures élevées ainsi qu'une grande sécheresse. La majeure partie de l'énergie de la ville dépend d'installations hydro-électriques sur le Mékong alors que la faiblesse du niveau d'eau a atteint des records cette année. L'ensemble du territoire de la capitale a ainsi connu, pendant presque trois semaines, un délestage quotidien d'électricité de trois à quatre heures qui a eu des répercussions sur la vie quotidienne et sur l'économie. Ce genre de phénomènes extrêmes soulève de multiples questions, que l'on peut ramener à la question de la résilience de Phnom Penh au changement climatique. En effet, comment réduire la consommation énergétique de la ville pour favoriser son autonomie, même partielle? Comment réduire le réchauffement des zones urbaines et conserver «naturellement» des températures vivables en ville?

La ville de Phnom Penh s'est déjà saisie de ces questions. Nous avons notamment travaillé avec la ville japonaise de Kitakyushu, qui est jumelée



avec Phnom Penh, ainsi qu'avec le Global Green Growth Institute, une organisation internationale promouvant la croissance verte. Ces partenariats nous permettent d'œuvrer au développement d'une stratégie de «ville verte», ainsi qu'à la création d'une stratégie municipale pour faire de Phnom Penh une ville durable. Les espaces verts sont ainsi un outil que la ville explore depuis déjà plus d'une décennie en développant les parcs et jardins publics en ville, comme par exemple la rénovation du parc du Wat Phnom. Plus de projets devraient voir le jour pour permettre à Phnom Penh de proposer et de mettre en œuvre de réelles solutions.

Plus largement dans le futur, il s'agira de créer plus d'espaces publics pour les habitants afin de les inviter à plus s'investir dans la vie citadine. Les places et parcs sont aujourd'hui utilisés pour faire du sport et se promener; ils participent ainsi à la (re) construction d'un sentiment d'appartenance et au développement d'une identité citoyenne.

Contenir et gérer la circulation routière

Le sujet des espaces publics nous amène naturellement à la question des circulations douces. La marche à pied dans les rues du centre-ville est aujourd'hui un parcours du combattant. Les trottoirs sont en grande partie accaparés, utilisés par les habitants des rez-de-chaussée pour des usages divers (parking, commerce, atelier, etc.). Il nous faut donc, en tant que Municipalité, travailler avec les pouvoirs locaux et les habitants pour restituer ces espaces à l'usage de tous et améliorer ainsi les conditions de déplacements pédestres. Nous sommes face à un problème sans fin: les résidents ne se déplacent pas à pied du fait de l'encombrement des trottoirs, préférant utiliser des motos ou des voitures, même sur de courtes distances.

Dans une ville où le nombre de véhicules enregistrés est déjà de plus de 2 millions, avec un taux d'augmentation de 11% par an, la question des déplacements et de la mobilité est une préoccupation croissante des pouvoirs publics. La création de la Régie des transports en 2018 a permis à la Municipalité de mettre en service quinze lignes de bus, favorisant la mobilité de tous, notamment des citoyens les plus modestes. En effet, les ouvrières et ouvriers, les étudiants et les fonctionnaires y voyagent gratuitement, et le tarif unique pour un trajet est de 1000 riels, soit 0,25 USD. La ville travaille également activement au développement de son réseau routier, et plusieurs nouvelles rocares verront le jour à l'horizon 2030.

Gérer les déchets

Le dernier enjeu majeur auquel la Municipalité doit répondre est la gestion des déchets. La ville a produit, en 2018, 2700 tonnes par jour

de déchets solides, une quantité qui augmente de 13% par an depuis dix ans. La décharge actuelle, ouverte il y a six ans, avait été conçue pour durer dix ans. Or, elle sera fermée à la fin de l'année car elle est déjà pleine.

Le partenariat historique entre la Japan International Cooperation Agency et la municipalité de Phnom Penh sur la question du drainage et de la gestion des eaux en ville a permis de faire émerger le premier projet de station de traitement des eaux usées, dont la construction démarrera l'année prochaine. Enfin, avec le soutien de l'AIMF, la municipalité a amorcé une réflexion sur la question des boues de vidange et sur la manière de les valoriser localement, favorisant ainsi l'émergence de dynamiques économiques endogènes. C'est dans ces domaines que des solutions innovantes doivent être développées.

La Municipalité de Phnom Penh travaille par ailleurs, à l'intégration dans la ville des populations les plus vulnérables.

Cour d'un immeuble des années 1920 dans le district Daun Penh.



CONCLUSION

Phnom Penh est une ville résiliente qui a su renaître de ses cendres après 1979 grâce à la grande adaptabilité de sa population et à sa capacité à trouver des solutions endogènes, ainsi qu'à intégrer, se réapproprier et réinventer des mécanismes d'adaptation ayant déjà fait leurs preuves ailleurs. La Municipalité de Phnom Penh a toujours accordé une grande importance au travail en réseau, en prenant appui sur des compétences diverses. Elle s'ouvre ainsi à une collaboration plus active avec les acteurs de la société civile afin de pouvoir, ensemble, mieux préparer l'avenir. La Municipalité compte beaucoup sur son engagement dans le projet de Smart City développé par l'ASEAN qui va lui permettre d'aborder l'ensemble des problématiques décrites précédemment, en intégrant les possibilités offertes par les nouvelles technologies.

Les économies urbaines dynamiques : un vecteur de progrès social dans les villes cambodgiennes

Quel est le premier marqueur du développement d'un pays ? La croissance de ses villes. L'expansion d'une ville, ses infrastructures et la transformation de ses services urbains sont les principaux indicateurs d'une économie croissante, alimentée par les investissements locaux et internationaux.

PAR NATHAROUN NGO

Sur le chantier de la tour Canadia, 2007.

Les économies sont souvent uniquement analysées à l'échelle d'un pays (avec le PIB, la stabilité macroéconomique et fiduciaire, les flux commerciaux, les politiques de migration, etc.). Ce niveau d'analyse a dominé les analyses politiques et économiques dans les quatre dernières décennies. Récemment, dans les cinq à dix dernières années, des travaux d'analyse politique et de recherche académique ont utilisé les villes comme indicateurs mesurant la performance économique. Ce changement peut s'expliquer par la capacité grandissante de récolte et d'analyse de données ventilées au niveau local, combinée avec l'attention croissante portée aux villes. La croissance des taux d'urbanisation à l'échelle mondiale est devenue une force de transformation majeure qui doit être bien gérée par les gouvernements locaux. Ceci est d'autant plus important pour des économies en développement que ce sont dans les villes que cette croissance se concentre. Ceci a un effet direct sur les sources de revenu des habitants tout en déterminant la qualité de leurs conditions de vie.



© Cambodge Nouveau

Au Cambodge, la transformation et la croissance de Phnom Penh dans la dernière décennie sont comparables à celles des pays qui, dans le monde, connaissent la croissance économique la plus rapide. Le concept de villes comme moteur de croissance¹² est maintenant répandu puisque les gouvernements locaux essaient de maximiser les opportunités offertes par la croissance urbaine. L'intensification du phénomène de départ des usines (à forte intensité de main-d'œuvre) de Chine et d'autres pays asiatiques à cause de salaires plus élevés et la restructuration de chaînes d'approvisionnement régionales ont accéléré l'industrialisation, ce qui a ensuite accéléré le processus d'urbanisation de la région de Phnom Penh. Avec des capacités de fabrication à moindre coût et une main d'œuvre jeune, le Cambodge est devenu un des lieux de relocalisation privilégié de la région.⁴

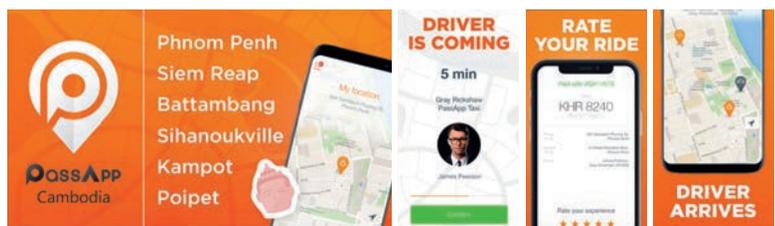
Le Cambodge suit la voie d'un développement économique classique : la part de la contribution au PIB du secteur agricole s'est réduite alors que l'industrie manufacturière et les services sont maintenant au cœur de la croissance de l'économie. La distribution spatiale de l'infrastructure économique du Cambodge tend à se concentrer dans des zones urbaines et péri-urbaines et le capital productif et la croissance des actifs est plus lente dans les zones rurales. Le concept d'économies d'agglomération⁵ explique cette préférence géographique pour les villes : les biens et les services sont produits plus efficacement dans les zones les plus densément peuplées qui offrent un réservoir de main-d'œuvre qualifiée et un réseau d'entreprises aux activités complémentaires. Ces entreprises sont à la fois des producteurs et des créateurs d'une masse importante de clients. Leur concentration favorise aussi une compétition saine, engendrant une meilleure qualité et diversité de services, à des prix plus équilibrés. Au niveau mondial, les chiffres révèlent également que les zones urbaines génèrent 55% du produit national brut dans les pays à faible revenu et 73% dans les pays à revenu intermédiaire.⁶ Phnom Penh est certainement l'une des villes qui contribue majoritairement au PIB national. Trois des quatre piliers de la croissance qui ont alimenté l'économie cambodgienne au cours des vingt dernières années (le bâtiment, la confection et l'industrie manufacturière, les services et le tourisme) concentrent la majorité de leurs activités à Phnom Penh et dans d'autres grandes villes secondaires.

LES VILLES, LA TECHNOLOGIE ET LA TRANSFORMATION DES DONNÉES

La technologie permet une meilleure gestion du développement urbain. Les données générées par des individus et captées par de nouveaux moyens technologiques, tels que les réseaux d'infrastructures numériques, transforment la manière dont les villes sont gérées dans les économies en développement. Cette «révolution des données» a principalement lieu dans les centres urbains. A Phnom Penh, on remarque l'émergence de centres de données (il s'agit principalement d'en-



© Phnom Penh Post



Phnom Penh : des transports collectifs informels à l'utilisation d'une application de son smartphone «PassApp» ou «Grab» pour commander son chauffeur.

tités privées qui collectent, directement ou indirectement et à des fins privées, les données de leur base de clients/consommateurs) gérés par des sociétés locales ou internationales. Peu de grandes entreprises d'analyse des données ont pénétré le marché cambodgien au cours des dernières années. Jusqu'à maintenant, le «big data» ne sert qu'à des fins commerciales, principalement pour mieux comprendre le comportement des clients dans des secteurs spécifiques (la banque, la finance, la téléphonie, les transports, etc.). Il est peut-être prématuré de parler d'une révolution des données au Cambodge⁷ : la collecte et l'analyse des données en sont encore à leurs débuts puisque les infrastructures existantes restent limitées et que les systèmes de législation et de gouvernance sont en train d'émerger. Le potentiel des mégadonnées ne peut être exploité sans intelligence artificielle et la capacité d'exploitation des données combinées avec les dernières infrastructures de technologies numériques (l'IdO). Mais le concept de «villes intelligentes» deviendra vite une réalité omniprésente.

Des innovations technologiques majeures ont déjà été déployées et ont développé de nouveaux services urbains. Prenons l'exemple de Grab, une entreprise en Asie du Sud-Est qui a modifié le marché par l'apport d'une technologie nouvelle.



Chantier de construction d'un *borey* sur la presqu'île de Chrui Changvar.

L'entreprise a rapidement transformé l'accès des résidents de Phnom Penh aux services de transport. Avant Grab, peu d'acteurs-pionniers avaient pénétré le marché (il y avait notamment PassApp, l'entreprise cambodgienne de mise en contact d'utilisateurs avec des conducteurs) et leur accès au financement, aux technologies et à l'expertise était local et donc plus restreint.

De nouvelles plateformes d'échange soutenues par Facebook ont généré des réseaux additionnels de vente et de distribution à Phnom Penh.⁹ Toutes ces innovations technologiques transforment les économies urbaines et les comportements sociaux en créant de nouveaux marchés et en devenant des solutions grand public accessibles à un large éventail de la population urbaine.

Des entreprises technologiques locales qui associent l'entrepreneuriat social aux innovations technologiques ont aussi fait leur apparition à Phnom Penh. Ces acteurs cherchent à résoudre des problèmes générés par la ville en améliorant l'efficacité d'un service déjà fourni (tel que la récupération des déchets ou les systèmes de transport en commun) ou en créant des services qui répondent à de nouveaux problèmes (tel qu'améliorer l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap). Leur objectif n'est pas de remplacer le service public ou de concurrencer des exploitants privés. Ils opèrent dans des niches de marché pour résoudre des problèmes urbains spécifiques à un coût abordable en accord avec les principes de fonctionnement des entreprises sociales.

La technologie et les données sont en mesure d'avoir un effet sur les opportunités économiques et l'amélioration des services sociaux, contribuant ainsi directement aux économies urbaines dynamiques.

Si des nouvelles formes de vulnérabilité urbaine menacent le modèle de croissance économique de Phnom Penh, il faut présenter les grandes tendances qui résultent de cette transformation urbaine en cours.

LES TENDANCES DE LA TRANSFORMATION URBAINE

La construction des *borey* est une des forces motrices de l'expansion urbaine⁹ de Phnom Penh depuis la fin des années 1990. Il s'agit de nouvelles formes de résidences péri-urbaines construites par des promoteurs privés, majoritairement cambodgiens. Certains *borey* permettent une nouvelle mixité sociale à l'intérieur de la ville. La densité de population et le l'augmentation du prix des terrains associées au développement d'une réelle classe moyenne urbaine engendrent la multiplication des résidences fermées, particulièrement à la périphérie de Phnom Penh. Certains de ces projets deviennent des mégaprojets, s'étendant sur de très vastes surfaces. Ces résidences fermées et privées construites dans des pays en développement sont souvent accusées de créer des « élites » et de rassembler les ménages les plus riches, menant ainsi à l'existence de « ghettos pour les riches ». A Phnom Penh, les résidences privées ont certaines de ces caractéristiques. Leur plan masse est celui d'un lotissement de maisons standardisées encloses de murs qui délimitent le terrain de la communauté, leur accès est sécurisé et contrôlé et les services sont privés et gérés par une administration centrale privée. Mais les résidences privées cambodgiennes ne rassemblent pas forcément que l'élite. Le groupe Peng Huoth, promoteur immobilier, leader du marché, s'est attaché à la qualité des espaces de vie, de l'architecture intérieure des maisons et de leur environnement, des espaces extérieurs et de loisirs. Le plan initial prenait exemple sur des modèles réussis de résidences fermées en Asie du Sud-Est mais en les adaptant aux besoins sociaux et culturels cambodgiens. La diversité des types et des tailles de logements pro-

Les *boreys* du groupe Peng Huoth ont fait le choix de donner une grande place à la nature.



posés aux résidents a permis de réunir dans un même espace géographique des classes socio-économiques différentes, allant de familles très aisées à des foyers de la classe moyenne. La diversité de profils, de métiers, de niveaux de revenu, d'âges, d'ethnicités et de types de ménage est unique et se doit d'être analysée et comprise davantage. Certains peuvent arguer que les disparités de revenu et de richesse perdurent dans la résidence fermée, mais la réussite de ses créateurs, dont l'intention et la vision étaient de garantir une meilleure diversité sociale et un environnement agréable avec une densité élevée d'espaces verts pour répondre aux besoins des cambodgiens, a été démontrée par l'expansion de leurs projets et de leurs résidences. La qualité des services fournis aux résidents est également différente, avec plus d'égalité d'accès et des prestations de meilleure qualité pour tous, quelles que soient la classe sociale et le statut. Les règles internes qui sont imposées ont une influence sur les comportements individuels et collectifs des membres de la résidence, ce qui a permis de définir ce qu'est une communauté respectueuse et sûre. Cela a peut-être permis de mieux comprendre collectivement ce que peut être un quartier cambodgien. Alors que des comportements de plus en plus individualistes se remarquent dans le centre-ville, tels que l'usage abusif de l'espace public pour satisfaire des besoins privés et la résolution de conflits via le pouvoir social et l'autorité, un véritable civisme émerge dans ces communautés.¹⁰ Le défi sera de maintenir ou d'accroître la diversité sociale et la qualité des services dans le temps.

La deuxième tendance démontre que les économies urbaines des villes cambodgiennes peuvent

accélérer l'égalité des genres. Puisque le premier facteur de migration des zones rurales vers les zones urbaines est l'emploi, la capitale cambodgienne et plusieurs villes primaires ou secondaires attirent telles des aimants une large population rurale d'hommes et de femmes. Une étude récente¹¹ énumère différents facteurs explicatifs. La vie urbaine, en comparaison de la vie en zone rurale, impose des dépenses plus élevées (coût du logement, du transport) et de nombreux coûts masqués (énergie, santé, etc.). En même temps, les revenus possibles sont eux aussi plus élevés, à la fois en terme d'opportunités et de paie journalière et mensuelle. Les coûts d'opportunités économiques pour les femmes vivant dans une zone urbaine et qui ne visent pas les activités les plus génératrices de revenus sont bien plus élevées que dans les zones rurales. Ceci mène à un changement lié à des divisions du travail genrées plus claires, ce qui attribue aux femmes un rôle de création de revenus encore plus important. Un deuxième constat concerne la façon dont le contexte urbain façonne différemment les modèles sociaux et culturels de comportement entre femmes et hommes. Les femmes sont plus sollicitées par des opportunités professionnelles variées, ce qui leur permet de démontrer qu'elles ont des compétences et qu'elles peuvent rivaliser avec les hommes dans plusieurs secteurs économiques (comme l'industrie du vêtement ou du service). Ceci a permis un changement dans les perceptions, les statuts et les normes liés au genre. Phnom Penh a aussi rendu possible une évolution chez les jeunes cambodgiens dans leur perception des communautés LGBTQ+¹² et les obstacles auxquelles ces groupes font face. Malgré certains progrès, de forts préjugés et stéréotypes demeurent : les communautés LGBTQ+ sont encore écartées des services sociaux et de santé, de l'éducation et du monde du travail formel.¹³ Une recherche de terrain approfondie permettrait de déterminer comment la ville peut jouer un rôle plus actif en offrant à tous des lieux plus sûrs et vivables.



1. *Cities: Engines of Growth and Prosperity for Developing Countries?*, Gilles Duranton, 2008.

2. La Banque mondiale a également analysé ce concept en 1998.

3. *Relocating labour-intensive manufacturing firms from China to Southeast Asia a preliminary investigation*. Chun Yang, 2016.

4. Les systèmes de préférences commerciales tels que le SGP aux États-Unis, les accords multilatéraux ou « Tout sauf les armes » dans l'Union européenne ont créé des conditions économiques très favorables pour les investisseurs qui ciblent des grands marchés d'exportation.

5. *Agglomeration economies and evolving urban form*. Genevieve Giuliano, Sangkyun Kang, Quan Yuan, *The Annals of Regional Science*, 2019.

6. Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales et Programme des Nations unies pour le développement, Rapport du forum mondial de la gouvernance locale et des services sociaux pour tous, 2000.

7. En décembre 2019

8. *Infrastructure as Creative Action: Online Buying, Selling, and Delivery in Phnom Penh*. Margaret Jack, Jay Chen, Steven J. Jackson. May 2017

9. *The Production of Urban Spaces in Phnom Penh*. Gabriel Fauveaud, 2015.

10. Ce paragraphe se réfère au projet Borey Peng Huoth Boeung Snour projet sur la route nationale 1. Les données ont été récoltées lors d'entretiens réalisés par le Centre pour les études Khmer en 2019 auprès de résidents locaux de borey (échantillon d'environ 70 personnes sur une période de neuf mois) et avec l'un des fondateurs du groupe Peng Huoth.

11. *How Cities Erode Gender Inequality: A New Theory and Evidence from Cambodia*, Alice Evans, CID Faculty Working Paper No. 356, July 2019

12. Cet acronyme désigne les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, et queer. Le plus (+) se réfère notamment aux individus qui interrogent leur identité sexuelle actuelle ainsi qu'aux personnes intersexes et asexuelles.

13. Salas V & Srun S. *An Exploration of Social Exclusion of Lesbians, Gay and Transgender Persons in Families and Communities and their ways of coping*. 2014 Social Protection Coordination Unit, SPCU-CARD, Phnom Penh.

L'entrepreneuriat social au service de la résilience urbaine

Promouvoir les entreprises sociales permet d'aider les communautés urbaines à faire face à des événements difficiles et à s'en remettre tout en soutenant l'émergence d'une économie plus inclusive n'excluant personne.

PAR HASSAN HAJAM

Les programmes économiques qui s'appuient sur la théorie du ruissellement et les entreprises axées sur le profit ont montré leurs capacités limitées à résoudre des problèmes de longue date tels que le changement climatique et la pauvreté. Les mesures centrées sur le PIB ne prennent pas suffisamment en compte la nécessité de s'occuper de la répartition des revenus, du déclin du bien-être causé par la dégradation de l'environnement, ainsi que de la santé, de l'espérance de vie, de l'éducation et du niveau de vie des citoyens. Nous devons accorder une plus grande place aux principes de responsabilité, d'inclusion et de développement durable qui sont essentiels à l'équilibre de tout système économique.

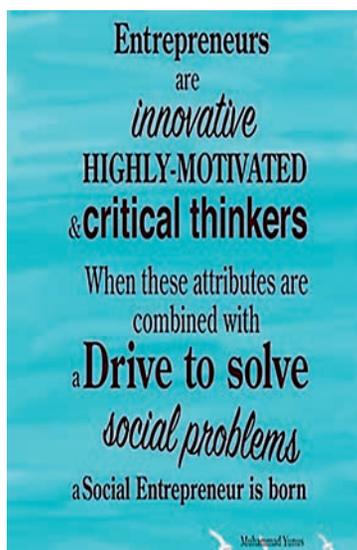
L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL : UN MOYEN DE RELANCER L'ÉCONOMIE AU CAMBODGE ET AU-DELÀ

Une entreprise sociale est une organisation financièrement autonome dont la mission sociale et/ou environnementale est clairement définie. A la différence d'une entreprise traditionnelle, une entreprise sociale ne vise pas à maximiser les profits de ses actionnaires mais s'efforce de résoudre un problème de société (pauvreté, chômage, malnutrition, dégradation de l'environnement, etc.). Contrairement à une organisation caritative, une entreprise sociale ne dépend pas exclusivement de dons et augmentera les flux de revenus générés par ses programmes.

Par essence, les entreprises sociales innovent en considérant les communautés les plus pauvres comme des fournisseurs, des employés, des distributeurs ou des clients, c'est-à-dire des personnes situées à la base de la pyramide économique¹, au cœur de la stratégie de l'entreprise et de sa chaîne de valeur.

Étant donné que les communautés les plus pauvres sont souvent les principales victimes des catastrophes naturelles, des chocs économiques et des problèmes environnementaux, la promotion des entreprises sociales est reconnue comme un moyen puissant de renforcer la capacité d'une société à faire face à des événements difficiles, à s'y adapter ou à s'en remettre tout en soutenant l'émergence d'une économie plus cohésive, plus égalitaire et inclusive n'excluant personne.

Les entrepreneurs innovants sont très motivés, avec un esprit critique. Quand ces attributs sont associés à la volonté de résoudre les problèmes sociaux, un entrepreneur social est né.



Puisque les problèmes sociaux et environnementaux les plus urgents auxquels sont confrontées les personnes défavorisées constituent des opportunités d'innovation pour les entreprises sociales, le fait de soutenir leur implantation au Cambodge est particulièrement pertinent car 14 % de la population (2,28 millions de personnes)² vit en dessous du seuil de pauvreté national, 10,9 % de la population (1,77 millions de personnes)³ n'a pas accès à l'électricité, 6 % de la population (0,97 million de personnes)⁴ n'a pas accès au réseau d'eau potable, et à Phnom Penh, la capitale et la plus grande ville du Cambodge, environ 140 000 personnes vivent dans plus de 500 bidonvilles⁵ qui sont caractérisés par leur surpopulation, les mauvaises conditions d'habitat et l'absence de droit d'occupation, où l'accès aux services essentiels est un combat quotidien.

RENFORCER LA RÉSILIENCE URBAINE EN S'ATTAQUANT AUX PROBLÈMES DE GESTION DES DÉCHETS

La gestion des déchets solides est un problème universel qui touche chaque personne dans le monde. Les individus et les gouvernements prennent des décisions en matière de consommation et de gestion des déchets qui affectent la santé, la productivité et la propreté des communautés au quotidien. La mauvaise gestion des déchets

contamine les océans du monde, bouche les canalisations et provoque des inondations, transmet des maladies par la reproduction de vecteurs, augmente les problèmes respiratoires causés par les particules en suspension provenant de l'incinération des déchets, nuit aux animaux qui consomment des déchets à leur insu, et a des conséquences sur le développement économique en empêchant par exemple la croissance du tourisme. Le problème de la gestion des déchets nécessite une action urgente à tous les niveaux de la société.

Les personnes les plus fragiles d'une société sont les plus tou-

chées : elles perdent la vie et leur maison à cause d'éboulements dans les décharges ; le ramassage des déchets se fait dans des conditions de travail dangereuses et a de graves répercussions sur la santé.

La gestion des déchets solides est un élément essentiel mais souvent négligé de la planification durable, saine et inclusive des villes et des communautés humaines. Il s'agit maintenant d'analyser quelques exemples d'entreprises sociales durables qui opèrent dans le secteur de la gestion des déchets et dont l'activité pourrait être reproduite à Phnom Penh ainsi que dans toutes les villes aux économies émergentes.

Haiplast Recycling à Haïti: l'autonomie et l'intégration sociale des victimes les plus marginalisées du tremblement de terre grâce à l'entrepreneuriat dans le domaine de la gestion des déchets

Les deux facteurs que sont un cadre juridique limité régissant la gestion des déchets solides (seulement 12 % des déchets solides collectés à Port-Au-Prince) et l'exclusion économique d'un million et demi d'individus contraints de vivre dans des camps de fortune pour déplacés internes après le tremblement de terre de 2010 ont conduit à la création de Haiplast Recycling, une entreprise sociale fondée en 2012 par Duckencia

Entreprise Haiplast Recycling à Haïti, transformation des plastiques collectés en paillettes et granulés.

F. de Bourdier. L'entreprise ramasse des bouteilles/déchets en plastique et les transforme en paillettes ou en granulés pour les vendre à des acheteurs locaux et internationaux qui fabriquent des produits en polymère/polyester.

Haiplast Recycling organise des campagnes d'éducation et de formation sur la gestion des déchets plastiques. L'entreprise accompagne aussi des personnes gravement touchées par le tremblement de terre dans leur projet de micro-entrepreneuriat afin qu'elles soient capables de générer des revenus stables et suffisants en ramassant des déchets plastiques, à la fois pour répondre aux besoins fondamentaux de leur famille et pour contribuer à un environnement plus vert et plus sain pour les Haïtiens. L'usine de recyclage dépend de la main-d'œuvre locale plutôt que de machines sophistiquées afin d'éviter des frais d'entretien onéreux tout en encourageant le développement d'emplois et de compétences locales.

Haiplast Recycling soutient directement plus de 250 familles de micro-entrepreneurs qui travaillent dans tout le pays et évite chaque année que 800 tonnes de déchets plastiques ne se retrouvent dans l'environnement puis en décharge. Le succès de l'entreprise repose sur sa capacité à mettre en œuvre une approche participative qui



reconnait la résilience, les capacités, les compétences et les ressources des personnes vulnérables afin de co-créer, d'apporter et de maintenir des solutions pour la collecte des déchets plastiques. L'aide financière et l'encadrement apportés par des agences de développement et des incubateurs de start-up jouent également un rôle crucial en permettant l'acquisition de véhicules, l'installation de machines de recyclage, la mise en relation avec des acheteurs de plastique recyclé et la résolution de problèmes opérationnels. Enfin, les entreprises de fabrication locales fournissent leurs déchets industriels plastiques gratuitement.

Vishuddh Recycler en Inde: restaurer la dignité de la communauté des migrants ramasseurs de déchets de Bangalore

En Inde, les chiffonniers vivent de la collecte et de la revente de déchets recyclables trouvés dans les rues ou dans les décharges. Ce type d'activité informelle de collecte de déchets est largement pratiqué par les Dalits (les Intouchables) et d'autres communautés de caste inférieure qui constituent les populations les plus stigmatisées en Inde. À Bangalore, les chiffonniers sont souvent des migrants économiques du Bengale-Occidental, une région distincte du nord-est de l'Inde, qui ont trouvé refuge dans des quartiers informels temporaires. Les principaux facteurs

de cette migration ont été climatiques (inondations, tempêtes cycloniques comme le cyclone Sidr en 2007). Malgré la contribution des chiffonniers à l'amélioration de la santé publique et de l'environnement urbain de la ville, ils restent au bas de l'échelle sociale et économique.

Vishuddh Recycle est une entreprise sociale dont la mission est d'acheter et de recycler les déchets plastiques collectés par des organisations travaillant avec des chiffonniers vulnérables afin de formaliser leur profession, d'assurer leur bien-être social et de leur donner la reconnaissance publique qu'ils méritent. Ce social business a été lancé en 2018 par Cofresco, une entreprise multinationale de premier plan spécialisée dans la fabrication et la vente d'emballages alimentaires. Leur modèle économique adopte les principes de l'économie circulaire: les plastiques collectés durant le processus de production de Cofresco sont recyclés pour devenir une matière première pour la fabrication d'emballages respectueux de l'environnement. Tous les bénéfices réalisés par cette entreprise sociale sont réinvestis dans des initiatives visant à améliorer la santé et l'éducation des familles des chiffonniers.

Vishuddh Recycle a pour double objectif de soutenir 2 000 chiffonniers en tant que fournisseurs de déchets plastiques et de recycler 3 000 tonnes de plastique par an en Inde. Ce social business est né d'une initiative d'«intrapreneuriat social d'entreprise» au sein de Cofresco. Il s'agit d'un nouveau type d'activité commerciale initié par les employés d'une entreprise au profit d'une cause sociale et/ou environnementale. Ces employés appelés «intrapreneurs sociaux» bouleversent les procédures internes d'innovation de leur entreprise pour développer des produits, des services, des processus ou des modèles commerciaux innovants qui répondent à des questions sociétales importantes ou qui aident à atteindre des marchés négligés. Ils utilisent les infrastructures et les capacités organisationnelles existantes de leur entreprise comme leviers pour



Entreprise Vishuddh Recycler en Inde, transformation des déchets collectés par les chiffonniers en emballages.



© Hassan Hajam



© Tuca Vieira

promouvoir, concevoir et mettre en œuvre des solutions pratiques aux défis sociaux ou environnementaux urgents tout en créant une valeur économique à long terme pour leur entreprise. Le soutien financier et l'expertise technique fournis par la société ont été la clé du succès de la création de *Vishuddh Recycle*.

CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX ENTREPRISES SOCIALES

Voici des recommandations pour soutenir la création d'entreprises sociales dans les villes cambodgiennes :

1. Soutenir davantage les programmes de *social business* dans les universités afin que les étudiants puissent créer et tester des modèles d'entreprise qui aborderont les questions sociales, et afin de former une nouvelle génération de responsables plus conscients des défis sociétaux et environnementaux urgents à travers le monde.
2. Soutenir la mise en place d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises sociales afin de stimuler la création de nouvelles entreprises dans tous les secteurs et toutes les régions et de fournir aux innovateurs et aux entrepreneurs sociaux une aide financière, un accès aux réseaux ainsi que d'autres ressources essentielles.
3. Fournir aux entrepreneurs sociaux de nouveaux outils et instruments financiers adaptés à leurs contraintes sur le terrain pour les assister dans la création de nouvelles formes d'entreprises dans des zones géographiques négligées et vulnérables pour apporter des produits et ser-

Favela de Paraisópolis à côté de son riche voisin, Morumbi, devenu le symbole de l'écart entre les riches et les pauvres de São Paulo, 2004.

vices de base aux communautés les plus pauvres.

4. Encourager les politiques de soutien pour s'assurer que la réglementation nationale soutienne directement les objectifs du social business ; récompenser par des incitations et des avantages économiques les externalités positives produites par les modèles d'entreprise sociale.
5. Créer un nouveau statut juridique pour les entreprises sociales car il manque encore un cadre juridique approprié pour stimuler et amplifier le développement des entreprises sociales, définies comme des organisations hybrides à mission sociale qui utilisent des approches commerciales pour atteindre leurs objectifs.
6. Promouvoir l'intrapreneuriat social dans tout type d'organisations : l'intrapreneuriat social est basé sur une approche ascendante (bottom-up) au sein d'une organisation publique ou privée. Contrairement à une approche descendante partant des responsables, l'intrapreneuriat social débute avec les employés. Pour créer les conditions permettant aux intrapreneurs sociaux de prospérer, il faut mettre en œuvre de nouveaux processus qui soutiennent, encouragent, récompensent et reconnaissent les attitudes entrepreneuriales au sein d'une organisation.

1. The Fortune at the Bottom of the Pyramid (2004), C. K. Prahalad

2. Poverty Data: Cambodia (2019), Proportion of Population Living below the National Poverty Line, Asian Development Bank

3. The World Bank (2017), Access to electricity (% of population) - Cambodia, World Bank Open Data

4. UNICEF; <https://data.unicef.org/topic/water-and-sanitation/drinking-water/>

5. Habitat for Humanity; <https://www.habitat.org.au/cambodia/>

Architecture : guider le développement social et économique de Phnom Penh vers plus de résilience

Réinventer l'architecture contemporaine en prenant appui sur sa propre culture permet de concevoir des villes durables adaptées à leur environnement et aux modes de vie de leurs habitants, loin des modèles importés et inadaptés. **PAR CHANSAN HUN**

L'ARCHITECTURE CAMBODGIENNE AUJOURD'HUI

Historiquement, Phnom Penh est une ville moderne dont l'architecture emblématique incarne les changements patrimoniaux, culturels, sociaux et économiques. Les périodes les plus riches de l'histoire architecturale et de la modernisation du Cambodge se perçoivent dans l'architecture angkorienne, l'architecture en bois, l'architecture coloniale, la nouvelle architecture khmère etc. Les apports de la tradition, des influences étrangères, de la géographie locale et de la modernisation amenée par les activités commerciales et humaines ont conféré à l'architecture un rôle particulier, à la rencontre des populations et des lieux où ils vivent.

Tout au long de l'histoire du Cambodge se trouvent certains des meilleurs exemples des architectures nées de la nécessité de construire collectivement des espaces pour une communauté humaine. Les rois khmers ont construit des monuments sacrés, l'ère coloniale a imposé un nouveau style de vie autour de la liberté d'expression et le *Sangkum Reastr Niyum*, après l'indépendance du pays, a bâti des lieux de travail, des parcs et des universités.

Puis, le régime khmer rouge a pris le contrôle du pays et de nombreux artistes et professionnels qualifiés ont été tués. Ainsi cette nation, autrefois en plein développement, a été transformée en société agricole. Aujourd'hui, les Cambodgiens reconstruisent la nation par le biais du commerce et des échanges, mais il est aussi temps de tirer les leçons de notre histoire et de nous en inspirer pour créer une architecture qui puisse améliorer les espaces destinés aux populations et à la vie en société.

LA VISION DES ARCHITECTES QUI NOUS ONT PRÉCÉDÉS

De nombreux jeunes architectes cambodgiens sont inspirés par les travaux de Vann Molyvann. Il est considéré comme le père de la nouvelle architecture khmère et a participé à la construction du *Sangkum Reastr Niyum*, conçu par le prince Norodom Sihanouk dans les années 1950, comme

une expérience sociale, politique et économique qui a permis à l'art et à un style architectural particulier de rayonner et d'améliorer la façon de vivre de la population.

Traduite par «Communauté socialiste du peuple», la période du *Sangkum Reastr Niyum* a encouragé la formation à l'étranger, dans des pays comme la France et les États-Unis d'Amérique, de nombreux architectes cambodgiens comme Vann Molyvann, Lu Ban Hap et Mam Sophana. Ce groupe, à son retour, a façonné le Phnom Penh moderne des années 1950 et 1960; ces architectes sont les principaux concepteurs de la ville que nous connaissons aujourd'hui. Cette période de transformation sociale et économique a été bénéfique au bien-être de la population en poussant les Cambodgiens à mettre de côté leur mentalité d'agriculteurs pour se tourner vers l'éducation, l'art, la musique et l'industrie manufacturière. Phnom Penh était connue comme la «Perle de l'Asie» et accueillait également des événements sportifs nationaux et internationaux. Certains bâtiments institutionnels comme le stade olympique et de nombreuses universités ont été conçus en combinant influence occidentale et contexte local.

La conception des bâtiments prend en compte le lien entre l'espace et son environnement, notamment le rôle de la lumière naturelle, du vent et de l'ombre pour la protection contre le soleil.

L'architecture n'a pas de frontière et a un rôle important, celui de rassembler les hommes et les lieux où ils vivent.

Le terme «Nouvelle architecture khmère» désigne un dessin des édifices qui intègre une influence moderne venue des modèles architecturaux occidentaux et des éléments khmers locaux. Ces éléments proviennent de l'architecture vernaculaire caractérisée par son adaptation au climat tropical du pays. Ces architectures utilisent les colonnes comme outil pour décoller le sol des bâtiments du sol naturel en créant des pilotis qui permettent d'avoir un grand espace ouvert pour les ac-

tivités collectives et de protéger les constructions contre les inondations durant la période de la mousson. La surélévation de la structure permet aussi d'éviter l'accumulation de chaleur par contact avec le sol pendant la saison chaude.

L'Institut des langues étrangères de Phnom Penh est un exemple parfait d'une conception novatrice inspirée par l'«architecture de la nouvelle vague». Les façades du bâtiment de la bibliothèque ont été conçues pour ressembler à un chapeau de paille traditionnel de fermier, marqué par sa forme concentrique et ses colonnes de béton tridimensionnelles nervurées. L'influence occidentale se perçoit notamment dans l'utilisation du béton apparent comme matériau de finition. Le stade Olympique, avec sa structure évasée, semble voler. Une autre influence notable est perceptible par l'application de règles de proportion et de modules répétitifs qui sont des outils utilisés dans la conception des constructions en Occident et notamment par Le Corbusier, considéré comme le père du modernisme, a changé l'architecture en la rendant accessible à toutes les classes sociales. La philosophie du mouvement moderne (« moins, c'est plus », le *less is more* de l'architecte Mies Van Der Rohe) a débarrassé l'architecture des ornements excessifs et inutiles qui caractérisaient le style de vie de l'élite. Le mouvement moderne a été une période axée autour de projets pour la vie collective et les équipements (immeubles d'habitation, universités, bibliothèques municipales, etc). Au moment où le mouvement moderne est à son apogée en Occident, Vann Molyvann a été l'élève de Le Corbusier. Cela montre que durant l'époque post-coloniale, Phnom Penh a été encore influencée par le mouvement architectural français et que l'architecture n'a pas de frontière et a un rôle important, celui de rassembler les hommes et les lieux où ils vivent.

L'Institut des langues étrangères, architecte Vann Molyvann – 1962.



© M. Ravaux



© M. Ravaux

Le marché central après sa rénovation et son extension.



Ci-contre : La salle Chaktomuk, quai Preah Sisowath, architecte Vann Molyvann – 1961.



Ci-dessus et ci-contre : Le Stade Olympique architecte Vann Molyvann – 1964.



© M. Ravaux



Ci-contre à droite, l'institut de technologie du Cambodge – 1963.



Ile de Koh Pich, immeuble de logement de style néo-classique en construction, Phnom Penh – 2018.

LE DÉCLIN DE L'URBANISME

Puis le terrible carnage du régime khmer rouge a détruit l'urbanisme naissant du pays. Une partie des projets architecturaux qui faisaient de Phnom la ville d'avant-garde de l'Asie du Sud-Est ont été détruits.

Après cette destruction des arts, de la science et de la technologie, la génération suivante des architectes cambodgiens a eu un énorme vide à combler. Les dommages causés à l'espace urbain et la perte de ressources humaines ont laissé le pays dans la misère jusqu'à ce que la nation commence à se reconstruire au début des années 2000. Avec les Khmers rouges, le peuple cambodgien a dû lutter pour sa survie au lieu de continuer à construire une nation à l'image de ses ancêtres. Quarante ans plus tard, l'architecture cambodgienne est sur le point de renaître. Cependant, les jeunes architectes sont confrontés à des choix difficiles : continuer à intégrer un certain langage architectural dans leur travail ou adopter l'esprit des affaires du monde de la finance des promoteurs immobiliers.

Bien que la ville de Phnom Penh soit devenue une ville moderne, il n'existe pas de conception cohérente de l'urbanisme. Les demandes actuelles pour plus de logements privés ont pour conséquence que la majorité des nouveaux projets urbains sont conçus par des promoteurs dans le cadre d'un processus de privatisation. Les résidences privées et fermées appelées « *Borey* » coupent les voies publiques et l'accès aux infrastructures, ce qui provoque des embouteillages et des crues soudaines lors de la mousson. Cependant, le gouvernement tente de résoudre ce problème et de s'adapter à l'évolution du paysage urbain, et s'efforce de reconstruire les infrastructures publiques et d'imposer des lois sur le maintien des espaces verts dans chaque projet.

Bien que l'urbanisme soit progressivement pris en compte par le gouvernement, de nombreux jeunes architectes continuent de concevoir des bâtiments pour des promoteurs et non pour le peuple ou leur communauté. En ce moment, la tendance la plus lucrative est de concevoir des bâtiments qui singent

les villes anciennes françaises, comme c'est le cas des récents projets de Koh Pich et d'Euro Ville. La multitude de projets immobiliers en ville stimule l'économie du pays, mais les bâtiments ne sont que des façades conçues sans créativité ou très peu, sans planification ni nécessité fonctionnelle.

ALLER DE L'AVANT

Les bâtiments patrimoniaux tels que la Poste centrale, la Maison chinoise, l'Institut des langues étrangères, le Théâtre Chaktomuk et le stade olympique sont des échos du passé, un rappel immuable de l'ingéniosité des années 1950, 1960 et 1970, et un témoignage de l'histoire. Pour concevoir le futur du grand paysage de Phnom Penh, les architectes actuels devraient tirer les leçons des architectures historiques. Non pas pour leurs images traditionnelles, mais plutôt pour inclure la même vision de l'urbanisme, les références et les concepts de nos prédécesseurs. La préservation des bâtiments historiques a prouvé qu'elle engendrait une valeur commerciale et renforçait « la ville durable » dans la plupart des pays développés et des villes du monde comme Singapour, l'Italie et la ville patrimoniale de Siem Reap.

Dans des villes telles que Phnom Penh et Siem Reap, les bâtiments historiques alimentent la fierté nationale : ce sont des références patrimoniales et culturelles pour tous, qui inspirent les gens pour travailler ensemble à un avenir meilleur. Quand j'étais enfant, il y avait des jardins et des espaces verts devant le marché le plus célèbre de Phnom Penh, le marché central. Aujourd'hui, le marché est entouré de commerces, qui remplacent les espaces verts, et bloqué par des trottoirs en béton qui provoquent des inondations, des embouteillages et d'autres types de pollution urbaine. En reconstruisant ces espaces verts, nous pourrions rouvrir une ancienne place publique pour que la population l'utilise pour ses loisirs et pour compenser les nuisances de la densité du trafic par de l'air respirable. Nous pourrions aussi créer davantage de jardins de pluie dans la ville pour absorber les eaux de ruissellement qui causent des inondations problématiques pendant la saison des pluies. En s'attaquant à des problèmes tels que le manque d'espace public, d'infrastructures routières et de transports publics, et en donnant la priorité à l'urbanisme, nous pourrions équilibrer les impératifs de l'économie et les besoins pour la qualité de la vie urbaine pour guider Phnom Penh vers la résilience.

Alors que Phnom Penh continue de se construire et de devenir une métropole, les jeunes architectes cambodgiens ont aujourd'hui la possibilité de concevoir des villes mieux structurées dans un contexte de commercialisation et d'internationalisation croissantes. Nous devons prouver que nous sommes en mesure d'utiliser la planification urbaine et de construire comme nos ancêtres en résolvant les problèmes urbains actuels auxquels nous faisons face. Nous pouvons rendre sa grandeur à l'architecture. Ensemble, nous pouvons à nouveau faire de Phnom Penh une ville unique, grâce à la préservation, à l'urbanisme et à la conception des espaces publics pour la population.

Port au Prince :
la cathédrale
effondrée après le
séisme.



© J.M. Théodat

Nous devons apprendre à devenir résilients

En conclusion des débats de la conférence, cette synthèse revient sur la façon dont nous pouvons œuvrer dans un monde incertain pour reconstruire un environnement sûr et redonner sens à la citoyenneté après les catastrophes. **PAR LIONNEL PRIGENT**

1 Nous vivons dans un monde de l'incertain

Nous vivons dans un monde de l'incertain, ballotté par les événements et sommés de nous en accommoder. Les crises, quelle que soit leur violence, ne sont jamais des fins. Le temps s'écoule, les populations s'adaptent, les causes de la crise s'éloignent et il faut bien alors continuer à vivre. Nouakchott, Port-au-Prince, Kigali et bien sûr, Phnom Penh. Toutes ces villes, de différentes manières ont vécu des crises majeures, à différents moments de leur histoire : inondations, tremblements de terre, assassinats de masse, génocide. Mais ces villes ont aussi le pouvoir aujourd'hui de porter témoignage des conditions par lesquelles elles ont commencé à écrire une nouvelle page de leur histoire, elles ont appris de la catastrophe.



Kigali, patrouille
en 1994.

Ces expériences nous ont aidés au cours de cette journée à envisager « la ville résiliente, pour penser les défis de la reconstruction urbaine ».

Le sujet est d'importance.

En effet, malgré l'amélioration de nos connaissances, malgré les efforts portés pour le développement, partout dans le monde, les possibilités de crises se dressent devant nous :

- crise environnementale bien sûr, sur le climat, la biodiversité, la gestion de l'eau ;
- crise sociale et menaces économiques ;
- crise technologique enfin... autour de la circulation des données...

Aucun pays ne peut prétendre aujourd'hui être certain d'échapper à l'une de ces crises. Nous en avons eu le rappel ce matin : déjà 1,5 milliards d'habitants sont soumis à au un moins un risque naturel majeur.

Nous devons apprendre à devenir résilients !

2

Qu'est-ce que la résilience ?

Gabriel Fauveaud a défini, dans son introduction, la résilience comme la capacité des villes et des habitants à se relever d'un événement traumatique.

Les traumatismes provoqués sont forts et restent présents très longtemps.

Ce sont les populations les plus fragiles qui souffrent le plus mais ce sont elles aussi qui doivent le plus faire preuve de résilience. C'est donc aussi une qualité qui doit habiter les plus vulnérables.

Car après la catastrophe, il faut retrouver un rythme plus normal de la vie. Reconstruire.

« Faire renaître une ville morte », comme l'indiquait Pa Socheat Vong, la résilience est une force de vie, celle qui permet de surmonter la catastrophe pour redonner espoir.

Renaître, mais pas à l'identique.

La résilience, ce n'est pas un retour à un état antérieur. C'est bien un accès à un nouvel état, un nouveau commencement qui définit un environnement inédit, social, économique, environnemental.

Fabienne Luco nous en donne

Phnom Penh, 2019.



© AKP

Phnom Penh, 1979.

l'illustration à Phnom Penh. Les bâtiments de la ville ont continué d'exister, mais leurs usages ont changé : l'église des sœurs de la Providence, ancien orphelinat, devenue habitat collectif.

Cette qualité nous permet donc de mieux gérer le risque et d'apprendre des expériences passées pour mieux anticiper l'irruption de problèmes, qui seront chaque fois inédits. Il s'agit bien de nous prémunir, en veillant à entretenir les capacités d'adaptation et à penser la reconstruction vers moins de risque...

C'est pourquoi la gestion du risque a une dimension politique, sociale et économique, dont les objectifs majeurs sont de réduire la vulnérabilité et d'anticiper les capacités de résilience...



© Fond Khieu Kamharith

Foule à l'entrée de Phnom Penh, 1979.

3

Le temps qui suit la catastrophe est une affaire humaine.

Ce que nous retenons des témoignages sur le désastre qui est intervenu à Phnom Penh, c'est à quel point la catastrophe est incommensurable. De Phnom Penh peuplée de 2 millions d'habitants en 1975, il ne restait que 60 habitants dans une ville

Kigali, travaux communautaires.



fantôme à la fin de 1978. Pourtant, dès janvier 1979, les populations sont arrivées peu à peu.

Fabienne Luco est revenue, comme anthropologue, sur l'arrivée des habitants, les conditions de leur retour. La résilience est le fait de la population, qui s'est installée, s'est arrangée avec les conditions qu'elle rencontrait, pour trouver un abri, accéder à un peu de sécurité pour reprendre des forces.

Chandevy Men Sisowath nous a confié son émouvant souvenir. « Être jeune à Phnom Penh, dans les années 1980 » ne ressemblait en aucune façon aux conditions rencontrées ailleurs. Elle nous a fait le récit d'une vie quotidienne de la survie, d'un retour dans des conditions précaires, avec en mémoire le conflit et les deuils qu'il avait provoqué dans toutes les familles.

Ce sont aussi les pénuries alimentaires, les difficultés pour acheter des provisions et mobiliser les personnes pour réorganiser les services.

Décidément, dès après la catastrophe, reconstruire est avant tout l'affaire de femmes et d'hommes.

4

La vie et rien d'autre ?

La vie reprend ses droits, toujours!!! Toutes les histoires de l'humanité nous instruisent sur le renouveau impératif qui suit les catastrophes.

Mais la résilience n'est pas une assurance de permettre de meilleures conditions d'existence à termes.

Dans le premier atelier, Jean-Marie Théodat, à partir de son expérience de Port-au-Prince, nous a rappelé les nombreuses menaces qui pèsent encore après la catastrophe.

Pour sa part, Fabienne Luco explique la difficulté à réinventer la vie quotidienne, à gérer les parties communes des immeubles, les espaces publics, qui sont régulièrement accaparés.

Il faut un effort d'organisation pour pouvoir dépasser le moment de la survie...

Et c'est là que la place des institutions, sous quelques formes que ce soit, devient nécessaire pour organiser le long terme...

Jean-Marie Théodat expose en effet à quel point la résistance face à l'État, l'absence de capacité de régulation compromet toute possibilité de dépasser l'après-crise.



Orphelinat installé dans une ancienne chapelle, 1992.



Population au bord du Tonlé Bassac après l'incendie du quartier.

Logements neufs pour relogement.



5

Les conditions d'une vraie reconstruction

Il faut donc l'effort des hommes et des femmes. Il faut aussi du temps.

Christiane Blancot le rappelle : Phnom Penh a attendu 20 ans pour connaître les vraies conditions de la reconstruction. Si bien que les bâtiments ont été très abîmés par les 20 ans qui se

sont écoulées après le départ des khmers rouges. Il aura fallu encore une génération pour qu'apparaisse à Phnom Penh les ferments d'une nouvelle culture urbaine, notamment sous la forme d'habiter.

Car reconstruire une ville, c'est lui redonner l'ensemble des fonctions qui lui incombent, grâce aux économies d'agglomération, terme économique repris par Natharoun Ngo :

- être un lieu d'accueil dans laquelle on vient chercher protection, habitat, emploi, avenir ;
- être un lieu de marché dans lequel les habitants et les entreprises pourront trouver les ressources et les services souhaités ;
- être un lieu qui permet les mobilités, ce qui implique l'existence d'infrastructures de transport ;
- être un lieu de production des biens et des services marchands ;
- être enfin un lieu où sont assurés l'éducation, la santé, la culture, etc.

Pour engager cette vraie reconstruction, sont nécessaires les dimensions structurelle, économique et sociale.

Pose de canalisation d'eau PPWSA/ JICA.



DIMENSION STRUCTURELLE

Si Mareth Mok nous a évoqués l'immédiate après-crise, son excellence Kep Chuktema a traduit la nécessité de pouvoir rebâtir les infrastructures.

«Une ville sans eau ni électricité, c'est comme une vie sans amour».

Dans un exemple concret, son excellence Ek Sonn Chan a insisté sur les conditions de remise en œuvre des réseaux d'eau potable. Mais il a souligné aussi comment les efforts de reconstruction étaient compromis par les branchements illégaux qui se multipliaient... Les recettes des factures étaient elles aussi problématiques car une partie des factures n'était pas recouvrée en raison des erreurs d'attribution, de la corruption, etc.

Il y a ici la compréhension d'un rapport de force qui se noue entre les dynamiques institutionnelles qui doivent être garantes de la mise en œuvre d'un service pour tous et les captations individuelles, dont chacune semble sans conséquence mais la somme compromet les efforts de reconstruction...

DIMENSION ÉCONOMIQUE

La dimension économique ne doit pas être négligée. Dans la résilience, l'économie est aussi un facteur de risque.

Nous l'avons entendu de plusieurs façons au cours de cette journée : cela veut dire disposer

d'un outil productif, pouvoir occuper des travailleurs dans cette activité et ne pas seulement faire commerce ! C'est ce que qui nous a été rapporté ce matin en rappelant que le Cambodge était devenue une nation privilégiée par ses partenaires du point de vue économique, permettant de participer aux échanges mondiaux, à la chaîne de fabrication des richesses.

Lorsque les réfugiés rentrent progressivement, il leur faut trouver du travail pour gagner leur vie. En 2004, Phnom Penh accueillait 300 usines, 200 000 ouvrières. Et à l'échelle du pays, le contrat de bonnes pratiques signé avec l'Organisation internationale du travail était un gage nécessaire pour rassurer sur le respect des standards de condition de travail et de rémunération des ouvrières.

Mais d'autres formes d'économie, porteuses d'innovation, ont aussi été portées autour : de l'économie circulaire, des start-up et des investisseurs sociaux. C'est toute l'expérience proposée par Hassan Hajam.



6

La dimension sociale est essentielle

Recensement des habitants à reloger.

Il faut donc un changement de culture et une compréhension des attentes... collectives.

Faire cohésion... Ce que nous rappelle Nadine Umunoti Gatsinzi à propos de Kigali.

Pour pouvoir mener correctement une reconstruction, il faut avoir fait la paix avec le passé. Et les expériences servent. Celle de l'Angola a été utile pour éclairer les conditions de la pacification et la réconciliation que le Rwanda a dû mettre en œuvre dans tout le pays.

Pacifier, réconcilier, engager un climat plus serein, une stabilité... sont autant de conditions nécessaires qui ont des traductions concrètes : droit à la sécurité, droit au commerce, droit au loge-



Branchement des habitants au réseau d'eau potable PPWSA.

ment... et droit à des services, mais non sans contrepartie acceptée : il faut pouvoir fournir le service mais faire accepter aussi son paiement. C'est ce que nous a rappelé M. Ek Sonn Chan sous une forme très concrète :

- lutte contre les raccordements illégaux,
- travail sur la régularité du paiement des factures,
- utilisation d'outils informatiques pour améliorer la connaissance de la situation.

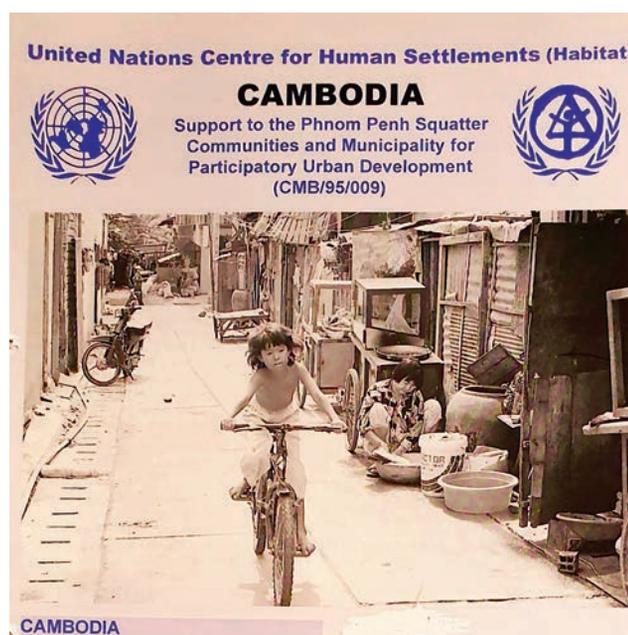
Dès la fin des années 1990, la situation s'est améliorée : toutes les factures sont désormais honorées. Mais il faut aussi veiller à ce que soient respectées toutes les formes d'égalité, en particulier les égalités de genre dont il a été question tout au long de cet après-midi. Un autre enjeu est de garantir que les familles les plus pauvres puissent avoir accès aux services... Veiller à bien engager les interrelations entre la population et l'administration, selon l'expérience apportée par son excellence Mann Choeun.

Le risque majeur est d'observer, comme cela fut présenté pour Port-au-Prince, qu'une partie de la population n'ait pas droit « de cité ». Le risque est grand alors que naisse une résistance à l'exclusion. Et que la ville réelle se développe contre la ville institutionnelle, sans infrastructure.

7

Nous ne sommes plus isolés dans le monde...

Affiche PNUD du programme de réduction de la pauvreté.



C'est sans doute le dernier enseignement : les expériences présentées nous ont montré l'importance du soutien international : bailleurs, soutien de pays tiers. L'aide internationale permet l'investissement dans les infrastructures et le démarrage de leur fonctionnement.

Dans chacun de nos exemples favorables, ce sont les partenariats qui ont permis les meilleurs progrès. Pour Christiane Blancot, c'est bien l'association de toutes les échelles, le partenariat international, local et la place accordée aux habitants qui a été la condition pour régler en grande partie le problème du logement.

8

Et demain ?

Nouvelles technologies, à Kigali.

Aurons-nous besoin d'une nouvelle résilience ? À Phnom Penh, malgré la croissance, différentes questions commencent à se poser : la ville jardin se transforme en une ville dense et minérale, le remblaiement des lacs permet d'étendre la ville mais réduit les zones naturelles. De fait, en compensation, le dispositif naturel de régulation doit trouver réponse dans des solutions technologiques.

Partout dans le monde, les défis qui se posent à nous exigent des réponses inédites et une capacité d'adaptation, une lutte contre notre fragilité. Et l'échelle urbaine pourrait bien être la bonne échelle d'action, nous enseigne Natharoun Ngo.

Ne nous y trompons pas, la ville de demain, c'est d'abord la ville d'hier et celle d'aujourd'hui qui sera laissée en héritage. Elle constitue notre patrimoine qui nous interroge sur les solutions que nous mettons en avant.

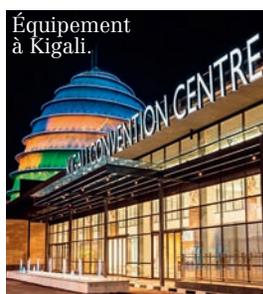
La ville de demain doit être celle qui saura prendre la mesure des problèmes d'approvisionnement et de gestion des déchets, de sobriété, de confort mais aussi de cohésion et de solidarité.

Comment accueillir toutes les populations tout en offrant un bon cadre de vie, respectueux de la planète ?

Il ne suffit plus seulement de rendre des services, ni de satisfaire ponctuellement des besoins, il s'agit aussi de redonner sens, de refaire citoyenneté pour les habi-



Application mobile pour se déplacer en moto-taxis.



Équipement à Kigali.

tants, de mobiliser leurs capacités : participer à la ville, y vivre et s'y investir, comme l'a déclaré M. Vannak Seng, il y a quelques instants.

Un tel agenda implique non seulement une prise de conscience mais aussi une transformation

des pratiques... dont nous devons mesurer davantage les implications globales.

Quelles que soient les formes, publiques, privées, l'inclusion sociale et solidaire, les initiatives impliquent de pouvoir mieux discuter de leur but et de leurs impacts.

Les villes doivent apprendre à appréhender simultanément les problèmes et leurs effets présents et futurs. Elles ont donc intérêt à imaginer de nouvelles gouvernances, à expérimenter les moyens de leur transformation, mais aussi (peut-être surtout) à les partager.

Biographies / Bibliographies



CHRISTIANE BLANCOT, architecte, est directrice d'études à l'Atelier parisien d'urbanisme. Elle travaille sur le développement urbain de Phnom Penh depuis 1990 dans le cadre de la coopération Paris-Phnom Penh.



S.E. EK SONN CHAN a dirigé la Régie des Eaux de Phnom Penh de 1993 à 2012. Aujourd'hui il est ministre délégué attaché au Premier ministre.



DR. GABRIEL FAUVEAUD est docteur en géographie et en études urbaines de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne (2013). Il est enseignant-chercheur dans le département de géographie et le Centre d'Asie du Sud-Est de l'Université de Montréal.



HASSAN HAJAM travaille dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Il a mis au point un modèle d'incubateur pour aider à la promotion de commerces sociaux. Il est directeur administratif de Platform Impact, une société de conseil pour le développement de l'entrepreneuriat social en Asie du Sud-Est.



NADINE UMUTONI GATSINZI est vice maire chargée des affaires socio-économique de la ville de Kigali. Elle a été auparavant, secrétaire générale du ministère de la promotion de l'égalité des sexes et de la Famille.



S.E. KEP CHUKTEMA est député du Parlement du Royaume du Cambodge. Il a été gouverneur de la province de Kampot puis de Phnom Penh de 2003 à 2013 et de 2008 à 2013 puis conseiller personnel du Premier Ministre Samdech Techo Hun Sen avec rang de ministre.



DR. FABIENNE LUGO est docteure en anthropologie sociale de l'Ecole des Hautes études en Sciences Sociales (EHESS-Paris) et chercheuse associée au CASE (Centre ASIE du Sud-Est/UMR 8170 - EHESS-CNRS-INALCO). Elle vit au Cambodge depuis 1993. Elle a travaillé pour plusieurs agences des Nations Unies au Cambodge.



S.E. MANN CHOEUN est sénateur du parlement du Royaume du Cambodge depuis 2015. Après 1979, il a été responsable du planning stratégique de la ville de Phnom Penh puis, à partir de 1992, chef de cabinet de la Municipalité de Phnom Penh avant de devenir vice-gouverneur de Phnom Penh de 2005 à 2010.



S.E. DR MOK MARETH est député du parlement du Royaume du Cambodge en tant que député depuis 2013. Il a été vice-gouverneur de Phnom Penh de 1979 à 1988, puis de 1988 à 1992, vice-ministre de l'Agriculture, et ministre de l'Environnement de 2003 à 2013.



M. NATHAROUN NGO est directeur du Centre des études khmères (CKS), centre de recherche indépendant créé en 1999 au Cambodge. Il est diplômé de l'université de Paris XII Val de Marne et de la Harvard Kennedy School. Il a travaillé de 2008 à 2016 au sein du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Cambodge.



LIONEL PRIGENT est urbaniste et économiste, chercheur et professeur à l'Institut de Géographie (Université de Brest) où il dirige le Master Aménagement et Urbanisme. Ses recherches portent sur les politiques publiques et leurs effets pour le développement, l'habitat, le tourisme et l'environnement.



S.E. PA SOCHEATVONG est président du Conseil de Phnom Penh Capitale. Il est aussi conseiller personnel de Samdech Akka Moha Sena Padei Techo Hun Sen, Premier ministre du Cambodge. De 1996 à 2013, il a été vice-gouverneur de Phnom Penh puis gouverneur jusqu'en 2017.



SENG VANNAK est directeur de l'administration de la Municipalité de Phnom Penh depuis 2018 après avoir été directeur adjoint du service de la gestion urbaine. Il est architecte, diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Malaquais.



DR. SISOWATH MEN CHANDÉVY est docteure en architecture, vice-rectrice et professeure de l'Université Royale des Beaux-Arts de Phnom Penh où elle enseigne et dirige les formations en archéologie, architecture et protection du patrimoine bâti.



S.E. DR THONG KHON est ministre du Tourisme du Royaume du Cambodge depuis 2007. Après 1979 il a été chef de cabinet du Bureau de la municipalité de Phnom Penh, puis en 1983, vice-gouverneur avant de devenir gouverneur de 1985 à 1990.



DR JEAN-MARIE DULIX THÉODAT est agrégé et docteur de géographie de l'Université de Paris I Sorbonne. Il est maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne où il a enseigné la politique, l'économie et la géographie culturelle de 1998 à 2010. Il vit à Haïti depuis 2010 où il est professeur à l'université d'Etat.



HUN CHANSAN est architecte diplômé de la Northeastern University de Boston. Il a créé Re-edge architecture/design en 2011. Il vit et travaille à Phnom Penh où il enseigne aussi comme professeur ou professeur invité dans plusieurs universités de Phnom Penh.

Bibliographie

Kigali

- Crisafulli, P. and Redmond, A. (2012), *Rwanda, Inc.: How a Devastated Nation Became an Economic Model for the Developing World*, Palgrave Macmillan in the US-division of St. Martin's Press.
- Goodfellow, T. & Smith, A. (2013) *From urban catastrophe to 'model' city? Politics, security and development in post-conflict Kigali*. Urban studies, 50 (15), 3185-3202.
- Michelon, B. (2008) *Kigali: Une urbanisation entre modernisation et réconciliation* (N°. ARTICLE, pp. p-33).

Port-au-Prince

- Barthélémy, G. (1997) *L'univers rural haïtien. Le pays en-dehors*. L'Harmattan, Paris.
- Chaléard, J-L, (2014) dir. *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries*. Karthala, Paris.
- Châtaignier J-M, Magro, (2007) Hervé, dir. *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*. Éditions Karthala, Paris.
- Clastres, P. (1974) *La société contre l'État*, Éditions de Minuit, Paris.
- Croix-Rouge Internationale. (2014) *World Disasters Report. Focus on culture and risk*.
- EMMUS, (2014) *Enquête sur la Mortalité, la Morbidité et l'Utilisation des Services*, Port-au-Prince.
- Fabiani, J-L. (1987) Theys, Jacques, dir. *La société vulnérable*. Presses de l'ENS, Paris.
- Lamaute, E. (1999) *Le vieux Port-au-Prince. Une tranche de la vie haïtienne*. Illustré.[1939], publié par les Éditions Henri Deschamps, Port-au-Prince.
- Lucien, G-E. (2013) *Une modernisation manquée, Port-au-Prince 1915-1956*. Éditions de l'Université d'État d'Haïti.
- Nora, P. (1984) Dir. *Les lieux de mémoire*, Gallimard, parid.
- Prépetit, C. *La menace sismique en Haïti. Hier, aujourd'hui et demain. Pour que la menace ne soit plus oubliée*. Éditions de l'Université d'État d'Haïti, 2011.

Seitenfus, R. (2015) *L'échec de l'aide internationale à Haïti. Dilemmes et égarements*. Éditions de l'Université d'État d'Haïti, Port-au-Prince.

Théodat, J-M. (2008) *L'autre pays en dehors: le pays lôtôbdlo*. Conjonction, Port-au-Prince,

Théodat, J-M. (2009) *L'eau dans l'Etat, l'Etat nan dlo: crise urbaine et dilution des responsabilités publiques dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince*. Bulletin de l'Association des Géographes Français, Paris.

Théodat, J-M. (2011) *Haïti, pouvoir, nature et culture. In Conjonction, Le séisme du 12 janvier 2010 en Haïti*. n° 223, pp71-80. Port-au-Prince, 2011.

Théodat, J-M. (2013) *Port-au-Prince en sept lieux, in Haïti, Sichuan, Fukushima, États d'urgence*. Paris Outre Terre, numéros 35 et 36, janvier 2013.

Phnom Penh

Blancot, C. et Goldblum, C. (1994) *Phnom Penh – Seconde vie d'une capitale d'Asie du Sud-est. Regards d'urbanistes*. In: Bizot F (ed) *Recherches nouvelles sur le Cambodge*. Paris: Ecole Française d'Extrême Orient, pp.315-349.

Blancot, C. (2003) *Phnom Penh centre ancien*, in *Phnom Penh à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Phnom Penh, Venise, programme ASIA URBS, APUR, pp. 72-79.

Blancot, C. (2009), *Phnom Penh, des extensions rapides et dispersées*, in *Croissance et transformation, Municipalité de Phnom Penh, Ville de Paris, Atelier parisien d'urbanisme, APUR*, pp.12-17.

Brickell, K., & Springer, S. (Eds.). (2016). *The handbook of contemporary Cambodia*. Taylor & Francis.

Carrier, A., (2019), *Phnom Penh privatisée: la propriété à l'usage de la coutume*, Cahiers de Péninsule, Irasec.

Carrier, A. (2007) «*Les lois de la possession*» à *Phnom Penh: conversion des droits d'usage résidentiel issus du contexte socialiste de réappropriation urbaine (1979-1989) en droits de propriété*. Paris 8.

Chandler, D. (2018). *A history of Cambodia*. Routledge.

Clément-Charpentier, (2008), *Mort et Renaissance d'une capitale: Phnom Penh victime des Khmers rouges*, in *Géographie et culture*, n° 65, pp. 91-110.

Clerc, V. et Rachmuhl, V. (2008) *Les marchés fonciers et immobiliers des quartiers*

informels à Phnom Penh. Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET).

Daravuth L and Muan I (2001) *Cultures of Independence: An Introduction to Cambodian Arts and Culture in the 1950's and 1960's*. Art Media Resources Ltd.

Fauveaud, G. (2015) *La production des espaces urbains à Phnom Penh: pour une géographie sociale de l'immobilier*. Publications de la Sorbonne.

Gerles, F. (2008) *L'économie cambodgienne*. In: Forest A (ed) *Cambodge contemporain*. Bangkok-Paris: IRASEC/Les Indes Savantes, pp.189-256.

Goldblum, C. (2012) *Phnom Penh ou la métropolisation dépendante: entre processus d'urbanisation et stratégie d'aménagement*. In: Franck M, Goldblum C and Taillard C (eds) *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est. Métropolisations en mode mineur*. Paris: Éditions du CNRS, pp.25-73.

Hughes, C. (2003) *The political economy of the Cambodian transition*. Routledge.

Khieu Kanharith (1997), *1979, les premiers jours du nouveau Phnom Penh*, in *Phnom Penh développement urbain et patrimoine*, Paris, Ministère de la Culture – Atelier parisien d'urbanisme, APUR, p 50-53.

Lucioli E. (1988), *le mur de bambou*, Paris, ed Régine Deforges.

Mysliwiec, E. (1988), "Punishing the poor – the international isolation of Kampuchea." Oxfam.

Nam, S. (2011). *Phnom Penh: From the politics of ruin to the possibilities of return. Traditional Dwellings and Settlements Review*, 55-68.

Népote, J. et De Vienne, M-S. (1993) *Cambodge, Laboratoire d'une crise, bilan économique et prospective*. Paris: CHEAM.

Percival, T. and Waley, P. (2012) *Articulating Intra-Asian Urbanism: The Production of Satellite Cities in Phnom Penh*. *Urban Studies* 49(13): 2873-2888.

Shatkin, G. (1998) 'Fourth World' cities in the global economy: the case of Phnom Penh, Cambodia. In *International Journal of Urban and Regional Research* 22(3): pp. 378-393.

Slocomb Margaret, (2003), *the people's Republic of Kampuchea 1979-1989, the revolution after Pol Pot, Chiang Mai*. Silkwork books.

Saphan, L. (2007). *Renaissance des espaces publics à Phnom Penh: processus d'appropriations urbaines et dynamiques de la citoyenneté des nouveaux habitants de la capitale cambodgienne* (Doctoral dissertation, Paris 10).

Simone, A. (2008) *The politics of the possible: Making urban life in Phnom Penh*. Singapore Journal of Tropical Geography 29(2): 186-204.

Vann Molyvann (2003) *Modern Khmer Cities*. Phnom Penh: Reyum.

Phnom Penh/ Habitat

Halgand, M.P. (2003), *une ville nouvelle au nord de Phnom Penh?* in Phnom Penh à l'aube du XXI^e siècle, Paris, Phnom Penh, Venise, programme ASIA URBS, Apur, pp. 57-61

Pen Khon, (2000) *Phnom Penh Before and after 1997*, Raksmeay Kampuchea Newspaper

Phnom Penh Millennium Development Goals 2009, support the Decentralization and Deconcentration Policy, Improve Good Governance and Local Development. 2009.

Pen Khon, (2001) *Samdech Hun Sen and the Resettlement of the Poor*,

Urban Poor Development Fund (UPDF), (May 2003) *News about Some of the Recent Activities of the Urban Poor Development Fund in Cambodia* (Khmer version).

Urban Poor Development Fund (UPDF), (May 2008), *News about Some of the Recent Activities of the Urban Poor Development Fund in Cambodia*,

Royal Government of Cambodia, (2010), *Circular on Resolution on Temporary Settlement on Land which Has Been Illegally Occupied in the Capital, Municipal and Urban Areas*, N° 03, May 31. 2010.

Royal Government of Cambodia, (May 09 2014), *National Policy on Housing*, Royal Government of Cambodia, approved by Council of Ministers on published by MLMUPC.

Royal Government of Cambodia, (October 24, 2017), *National Policy on the Encouragement and Development of National Programs for Affordable Housing Development Policy*.

Urban Poor Development Fund (UPDF), (September 2019), *News about Some of the Recent Activities of the Urban Poor Development Fund in Cambodia*.



ភ្នាក់ងារនៃបឹងកេងកង
PHNOM PENH CAPITAL HALL



ATELIER PARISIEN D'URBANISME



APERAU

Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme



La ville résiliente

Directeur de publication :
Pierre Baillet

Conception graphique :
Shannon/design dept.

Photogravure :
François Kayat-Guizol

Impression :
Imprimerie Edgar,
Aubervilliers

Photographie de couverture :
Kanel Khiev

Photographies non créditées
dans l'ouvrage :
Atelier Parisien d'Urbanisme

Edition :
Association Internationale
des Maires Francophones
9 Rue des Halles
Paris 75001 France
Paris, Octobre 2024

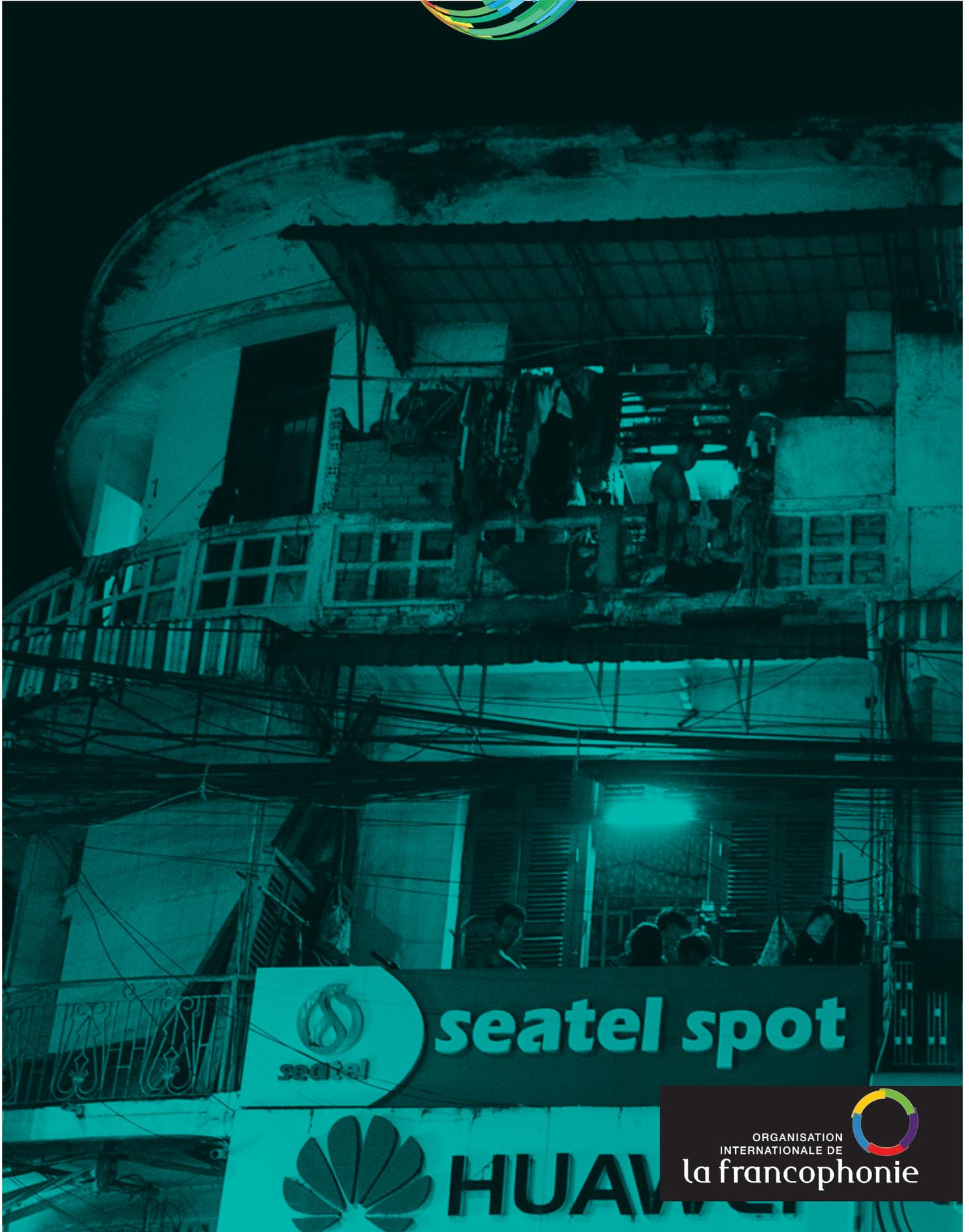




SUIVEZ
L'AïMF
SUR LES
RÉSEAUX
SOCIAUX

RÉUNIR
LES DESTINS,
RESPECTER
LES DIVERSITÉS

AïMF



seatel spot



HUAWEI

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

